


Изъкнигъ
Л. В.
Иславина.

Mulia: TSAE000720

Vol. 4: TSAE000754



SIECLES
DE LOUIS XIV,
ET
DE LOUIS XV.

TOME QUATRIEME.

SIECLES
DE LOUIS XIV,
ET
DE LOUIS XV,

PAR VOLTAIRE.

TOME QUATRIEME.

ÉDITION STÉRÉOTYPE,
D'après le procédé de Firmin Didot.



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE ET DE LA FONDERIE STÉRÉOTYPES
DE Pierre DIDOT L'AÎNÉ, ET DE Firmin DIDOT.

1817.

PRÉCIS DU SIECLE DE LOUIS XV.

CHAPITRE PREMIER.

Tableau de l'Europe après la mort de Louis XIV.

Nous avons donné avec quelque étendue une idée du siecle de Louis XIV, siecle des grands hommes, des beaux-arts et de la politesse : il fut marqué, il est vrai, comme tous les autres, par des calamités publiques et particulieres, inséparables de la nature humaine ; mais tout ce qui peut consoler les hommes dans la misere de leur condition faible et périssable semble avoir été prodigué dans ce siecle. Il faut voir maintenant ce qui suivit ce regne, orageux dans son commencement, brillant du plus grand éclat pendant cinquante années, mêlé ensuite de grandes adversités et de quelque bonheur, et finissant dans une tristesse assez sombre, après avoir commencé dans des factions turbulentes.

Louis XV était un enfant orphelin. Il eût été trop long, trop difficile et trop dangereux d'assembler les états-généraux pour régler les prétentions à la régence. Le parlement de Paris l'avait déja donnée à deux reines : il la donna au duc d'Orléans. Il avait cassé le testament de Louis XIII ; il cassa celui de Louis XIV. Philippe, duc d'Orléans, petit-fils de France, fut déclaré maître absolu par

ce même parlement qu'il envoya bientôt après en exil.

Pour mieux sentir par quelle fatalité aveugle les affaires de ce monde sont gouvernées, il faut remarquer que l'empire ottoman, qui avait pu attaquer l'empire d'Allemagne pendant la longue guerre de 1701, attendit la conclusion totale de la paix générale pour faire la guerre contre les chrétiens. Les Turcs s'emparerent aisément, en 1715, du Péloponnese, que le célebre Morosini, surnommé le Péloponnésiaque, avait pris sur eux vers la fin du dix-septieme siecle, et qui était resté aux Vénitiens par la paix de Carlovitz. L'empereur, garant de cette paix, fut obligé de se déclarer contre les Turcs. Le prince Eugene, qui les avait déja battus autrefois à Zenta, passa le Danube, et livra bataille près de Petervaradin, au grand-visir Ali, favori du sultan Achmet III, et remporta la victoire la plus signalée.

Quoique les détails n'entrent point dans un plan général, on ne peut s'empêcher de rapporter ici l'action d'un Français, célebre par ses aventures singulieres. Un comte de Bonneval, qui avait quitté le service de France sur quelques mécontentements du ministere, major-général alors sous le prince Eugene, se trouva dans cette bataille entouré d'un corps nombreux de janissaires: il n'avait auprès de lui que deux cents soldats de son régiment; il résista une heure entiere; et ayant été abattu d'un coup de lance, dix soldats qui lui restaient le porterent à l'armée victorieuse. Ce même homme, proscrit en France, vint ensuite se marier publi-

quement à Paris; et quelques années après il alla prendre le turban à Constantinople, où il est mort bacha.

Le grand-visir Ali fut blessé à mort dans la bataille. Les mœurs turques n'étaient pas encore adoucies; ce visir, avant d'expirer, fit massacrer un général de l'empereur, qui était son prisonnier. (1)

L'année d'après le prince Eugene assiégea Belgrade, dans laquelle il y avait près de quinze mille hommes de garnison; il se vit lui-même assiégé par une armée innombrable de Turcs qui avançaient contre son camp, et qui l'environnerent de tranchées: il était précisément dans la situation où se trouva César en assiégeant Alexie: il s'en tira comme lui; il battit les ennemis, et prit la ville: toute son armée devait périr; mais la discipline militaire triompha de la force et du nombre.

Ce prince mit le comble à sa gloire par la paix de Passarovitz, qui donna Belgrade et Témesvar à l'empereur; mais les Vénitiens, pour qui on avait fait la guerre, furent abandonnés, et perdirent la Grece sans retour.

La face des affaires ne changeait pas moins entre les princes chrétiens. L'intelligence et l'union de la France et de l'Espagne, qu'on avait tant redoutée, et qui avait alarmé tant d'états, fut rompue dès que Louis XIV eut les yeux fermés. Le duc d'Orléans, régent de France, quoiqu'irréprochable sur les soins de la conservation de son pupille, se con-

(1) Il s'appelait Breûner.

duisit comme s'il eût dû lui succéder. Il s'unit étroitement avec l'Angleterre, réputée l'ennemie naturelle de la France, et rompit ouvertement avec la branche de Bourbon qui régnait à Madrid : et Philippe V, qui avait renoncé à la couronne de France par la paix, excita, ou plutôt prêta son nom pour exciter des séditions en France, qui devaient lui donner la régence d'un pays où il ne pouvait régner. Ainsi, après la mort de Louis XIV, toutes les vues, toutes les négociations, toute la politique, changerent dans sa famille et chez tous les princes.

Le cardinal Alberoni, premier ministre d'Espagne, se mit en tête de bouleverser l'Europe, et fut sur le point d'en venir à bout. Il avait en peu d'années rétabli les finances et les forces de la monarchie espagnole ; il forma le projet d'y réunir la Sardaigne, qui était alors à l'empereur, et la Sicile, dont les ducs de Savoie étaient en possession depuis la paix d'Utrecht. Il allait changer la constitution de l'Angleterre, pour l'empêcher de s'opposer à ses desseins ; et, dans la même vue, il était près d'exciter en France une guerre civile. Il négociait à la fois avec la Porte ottomane, avec le czar Pierre-le-Grand, et avec Charles XII. Il était près d'engager les Turcs à renouveler la guerre contre l'empereur ; et Charles XII, réuni avec le czar, devait mener lui-même le prétendant en Angleterre, et le rétablir sur le trône de ses peres.

Ce cardinal en même temps soulevait la Bretagne en France ; et déja il faisait filer secrètement

dans le royaume quelques troupes déguisées en faux-sauniers, conduites par un nommé Colineri, qui devait se joindre aux révoltés. La conspiration de la duchesse du Maine, du cardinal de Polignac, et de tant d'autres, était prête à éclater : le dessein était d'enlever, si l'on pouvait, le duc d'Orléans, de lui ôter la régence, et de la donner au roi d'Espagne Philippe V. Ainsi le cardinal Alberoni, autrefois curé de village auprès de Parme, allait être à la fois premier ministre d'Espagne et de France, et donnait à l'Europe entiere une face nouvelle.

La fortune fit évanouir tous ces vastes projets : une simple courtisane découvrit à Paris la conspiration, qui devint inutile dès qu'elle fut connue. Cette affaire mérite un détail, qui fera voir comment les plus faibles ressorts font souvent les grandes destinées.

Le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne à Paris, conduisait toute cette intrigue. Il avait avec lui le jeune abbé de Porto-Carrero, qui faisait son apprentissage de politique et de plaisir. Une femme publique, nommée Fillon, auparavant fille de joie du plus bas étage, devenue une entremetteuse distinguée, fournissait des filles à ce jeune homme. Elle avait long-temps servi l'abbé du Bois, alors secrétaire d'état pour les affaires étrangeres, depuis cardinal et premier ministre. Il employa la Fillon dans son nouveau département. Celle-ci fit agir une fille fort adroite, qui vola des papiers importants avec quelques billets de banque dans les poches de l'abbé Carrero au moment de ces dis-

tractions où personne ne pense à ses poches. Les billets de banque lui demeurerent; les lettres furent portées au duc d'Orléans : elles donnerent assez de lumieres pour faire connaître la conspiration, mais non assez pour en découvrir tout le plan.

L'abbé Porto-Carrero ayant vu ses papiers disparaître, et ne retrouvant plus la fille, partit sur-le-champ pour l'Espagne : on courut après lui, on l'arrêta près de Poitiers. Le plan de la conspiration fut trouvé dans sa valise avec les lettres du prince de Cellamare. Il s'agissait de faire révolter une partie du royaume, et d'exciter une guerre civile; et, ce qui est très remarquable, l'ambassadeur, qui ne parle que de mettre le feu aux poudres, et de faire jouer les mines, parle aussi de la miséricorde divine. Et à qui en parlait-il? au cardinal Alberoni, homme aussi pénétré de la miséricorde divine que le cardinal du Bois, son émule.

Alberoni, dans le même temps qu'il voulait bouleverser la France, voulait mettre le prétendant, fils du roi Jacques, sur le trône d'Angleterre par les mains de Charles XII. Ce héros imprudent fut tué en Norvege, et Alberoni ne fut point découragé. Une partie des projets de ce cardinal commençait déja à s'effectuer, tant il avait préparé de ressorts. La flotte qu'il avait armée descendit en Sardaigne dès l'année 1717, et la réduisit en peu de jours sous l'obéissance de l'Espagne; bientôt après elle s'empara de presque toute la Sicile, en 1718.

Mais Alberoni n'ayant pu réussir ni à empêcher

les Turcs de consommer leur paix avec l'empereur Charles VI, ni à susciter des guerres civiles en France et en Angleterre, vit à la fois l'empereur, le régent de France, et le roi George I, réunis contre lui.

Le régent de France fit la guerre à l'Espagne de concert avec les Anglais; de sorte que la premiere guerre entreprise sous Louis XV, fut contre son oncle, que Louis XIV avait établi au prix de tant de sang; c'était en effet une guerre civile.

Le roi d'Espagne avait eu soin de faire peindre les trois fleurs de lis sur tous les drapeaux de son armée. Le même maréchal de Berwick qui lui avait gagné des batailles pour affermir son trône, commandait l'armée française. Le duc de Liria, son fils, était officier général dans l'armée espagnole. Le pere exhorta le fils par une lettre pathétique à bien faire son devoir contre lui-même. L'abbé du Bois, depuis cardinal, enfant de la fortune comme Alberoni, et aussi singulier que lui par son caractere, dirigea toute cette entreprise. La Motte-Houdard, de l'académie française, composa le manifeste, qui ne fut signé de personne.

Une flotte anglaise battit celle d'Espagne auprès de Messine; et alors tous les projets du cardinal Alberoni étant déconcertés, ce ministre, regardé six mois auparavant comme le plus grand homme d'état, ne passa plus que pour un téméraire et un brouillon. Le duc d'Orléans ne voulut donner la paix à Philippe V qu'à condition qu'il renverrait son ministre: il fut livré par le roi d'Espagne aux troupes françaises, qui le conduisirent sur les

frontieres d'Italie. Ce même homme étant depuis légat à Bologne, et ne pouvant plus entreprendre de bouleverser des royaumes, occupa son loisir à tenter de détruire la république de Saint-Marin. Cependant il résulta de tous ses grands desseins qu'on s'accorda à donner la Sicile à l'empereur Charles VI, et la Sardaigne aux ducs de Savoie, qui l'ont toujours possédée depuis ce temps, et qui prennent le titre de rois de Sardaigne: mais la maison d'Autriche a perdu depuis la Sicile.

Ces évènements publics sont assez connus; mais ce qui ne l'est pas, et qui est très vrai, c'est que quand le régent voulut mettre pour condition de la paix qu'il marierait sa fille, mademoiselle de Montpensier, au prince des Asturies, don Louis, et qu'on donnerait l'infante d'Espagne au roi de France, il ne put y parvenir qu'en gagnant le jésuite Daubenton, confesseur de Philippe V. Ce jésuite détermina le roi d'Espagne à ce double mariage; mais ce fut à condition que le duc d'Orléans, qui s'était déclaré contre les jésuites, en deviendrait le protecteur, et qu'il ferait enregistrer la constitution. Il le promit, et tint parole: ce sont là souvent les secrets ressorts des grands changements dans l'état et dans l'église. L'abbé du Bois, désigné archevêque de Cambrai, conduisit seul cette affaire; et ce fut ce qui lui valut le cardinalat. Il fit enregistrer la bulle purement et simplement, comme on l'a déja dit, par le grand conseil, ou plutôt malgré le grand-conseil, par les princes du sang, les ducs et pairs, les maréchaux de France, les conseillers d'état et les maîtres des

requêtes, et sur-tout par le chancelier d'Aguesseau lui-même, qui avait été si long-temps contraire à cette acceptation. D'Aguesseau, par cette faiblesse, se déshonorait aux yeux des citoyens, mais non pas des politiques. L'abbé du Bois obtint même une rétractation du cardinal de Noailles. Le régent de France, dans cette intrigue, se trouva lié pendant quelque temps par les mêmes intérêts avec le jésuite Daubenton.

Philippe V commençait à être attaqué d'une mélancolie qui, jointe à sa dévotion, le portait à renoncer aux embarras du trône, et à le résigner à son fils aîné, don Louis; projet qu'en effet il exécuta depuis, en 1724. Il confia ce secret à Daubenton. Ce jésuite trembla de perdre tout son crédit quand son pénitent ne serait plus le maître, et d'être réduit à le suivre dans une solitude. Il révéla au duc d'Orléans la confession de Philippe V, ne doutant pas que ce prince ne fît tout son possible pour empêcher le roi d'Espagne d'abdiquer. Le régent avait des vues contraires : il eût été content que son gendre fût roi, et qu'un jésuite, qui avait tant gêné son goût dans l'affaire de la constitution, ne fût plus en état de lui prescrire des conditions. Il envoya la lettre de Daubenton au roi d'Espagne. Ce monarque montra froidement la lettre à son confesseur, qui tomba évanoui, et mourut peu de temps après.

CHAPITRE II.

Suite du tableau de l'Europe. Régence du duc d'Orléans. Système de Law ou Lass.

Ce qui étonna le plus toutes les cours de l'Europe ce fut de voir quelque temps après, en 1724 et 1725, Philippe V et Charles VI, autrefois si acharnés l'un contre l'autre, maintenant étroitement unis, et les affaires sorties de leur route naturelle au point que le ministere de Madrid gouverna une année entiere la cour de Vienne. Cette cour, qui n'avait jamais eu d'autre intention que de fermer à la maison française d'Espagne tout accès dans l'Italie, se laissa entraîner loin de ses propres sentiments, jusqu'à recevoir un fils de Philippe V et d'Élisabeth de Parme, sa seconde femme, dans cette même Italie dont on voulait exclure tout Français et tout Espagnol. L'empereur donna à ce fils puiné de son concurrent l'investiture de Parme et de Plaisance, et du grand duché de Toscane : quoique la succession de ces états ne fût point ouverte, don Carlos y fut introduit avec six mille Espagnols; et il n'en coûta à l'Espagne que deux cent mille pistoles données à Vienne.

Cette faute du conseil de l'empereur ne fut pas au rang des fautes heureuses : elle lui coûta plus cher dans la suite. Tout était étrange dans cet accord; c'étaient deux maisons ennemies qui s'unissaient sans se fier l'une à l'autre; c'était les Anglais

qui, ayant tout fait pour détrôner Philippe V. et lui ayant arraché Minorque et Gibraltar, étaient les médiateurs de ce traité; c'était un Hollandais, Ripperda, devenu duc et tout-puissant en Espagne, qui le signait, qui fut disgracié après l'avoir signé, et qui alla mourir ensuite dans le royaume de Maroc, où il tenta d'établir une religion nouvelle.

Cependant en France la régence du duc d'Orléans, que ses ennemis secrets et le bouleversement général des finances devaient rendre la plus orageuse des régences, avait été la plus paisible et la plus fortunée. L'habitude que les Français avaient prise d'obéir sous Louis XIV fit la sûreté du régent et la tranquillité publique. La conspiration, dirigée de loin par le cardinal Alberoni, et mal tramée en France, fut dissipée aussitôt que formée. Le parlement, qui, dans la minorité de Louis XIV, avait fait la guerre civile pour douze charges de maîtres des requêtes, et qui avait cassé les testaments de Louis XIII et de Louis XIV avec moins de formalités que celui d'un particulier, eut à peine la liberté de faire des remontrances lorsqu'on eut augmenté la valeur numéraire des especes trois fois au-delà du prix ordinaire. Sa marche à pied de la grand'chambre au louvre ne lui attira que les railleries du peuple. L'édit le plus injuste qu'on ait jamais rendu, celui de défendre à tous les habitants d'un royaume d'avoir chez soi plus de cinq cents francs d'argent comptant, n'excita pas le moindre mouvement. La disette entiere des especes dans le public; tout un peuple en foule se pressant pour aller rece-

voir à un bureau quelques monnaies nécessaires à la vie, en échange d'un papier décrié dont la France était inondée; plusieurs citoyens écrasés dans cette foule, et leurs cadavres portés par le peuple au Palais-royal, ne produisirent pas une apparence de sédition. Enfin ce fameux système de Lass, qui semblait devoir ruiner la régence et l'état, soutint en effet l'un et l'autre par des conséquences que personne n'avait prévues.

La cupidité qu'il réveilla dans toutes les conditions, depuis le plus bas peuple jusqu'aux magistrats, aux évêques, et aux princes, détourna tous les esprits de toute attention au bien public, et de toute vue politique et ambitieuse, en les remplissant de la crainte de perdre et de l'avidité de gagner. C'était un jeu nouveau et prodigieux où tous les citoyens pariaient les uns contre les autres. Des joueurs acharnés ne quittent point leurs cartes pour troubler le gouvernement. Il arriva, par un prestige dont les ressorts ne purent être visibles qu'aux yeux les plus exercés et les plus fins, qu'un système tout chimérique enfanta un commerce réel, et fit renaître la compagnie des Indes, établie autrefois par le célebre Colbert, et ruinée par les guerres. Enfin, s'il y eut beaucoup de fortunes particulieres détruites, la nation devint bientôt plus commerçante et plus riche. Ce système éclaira les esprits, comme les guerres civiles aiguisent les courages.

Ce fut une maladie épidémique qui se répandit de France en Hollande et en Angleterre: elle mérite l'attention de la postérité; car ce n'était

point l'intérêt politique de deux ou trois princes qui bouleversait des nations; les peuples se précipiterent d'eux-mêmes dans cette folie, qui enrichit quelques familles, et qui en réduisit tant d'autres à la mendicité. Voici quelle fut l'origine de cette démence précédée et suivie de tant de folies.

Un Écossais, nommé Jean Law, que nous nommons Jean Lass, qui n'avait d'autre métier que d'être grand joueur et grand calculateur, obligé de fuir de la Grande-Bretagne pour un meurtre, avait dès long-temps rédigé le plan d'une compagnie qui paierait en billets les dettes d'un état, et qui se rembourserait par les profits. Ce systême était très compliqué; mais réduit à ses justes bornes, il pouvait être très utile. C'était une imitation de la banque d'Angleterre et de sa compagnie des Indes. Il proposa cet établissement au duc de Savoie, depuis premier roi de Sardaigne, Victor-Amédée, qui répondit qu'il n'était pas assez puissant pour se ruiner. Il le vint proposer au contrôleur-général Desmarets; mais c'était dans le temps d'une guerre malheureuse où toute confiance était perdue; et la base de ce système était la confiance.

Enfin il trouva tout favorable sous la régence du duc d'Orléans; deux milliars de dettes à éteindre, une paix qui laissait du loisir au gouvernement, un prince et un peuple amoureux des nouveautés.

Il établit d'abord une banque en son propre nom, en 1716. Elle devint bientôt un bureau général

des recettes du royaume : on y joignit une compagnie du Mississipi, compagnie dont on faisait espérer de grands avantages. Le public, séduit par l'appât du gain, s'empressa d'acheter avec fureur les actions de cette compagnie et de cette banque réunies. Les richesses, auparavant resserrées par la défiance, circulerent avec profusion; les billets doublaient, quadruplaient ces richesses. La France fut très riche en effet par le crédit. Toutes les professions connurent le luxe; et il passa chez les voisins de la France qui eurent part à ce commerce.

La banque fut déclarée banque du roi en 1718. Elle se chargea du commerce du Sénégal; elle acquit le privilege de l'ancienne compagnie des Indes, fondée par le célebre Colbert, tombée depuis en décadence, et qui avait abandonné son commerce aux négociants de Saint-Malo. Enfin elle se chargea des fermes générales du royaume. Tout fut donc entre les mains de l'Écossais Lass, et toutes les finances du royaume dépendirent d'une compagnie de commerce.

Cette compagnie paraissant établie sur de si vastes fondements, ses actions augmenterent vingt fois au-delà de leur premiere valeur. Le duc d'Orléans fit sans doute une grande faute d'abandonner le public à lui-même. Il était aisé au gouvernement de mettre un frein à cette frénésie; mais l'avidité des courtisans et l'espérance de profiter de ce désordre empêcherent de l'arrêter. Les variations fréquentes dans le prix de ces effets produisirent à des hommes inconnus des biens immenses; plusieurs en moins de six mois devinrent beaucoup

plus riches que beaucoup de princes. Lass, séduit lui-même par son systême, et ivre de l'ivresse publique et de la sienne, avait fabriqué tant de billets, que la valeur chimérique des actions valait, en 1719, quatre-vingts fois tout l'argent qui pouvait circuler dans le royaume. Le gouvernement remboursa en papiers tous les rentiers de l'état.

Le régent ne pouvait plus gouverner une machine si immense, si compliquée, et dont le mouvement rapide l'entraînait malgré lui. Les anciens financiers et les gros banquiers réunis épuisèrent la banque royale en tirant sur elle des sommes considérables. Chacun chercha à convertir ses billets en especes; mais la disproportion était énorme. Le crédit tomba tout d'un coup: le régent voulut le ranimer par des arrêts qui l'anéantirent. On ne vit plus que du papier; une misere réelle commençait à succéder à tant de richesses fictives. Ce fut alors qu'on donna la place de contrôleur-général des finances à Lass, précisément dans le temps qu'il était impossible qu'il la remplit; c'était en 1720, époque de la subversion de toutes les fortunes des particuliers et des finances du royaume. On le vit en peu de temps, d'Écossais, devenir Français par la naturalisation; de protestant, catholique; d'aventurier, seigneur des plus belles terres; et de banquier, ministre d'état. Je l'ai vu arriver dans les salles du palais royal suivi de ducs et pairs, de maréchaux de France, et d'évêques. Le désordre était au comble. Le parlement de Paris s'opposa autant qu'il le put à ces innovations, et il fut exilé à Pontoise. Enfin dans la même année Lass-

chargé de l'exécration publique, fut obligé de fuir du pays qu'il avait voulu enrichir, et qu'il avait bouleversé. Il partit dans une chaise de poste que lui prêta le duc de Bourbon-Condé, n'emportant avec lui que deux mille louis, presque le seul reste de son opulence passagere.

Les libelles de ce temps-là accusent le régent de s'être emparé de tout l'argent du royaume pour les vues de son ambition ; et il est certain qu'il est mort endetté de sept millions exigibles. On accusait Lass d'avoir fait passer pour son profit les especes de la France dans les pays étrangers. Il a vécu quelque temps à Londres des libéralités du marquis de Lassay, et est mort à Venise, en 1729, dans un état à peine au-dessus de l'indigence. J'ai vu sa veuve à Bruxelles, aussi humiliée qu'elle avait été fiere et triomphante à Paris. De telles révolutions ne sont pas les objets les moins utiles de l'histoire.

Pendant ce temps la peste désolait la Provence ; on avait la guerre avec l'Espagne. La Bretagne était prête à se soulever. Il s'était formé des conspirations contre le régent ; et cependant il vint à bout presque sans peine de tout ce qu'il voulut au dehors et au dedans. Le royaume était dans une confusion qui faisait tout craindre, et cependant ce fut le regne des plaisirs et du luxe.

Il fallut après la ruine du système de Lass réformer l'état : on fit un récensement de toutes les fortunes des citoyens, ce qui était une entreprise non moins extraordinaire que le système : ce fut l'opération de finance et de justice la plus grande

et la plus difficile qu'on ait jamais faite chez aucun peuple. On la commença vers la fin de 1721. Elle fut imaginée, rédigée et conduite par quatre (1) freres, qui jusque-là n'avaient point eu de part principale aux affaires publiques, et qui, par leur génie et par leurs travaux, mériterent qu'on leur confiât la fortune de l'état. Ils établirent assez de bureaux de maîtres des requêtes et d'autres juges ; ils formerent un ordre assez sûr et assez net pour que le chaos fût débrouillé ; cinq cent onze mille et neuf citoyens, la plupart peres de famille, porterent leur fortune en papier à ce tribunal. Toutes ces dettes innombrables furent liquidées à près de seize cent trente et un millions numéraires effectifs en argent, dont l'état fut chargé. C'est ainsi que finit ce jeu prodigieux de la fortune, qu'un étranger inconnu avait fait jouer à toute une nation.

Après la destruction de ce vaste édifice de Lass, si hardiment conçu et qui écrasa son architecte, il resta de ses débris une compagnie des Indes, qu'on crut quelque temps à Paris la rivale de celle de Londres et d'Amsterdam.

La fureur du jeu des actions, qui avait saisi les Français, anima aussi les Hollandais et les Anglais. Ceux qui avaient observé en France les ressorts par lesquels tant de particuliers avaient élevé des fortunes si rapides et si immenses sur la crédulité et sur la misere publiques, porterent dans Amsterdam, dans Roterdam, dans Londres, le même artifice et la même folie. On parle encore avec étonnement de

(1) Les freres Pâris.

ces temps de démence et de ce fléau politique; mais qu'il est peu considérable en comparaison des guerres civiles et de celles de religion qui ont si long-temps ensanglanté l'Europe, et des guerres de peuple à peuple, ou plutôt de prince à prince, qui dévastent tant de contrées! Il se trouva dans Londres et dans Roterdam des charlatans qui firent des dupes. On créa des compagnies et des commerces imaginaires. Amsterdam fut bientôt désabusé. Roterdam fut ruiné pour quelque temps. Londres fut bouleversé pendant l'année 1720. Il résulta de cette manie, en France et en Angleterre, un nombre prodigieux de banqueroutes, de fraudes, de vols publics et particuliers, et toute la dépravation de mœurs que produit une cupidité effrénée.

CHAPITRE III.

De l'abbé du Bois, archevêque de Cambrai, cardinal, premier ministre. Mort du duc d'Orléans.

Il ne faut pas passer sous silence le ministere du cardinal du Bois. C'était le fils d'un apothicaire de Brive-la-Gaillarde, dans le fond du Limousin. Il avait commencé par être instituteur du duc d'Orléans, et ensuite en servant son éleve dans ses plaisirs, il en acquit la confiance: un peu d'esprit, beaucoup de débauche, de la souplesse, et sur-tout le goût de son maître pour la singularité, firent sa prodigieuse fortune. Si ce cardinal premier ministre avait été un homme grave, cette fortune aurait ex-

cité l'indignation; mais elle ne fut qu'un ridicule. Le duc d'Orléans se jouait de son premier ministre, et ressemblait à ce pape qui fit son porte-singe cardinal. Tout se tournait en gaieté et en plaisanterie dans la régence du duc d'Orléans: c'était le même esprit que du temps de la fronde, à la guerre civile près; ce caractere de la nation le régent l'avait fait renaître après la sévere tristesse des dernieres années de Louis XIV.

Le cardinal du Bois, archevêque de Cambrai, mourut d'un ulcere dans l'uretre, suite de ses débauches. Il trouva un expédient pour n'être pas fatigué dans ses derniers moments par les pratiques de la religion catholique, dont jamais ministre ne fit moins de cas que lui; il prétexta qu'il y avait pour les cardinaux un cérémonial particulier, et qu'un cardinal ne recevait pas l'extrême-onction et le viatique comme un autre homme. Le curé de Versailles alla aux informations, et pendant ce temps du Bois mourut, le 19 auguste 1723. Nous rîmes de sa mort comme de son ministere: tel était le goût des Français, accoutumés à rire de tout.

Le duc d'Orléans prit alors le titre de premier ministre, parceque le roi étant majeur, il n'y avait plus de régence; mais il suivit bientôt son cardinal. C'était un prince à qui on ne pouvait reprocher que son goût ardent pour les plaisirs et pour les nouveautés.

De toute la race de Henri IV Philippe d'Orléans fut celui qui lui ressembla le plus; il en avait la valeur, la bonté, l'indulgence, la gaieté, la facilité, la franchise, avec un esprit plus cultivé. Sa physio-

nomie, incomparablement plus gracieuse, était cependant celle de Henri IV. Il se plaisait quelquefois à mettre une fraise, et c'était alors Henri IV embelli.

Il avait alors un singulier projet dont sa mort subite sauva la France; c'était de rappeler Lass, réfugié et oublié dans Venise, et de faire revivre son système, dont il comptait rectifier les abus, et augmenter les avantages. Rien ne put jamais le détacher de l'idée d'une banque générale chargée de payer toutes les dettes de l'état. L'exemple de Venise, de la Hollande, de l'Angleterre, lui faisait illusion: son secrétaire Melon, esprit systématique, très éclairé, mais chimérique, lui avait inspiré ce dessein, et l'y confirmait de jour en jour. Il oubliait la différence établie par la nature entre le génie des Français et des peuples qu'on voulait imiter; combien de temps il faut pour faire réussir de tels établissements; que la nation était alors plus révoltée contre le système de Lass qu'elle n'en avait été d'abord enivrée; et que Lass revenant une seconde fois bouleverser la France avec des billets, trouverait des ennemis plus en garde, plus acharnés et plus puissants qu'il n'en avait eus à combattre dans ses premiers prestiges.

La contemplation continuelle de cette grande entreprise qui séduisait le duc d'Orléans, et celle des orages qu'il allait exciter, allumerent son sang: les plaisirs de la table et de l'amour dérangerent sa santé davantage. Il fut averti par une légere attaque d'apoplexie, qu'il négligea, et qui lui en attira une seconde, le 2 décembre 1723, à Versailles. Il mourut au moment qu'il en fut frappé.

Son fils, le duc de Chartres, d'un caractere faible et bizarre, plus fait pour une cellule à Sainte-Genevieve, où il a fini ses jours, que pour le ministere, ne demanda pas la place de son pere. Le duc de Bourbon, arriere petit-fils du grand Condé, la demanda sur-le-champ au jeune roi majeur. Le roi était avec Fleuri, ancien évêque de Fréjus, son précepteur: il consulta par un regard ce vieillard ambitieux et circonspect, qui n'osa pas s'opposer par un signe de tête à la demande du prince.

La patente du premier ministre était déja dressée par le secrétaire d'état la Vrilliere, et le duc de Bourbon fut le maître du royaume en deux minutes.

Le sort des princes de Condé a toujours été d'être opprimés par des prêtres. Le premier prince de Condé, Louis, oncle de Henri IV, fut toute sa vie persécuté par les prêtres de Rome et de la France, assassiné sur le champ de bataille immédiatement après la perte de la journée de Jarnac.

Le second, Henri, cousin-germain de Henri IV, plus poursuivi encore par les prêtres de la ligue, empoisonné dans Saint-Jean d'Angeli.

Le troisieme, Henri II, mis en prison sous le gouvernement du Florentin Concini, et depuis toujours tourmenté par le cardinal de Richelieu, quoiqu'il eût marié son fils à la niece de ce cardinal.

Le quatrieme, qui est le grand Condé, enfermé à Vincennes et au Havre, poursuivi hors du royaume par le cardinal Mazarin.

Enfin celui dont nous parlons, et que nous appelons Monsieur le Duc, supplanté, chassé de la

cour, et exilé par Fleuri, évêque de Fréjus, qui fut cardinal bientôt après.

Voici comment se fit cette révolution, qui étonna la France, et qui n'était après tout qu'un changement de ministre, ordinaire dans toutes les cours.

Monsieur le Duc abandonna d'abord tout le département de l'église, et le soin de poursuivre les calvinistes et les jansénistes à l'évêque de Fréjus, se réservant l'administration de tout le reste. Ce partage produisit quelques difficultés entre eux. Le prince était gouverné par un des freres Pâris, nommé du Verney, qui avait eu la principale part à l'ouvrage inoui de la liquidation des biens de tous les citoyens après le renversement des chimeres de Lass. Une autre personne gouvernait plus gaiement le prince ministre; c'était la fille du traitant Pléneuf, mariée au marquis de Prie, jeune femme brillante, légere, d'un esprit vif et agréable. Pour Fleuri, âgé alors de soixante et treize ans, il n'était gouverné par personne, et il avait sur le roi, son éleve, un ascendant suprême, fruit de l'autorité d'un précepteur sur son disciple et de l'habitude.

Pâris du Verney, étroitement lié avec cette marquise de Prie, résolut avec elle de mettre le roi entièrement dans la dépendance du prince, et de chasser le précepteur. Nous avons déja vu que le duc d'Orleans, régent de France, pour finir sa guerre contre le roi d'Espagne, Philippe V, avait marié l'infante, fille de ce monarque et de la princesse de Parme, âgée alors de cinq ans et demi, au roi de France, qui en avait quinze. Il fallait attendre environ dix ans au moins la naissance incertaine

d'un dauphin. Madame de Prie et du Verney prirent ce prétexte pour renvoyer l'infante à son pere, et pour faire un véritable mariage du roi de France avec une sœur du duc de Bourbon, très belle et très capable de donner des enfants, élevée à Fontevraud sous le nom de princesse de Vermandois.

On commença par renvoyer la femme de cinq ans avant de s'assurer d'une plus mûre: on la fit partir pour l'Espagne, sans pressentir son pere et sa mere, sans adoucir la dureté d'une telle démarche par la plus légere excuse; on chargea seulement l'abbé de Livry Sanguin, fils d'un premier maître-d'hôtel du roi, ministre alors en Portugal, de passer en Espagne pour en instruire le roi et la reine, pendant que leur enfant était en chemin, reconduite à petites journées. Cet oubli de toute bienséance n'était l'effet d'aucune querelle entre les cours de France et d'Espagne: il semblait qu'une telle démarche ne devait être imputée qu'au caractere de du Verney, qui, ayant été garçon cabaretier dans son enfance chez sa mere, en Dauphiné, soldat aux gardes dans sa jeunesse, et plongé depuis dans la finance, retint toute sa vie un peu de la dureté de ces trois professions: la marquise de Prie ne songea jamais aux conséquences; et Monsieur le Duc n'était pas politique.

L'infante, qui fut ainsi reconduite, fut depuis reine en Portugal. Elle donna à Joseph II les enfants qu'on ne voulut pas qu'elle donnât à Louis XV, et n'en fut pas plus heureuse.

Quelques mois après son renvoi, madame de Prie courut en poste à Fontevraud, essayer si la prin-

cesse de Vermandois lui convenait, et si on pouvait s'assurer de gouverner le roi de France par elle. La princesse, encore plus fiere que la marquise n'était légere et inconsidérée, la reçut avec une hauteur dédaigneuse, et lui fit sentir qu'elle était indignée que son frere lui dépêchât une telle ambassadrice. Cette seule entrevue la priva de la couronne : on la laissa faire la fiere dans son couvent ; elle mourut abbesse de Beaumont-les-Tours trois ans après.

Il y avait dans Paris une madame Texier, maîtresse d'un ancien militaire, nommé Vauchon, veuve d'un caissier qui avait appartenu à Pléneuf, pere de madame de Prie : elle était retenue pour toujours dans son lit par une maladie affreuse qui lui avait rongé la moitié du visage. Vauchon lui parla de Stanislas Leczinski, fait roi de Pologne par Charles XII, dépossédé par Pierre-le-Grand, et réfugié à Veissembourg, frontiere de l'Alsace, y vivant d'une pension modique que le ministere de France lui payait très mal. Il avait une fille élevée dès son berceau dans le malheur, dans la modestie, et dans les vertus, qui rendaient ses infortunes plus intéressantes. La dame Texier pria la marquise de la venir voir : elle lui parla de cette princesse pour laquelle on avait proposé des partis un peu au-dessous d'un roi de France. Madame de Prie partit deux jours après pour Veissembourg, vit cette infortunée princesse polonnaise, trouva qu'on ne lui en avait pas assez dit, et la fit reine.

Dans le conseil privé qu'on assembla pour décider de cette alliance, l'évêque de Fréjus dit simplement qu'il ne s'était jamais mêlé de mariage : il

laissa conclure l'affaire sans la recommander et sans s'y opposer. La nouvelle reine fut aussi reconnaissante envers Monsieur le Duc, que le roi et la reine d'Espagne furent indignés du renvoi, ou plutôt de l'expulsion de l'infante.

Quelque temps après, les murmures de Versailles et de Paris ayant éclaté, la défiance entre Monsieur le Duc et le précepteur étant augmentée, la cour ayant formé deux partis, les esprits commençant à s'aigrir, l'évêque déclare enfin au prince ministre que le seul moyen d'en prévenir les suites était de renvoyer de la cour madame de Prie, qui était dame du palais de la reine. La marquise, de son côté, résolut, selon les regles de la guerre de cour, de faire partir le précepteur.

Une des mortifications du premier ministre était que, lorsqu'il travaillait avec le roi aux affaires d'état, Fleuri y assistait toujours, et que, lorsque Fleuri faisait signer au roi des ordres pour l'église, le prince n'y était point admis. On engagea un jour le roi à venir tenir son petit conseil sur des objets de peu d'importance dans la chambre de la reine, et quand l'évêque de Fréjus voulut entrer, la porte lui fut fermée. Fleuri, incertain si le roi n'était pas du complot, prit incontinent le parti de se retirer au village d'Issi, entre Paris et Versailles, dans une petite maison de campagne appartenant à un séminaire. C'était là son refuge quand il était mécontent ou qu'il feignait de l'être.

Le parti du premier ministre parait triompher pendant quelques heures; mais ce fut une seconde *journée des dupes*, semblable à cette journée si

connue, dans laquelle le cardinal de Richelieu, chassé par Marie de Médicis et par ses autres ennemis, les chassa tous à son tour.

Le jeune Louis XV, accoutumé à son précepteur, aimait en lui un vieillard qui, n'ayant rien demandé jusque-là pour sa famille, inconnue à la cour, n'avait d'autre intérêt que celui de son pupille. Fleuri lui plaisait par la douceur de son caractere, par les agréments de son esprit naturel et facile; il n'y avait pas jusqu'à sa physionomie, douce et imposante, et jusqu'au son de sa voix, qui n'eût subjugué le roi. Monsieur le Duc ayant reçu de la nature des qualités contraires, inspirait au roi une sécrete répugnance.

Le monarque, qui n'avait jamais marqué de volonté, qui avait vu avec indifférence son gouverneur, le maréchal de Villeroi, exilé par le duc d'Orléans régént; qui ayant reçu pour femme un enfant de six ans sans en être surpris, l'avait vu partir comme un oiseau qu'on change de cage; qui avait épousé la fille de Stanislas Leczinski, sans faire attention à elle ni à son pere; ce prince enfin à qui tout paraissait égal, fut réellement affligé de la retraite de l'évêque de Fréjus. Il le redemanda vivement, non pas comme un enfant qui se dépite quand on change sa nourrice, mais comme un souverain qui commence à sentir qu'il est le maître: il fit des reproches à la reine, qui ne répondit qu'avec des larmes. Monsieur le Duc fut obligé d'écrire lui-même à l'évêque, et de le prier au nom du roi de revenir.

Ce petit démêlé domestique fut incontinent le sujet de tous les discours chez tous les courtisans,

chez tout ce qui habitait Versailles. Je remarquai qu'il fit plus d'impression sur les esprits que n'en firent depuis toutes les nouvelles d'une guerre funeste à la France et à l'Europe. On s'agitait, on s'interrogeait, on parlait avec égarement et avec défiance. Les uns desiraient une grande révolution, les autres la craignaient, tout était en alarmes.

Il y avait ce jour-là spectacle à la cour : on jouait Britannicus. Le roi et la reine arriverent une heure plus tard qu'à l'ordinaire. Tout le monde s'apperçut que la reine avait pleuré ; et je me souviens que lorsque Narcisse prononça ce vers :

Que tardez-vous, seigneur, à la répudier?

presque toute la salle tourna les yeux sur la reine pour l'observer avec une curiosité plus indiscrete que maligne.

Le lendemain Fleuri revint. Il affecta de ne se point plaindre ; et, sans paraître demander ni satisfaction ni vengeance, il se contenta d'abord d'être en secret le maître des affaires. Enfin, le 11 juin 1726, le roi ayant invité Monsieur le Duc à venir coucher à la maison de plaisance de Rambouillet, et étant parti, disait-il, pour l'attendre, le duc de Charost, capitaine des gardes, vint arrêter ce prince dans son appartement ; il le mit entre les mains d'un exempt, qui le conduisit à Chantilli, séjour de ses peres, et son exil.

La dissimulation de l'évêque dans cette exécution n'était pas extraordinaire : celle du roi parut l'être ; mais le précepteur avait inspiré à son éleve une partie de son caractere ; et d'ailleurs on avait dit

depuis si long-temps, « qui ne sait dissimuler, ne « sait pas régner », que ce proverbe royal, inventé pour les grandes occasions, était toujours appliqué aux petites.

Pâris du Verney dès ce moment ne fut plus le maître de l'état : le roi déclara, dans un conseil extraordinaire, que c'était lui qui devait l'être, et que tous les ministres iraient travailler chez l'évêque de Fréjus ; c'est-à-dire que Fleuri allait régner : les freres Pâris furent exilés, et bientôt du Verney fut mis à la Bastille.

C'est ce même du Verney que nous avons vu depuis jouir d'une assez grande fortune, et de beaucoup de considération. Il fut l'inventeur et le vrai fondateur de l'École militaire. Pour madame de Prie, elle fut envoyée au fond de la Normandie, où elle mourut bientôt dans les convulsions du désespoir.

Il manquait à Fleuri d'être cardinal. C'est une qualité étrangere à l'église et à l'état, que tout ecclésiastique romain, à portée de l'obtenir, poursuit avec fureur, que les papes font long-temps espérer, pour avoir des créatures, et que les rois honorent chez eux, par une ancienne coutume qui tient lieu de raison et même de politique.

Monsieur le Duc avait secrètement empêché, par le cardinal de Polignac, ambassadeur à Rome, et par l'abbé de Rothelin, qu'on n'envoyât cette barrete tant desirée : elle arriva bientôt ; Fleuri la reçut avec la même simplicité apparente qu'il avait reçu la place de premier ministre, et qui dirigea toutes les actions de sa vie, sans jamais laisser entre-

voir sur son visage, ni les sourcils de la fierté, ni les grimaces de l'hypocrisie.

S'il y a jamais eu quelqu'un d'heureux sur la terre c'était sans doute le cardinal de Fleuri. On le regarda comme un homme des plus aimables, et de la société la plus délicieuse jusqu'à l'âge de soixante et treize ans ; et, lorsqu'à cet âge, où tant de vieillards se retirent du monde, il eut pris en main le gouvernement, il fut regardé comme un des plus sages. Depuis 1726 jusqu'à 1742 tout lui prospéra. Il conserva jusqu'à près de quatre-vingt-dix ans une tête saine, libre, et capable d'affaires.

Quand on songe que de mille contemporains il y en a très rarement un seul qui parvienne à cet âge, on est obligé d'avouer que le cardinal de Fleuri eut une destinée unique. Si sa grandeur fut singuliere, en ce qu'ayant commencé si tard elle dura si longtemps sans aucun nuage, sa modération et la douceur de ses mœurs ne le furent pas moins. On sait quelles étaient les richesses et la magnificence du cardinal d'Amboise, qui aspirait à la tiare, et l'hypocrisie arrogante de Ximenès, qui levait des armées à ses dépens, et qui, vêtu en moine, disait qu'avec son cordon il conduisait les grands d'Espagne : on connaît le faste royal de Richelieu, les richesses prodigieuses accumulées par Mazarin. Il restait au cardinal de Fleuri la distinction de la modestie ; il fut simple et économe en tout, sans jamais se démentir. L'élévation manquait à son caractere ; ce défaut tenait à des vertus, qui sont la douceur, l'égalité, l'amour de l'ordre et de la paix : il prouva que les esprits doux et conciliants sont faits pour gouverner les autres.

Il s'était démis le plus tôt qu'il avait pu de son évêché de Fréjus, après l'avoir libéré de dettes par son économie, et y avoir fait beaucoup de bien par son esprit de conciliation : c'étaient là les deux parties dominantes de son caractere. La raison qu'il allégua à ses diocésains était l'état de sa santé qui « le mettait dans l'impuissance de veiller à son troupeau » ; mais heureusement il n'avait jamais été malade.

Cet évêché de Fréjus, loin de la cour, dans un pays peu agréable, lui avait toujours déplu. Il disait que dès qu'il avait vu sa femme, il avait été dégoûté de son mariage, et signa dans une lettre de plaisanterie au cardinal Quirini : « Fleuri, évêque « de Fréjus par l'indignation divine. »

Il se démit vers le commencement de 1715. Le maréchal de Villeroi, après beaucoup de sollicitations, obtint de Louis XIV qu'il nommât l'évêque de Fréjus précepteur par son codicile. Cependant voici comme le nouveau précepteur s'en explique dans une lettre au cardinal Quirini :

« J'ai regretté plus d'une fois la solitude de Fré« jus. En arrivant j'ai appris que le roi était à l'ex« trémité, et qu'il m'avait fait l'honneur de me « nommer précepteur de son petit-fils : s'il avait été « en état de m'entendre, je l'aurais supplié de me « décharger d'un fardeau qui me fait trembler ; mais « après sa mort on n'a pas voulu m'écouter : j'en ai « été malade, et je ne me console point de la perte « de ma liberté. »

Il s'en consola en formant insensiblement son éleve aux affaires, au secret, à la probité, et con-

serva dans toutes les agitations de la cour, pendant la minorité, la bienveillance du régent et l'estime générale; ne cherchant point à se faire valoir, ne se plaiguant de personne, ne s'attirant jamais de refus, n'entrant dans aucune intrigue; mais il s'instruisait en secret de l'administration intérieure du royaume et de la politique étrangere. Il fit desirer à la France, par la circonspection de sa conduite, par la séduction aimable de son esprit, qu'on le vit à la tête des affaires. Ce fut le second précepteur qui gouverna la France. Il ne prit point le titre de premier ministre, et se contenta d'être absolu. Son administration fut moins contestée et moins enviée que celle de Richelieu et de Mazarin dans les temps les plus heureux de leurs ministeres. Sa place ne changea rien dans ses mœurs; on fut étonné que le premier ministre fût le plus aimable et le plus désintéressé des courtisans. Le bien de l'état s'accorda long-temps avec sa modération. On avait besoin de cette paix qu'il aimait; et tous les ministres étrangers crurent qu'elle ne serait jamais rompue pendant sa vie.

Il laissa tranquillement la France réparer ses pertes, et s'enrichir par un commerce immense sans faire aucune innovation; traitant l'état comme un corps puissant et robuste qui se rétablit de lui-même; haïssant tout systême, parceque son esprit était heureusement borné; ne comprenant absolument rien à une affaire de finance, exigeant seulement des sous-ministres la plus sévere économie; incapable d'être commis d'un bureau, et capable de gouverner l'état.

Les affaires politiques rentrerent insensiblement dans leur ordre naturel. Heureusement pour l'Europe le premier ministre d'Angleterre, Robert Walpol, était d'un caractere aussi pacifique; et ces deux hommes continuerent à maintenir presque toute l'Europe dans ce repos qu'elle goûta depuis la paix d'Utrecht jusqu'en 1733; repos qui n'avait été troublé qu'une fois par les guerres passageres de 1718 et de 1726. Ce fut un temps heureux pour toutes les nations, qui, cultivant à l'envi le commerce et les arts, oublierent toutes leurs calamités passées.

En ces temps-là se formaient deux puissances, dont l'Europe n'avait point entendu parler avant ce siecle. La premiere était la Russie, que le czar Pierre-le-Grand avait tirée de la barbarie. Cette puissance ne consistait, avant lui, que dans des déserts immenses et dans un peuple sans lois, sans discipline, sans connaissances, tel que de tout temps ont été les Tartares. Il était si étranger à la France, et si peu connu, que, lorsqu'en 1668 Louis XIV avait reçu une ambassade moscovite, on célébra par une médaille cet évènement, comme l'ambassade des Siamois.

Cet empire nouveau commença à influer sur toutes les affaires, et à donner des lois au Nord, après avoir abattu la Suede. La seconde puissance, établie à force d'art, et sur des fondements moins vastes, était la Prusse. Ses forces se préparaient et ne se déployaient pas encore.

La maison d'Autriche était restée à peu-près dans l'état où la paix d'Utrecht l'avait mise : l'Angleterre

conservait sa puissance sur mer, et la Hollande perdait insensiblement la sienne. Ce petit état, puissant par le peu d'industrie des autres nations, tombait en décadence, parceque ses voisins faisaient eux-mêmes le commerce dont il avait été le maître. La Suede languissait; le Danemarek était florissant; l'Espagne et le Portugal subsistaient par l'Amérique; l'Italie, toujours faible, était divisée en autant d'états qu'au commencement du siecle, si on excepte Mantoue devenue patrimoine autrichien.

La Savoie donna alors un grand spectacle au monde et une grande leçon aux souverains. Le roi de Sardaigne, duc de Savoie, ce Victor-Amédée, tantôt allié, tantôt ennemi de la France et de l'Autriche, et dont l'incertitude avait passé pour politique, lassé des affaires et de lui-même, abdiqua par un caprice, en 1730, à l'âge de soixante-quatre ans, la couronne qu'il avait portée le premier de sa famille, et se repentit par un autre caprice un an après. La société de sa maîtresse devenue sa femme, la dévotion, et le repos, ne purent satisfaire une ame occupée pendant cinquante ans des affaires de l'Europe. Il fit voir quelle est la faiblesse humaine, et combien il est difficile de remplir son cœur sur le trône et hors du trône. Quatre souverains dans ce siecle renoncerent à la couronne; Christine, Casimir, Philippe V, Victor-Amédée. Philippe V ne reprit le gouvernement que malgré lui; Casimir n'y pensa jamais; Christine en fut tentée quelque temps par un dégoût qu'elle eut à Rome: Amédée seul voulut remonter par la force sur le trône que son inquiétude lui avait fait quitter. La suite de cette tentative

est connue : son fils, Charles-Emmanuel, aurait acquis une gloire au-dessus des couronnes, en remettant à son pere celle qu'il tenait de lui, si ce pere seul l'eût redemandée, et si la conjoncture des temps l'eût permis; mais c'était, dit on, une maîtresse ambitieuse qui voulait régner, et tout le conseil fut forcé d'en prévenir les suites funestes, et de faire arrêter celui qui avait été son souverain. Il mourut depuis en prison, en 1732. Il est très faux que la cour de France voulut envoyer vingt mille hommes pour défendre le pere contre le fils, comme on l'a dit dans les mémoires de ce temps-là. Ni l'abdication de ce roi, ni sa tentative pour reprendre le sceptre, ni sa prison, ni sa mort, ne causerent le moindre mouvement chez les nations voisines : ce fut un terrible évenement qui n'eut aucune suite.

Tout était paisible depuis la Russie jusqu'à l'Espagne, lorsque la mort d'Auguste II, roi de Pologne, électeur de Saxe, replongea l'Europe dans les dissentions et dans les malheurs dont elle est si rarement exempte.

CHAPITRE IV.

Stanislas Leczinski deux fois roi de Pologne, et deux fois dépossédé. Guerre de 1734. La Lorraine réunie à la France.

Le roi Stanislas, beau-pere de Louis XV, déja nommé roi de Pologne, en 1704, fut élu roi, en 1733, de la maniere la plus légitime et la plus so-

lennelle. Mais l'empereur Charles VI fit procéder à une autre élection, appuyée par ses armes et par celles de la Russie. Le fils du dernier roi de Pologne, électeur de Saxe, qui avait épousé une niece de Charles VI, l'emporta sur son concurrent. Ainsi la maison d'Autriche, qui n'avait pas eu le pouvoir de se conserver l'Espagne et les Indes occidentales, et qui en dernier lieu n'avait pu même établir une compagnie de commerce à Ostende, eut le crédit d'ôter la couronne de Pologne au beau-pere de Louis XV. La France vit renouveler ce qui était arrivé au prince de Conti, qui solennellement élu, mais n'ayant ni argent ni troupes, et plus recommandé que soutenu, perdit le royaume où il avait été appelé.

Le roi Stanislas alla à Dantzick soutenir son élection. Le grand nombre, qui l'avait choisi, céda bientôt au petit nombre qui lui était contraire. Ce pays, où le peuple est esclave, où la noblesse vend ses suffrages, où il n'y a jamais dans le trésor public de quoi entretenir les armées, où les lois sont sans vigueur, où la liberté ne produit que des divisions; ce pays, dis-je, se vantait en vain d'une noblesse belliqueuse, qui peut monter à cheval au nombre de cent mille hommes. Dix mille Russes firent d'abord disparaître tout ce qui était assemblé en faveur de Stanislas. La nation polonaise qui, un siecle auparavant, regardait les Russes avec mépris était alors intimidée et conduite par eux. L'empire de Russie était devenu formidable, depuis que Pierre-le-Grand l'avait formé. Dix mille esclaves russes disciplinés disperserent toute la noblesse de Polo-

gne ; et le roi Stanislas, renfermé dans la ville de Dantzick, y fut bientôt assiégé par une armée de Russes.

L'empereur d'Allemagne, uni avec la Russie, était sûr du succès. Il eût fallu pour tenir la balance égale que la France eût envoyé par mer une nombreuse armée ; mais l'Angleterre n'aurait pas vu ces préparatifs immenses sans se déclarer. Le cardinal de Fleuri, qui ménageait l'Angleterre, ne voulut ni avoir la honte d'abandonner entièrement le roi Stanislas, ni hasarder de grandes forces pour le secourir. Il fit partir une escadre avec quinze cents hommes, commandée par un brigadier. Cet officier ne crut pas que sa commission fût sérieuse : il jugea quand il fut près de Dantzick, qu'il sacrifierait sans fruit ses soldats ; et il alla relâcher en Danemarck. Le comte de Plélo, ambassadeur de France auprès du roi de Danemarck, vit avec indignation cette retraite qui lui paraissait humiliante. C'était un jeune homme qui joignait à l'étude des belles-lettres et de la philosophie des sentiments héroïques dignes d'une meilleure fortune. Il résolut de soutenir Dantzick contre une armée avec cette petite troupe, ou d'y périr. Il écrivit avant de s'embarquer une lettre à l'un des secrétaires d'état, laquelle finissait par ces mots : « Je suis sûr que je n'en reviendrai pas ; « je vous recommande ma femme et mes enfants ». Il arriva à la rade de Dantzick, débarqua et attaqua l'armée russe ; il y périt percé de coups, comme il l'avait prévu. Sa lettre arriva avec la nouvelle de sa mort. Dantzick fut pris ; l'ambassadeur de France auprès de la Pologne, qui était dans cette place, fut

prisonnier de guerre ; malgré les priviléges de son caractere. Le roi Stanislas vit sa tête mise à prix par le général des Russes, le comte de Munick, dans la ville de Dantzick, dans un pays libre, dans sa propre patrie, au milieu de la nation qui l'avait élu suivant toutes les lois. Il fut obligé de se déguiser en matelot, et n'échappa qu'à travers les plus grands dangers. Remarquons ici que ce comte, maréchal de Munick, qui le poursuivait si cruellement, fut quelque temps après relégué en Sibérie, où il vécut vingt ans dans une extrême misere, pour reparaître ensuite avec éclat. Telle est la vicissitude des grandeurs.

A l'égard des quinze cents Français qu'on avait si imprudemment envoyés contre une armée entière de russes, ils firent une capitulation honorable ; mais un navire de Russie ayant été pris dans ce temps-là même par un vaisseau du roi de France, les quinze cents hommes furent retenus et transportés auprès de Pétersbourg. Ils pouvaient s'attendre à être inhumainement traités dans un pays qu'on avait regardé comme barbare au commencement du siecle. L'impératrice Anne régnait alors ; elle traita les officiers comme des ambassadeurs, et fit donner aux soldats des rafraîchissements et des habits. Cette générosité inouie jusqu'alors était en ce même temps l'effet du prodigieux changement que le czar Pierre avait fait dans la cour de Russie, et une espece de vengeance noble que cette cour voulait prendre des idées désavantageuses sous lesquelles l'ancien préjugé des nations l'envisageait encore.

Le ministere de France eût entièrement perdu

cette réputation nécessaire au maintien de sa grandeur, si elle n'eût tiré vengeance de l'outrage qu'on lui avait fait en Pologne ; mais cette vengeance n'était rien si elle n'était pas utile. L'éloignement des lieux ne permettait pas qu'on se portât sur les Moscovites ; et la politique voulait que la vengeance tombât sur l'empereur. On l'exécuta efficacement en Allemagne et en Italie. La France s'unit avec l'Espagne et la Sardaigne : ces trois puissances avaient leurs intérêts divers qui tous concouraient au même but d'affaiblir l'Autriche.

Les ducs de Savoie avaient depuis long-temps accru petit à petit leurs états, tantôt en donnant des secours aux empereurs, tantôt en se déclarant contre eux. Le roi Charles-Emmanuel espérait le Milanais ; et il lui fut promis par les ministres de Versailles et de Madrid. Le roi d'Espagne Philippe V, ou plutôt la reine Élisabeth de Parme, son épouse, espérait pour ses enfants de plus grands établissements que Parme et Plaisance. Le roi de France n'envisageait aucun avantage pour lui que sa propre gloire, l'abaissement de ses ennemis, et le succès de ses alliés.

Personne ne prévoyait alors que la Lorraine dût être le fruit de cette guerre : on est presque toujours mené par les évènements, et rarement on les dirige. Jamais négociation ne fut plus promptement terminée que celle qui unissait ces trois monarques.

L'Angleterre et la Hollande, accoutumées depuis long-temps à se déclarer pour l'Autriche contre la France, l'abandonnerent en cette occasion : ce fut le fruit de cette réputation d'équité et de modéra-

tion que la cour de France avait acquise. L'idée de ses vues pacifiques et dépouillées d'ambition enchaînait encore ses ennemis naturels lors même qu'elle faisait la guerre ; et rien ne fit plus d'honneur au ministere que d'être parvenu à faire comprendre à ces puissances que la France pouvait faire la guerre à l'empereur sans alarmer la liberté de l'Europe. Tous les potentats regarderent donc tranquillement ses succès rapides. Une armée de Français fut maîtresse de la campagne sur le Rhin, et les troupes de France, d'Espagne et de Savoie, jointes ensemble, furent les maîtresses de l'Italie. Le maréchal de Villars, déclaré généralissime des armées française, espagnole, et piémontaise, finit sa glorieuse carriere, à quatre-vingt-deux ans, après avoir pris Milan. Le maréchal de Coigni, son successeur, gagna deux batailles, tandis que le duc de Montemar, général des Espagnols, remporta une victoire dans le royaume de Naples, à Bitonto, dont il eut le surnom : c'est une récompense que la cour d'Espagne donne souvent, à l'exemple des anciens Romains. Don Carlos, qui avait été reconnu prince héréditaire de Toscane, fut bientôt roi de Naples et de Sicile. Ainsi l'empereur Charles VI perdit presque toute l'Italie, pour avoir donné un roi à la Pologne ; et un fils du roi d'Espagne eut en deux campagnes ces deux Siciles, prises et reprises tant de fois auparavant, et l'objet continuel de l'attention de la maison d'Autriche pendant plus de deux siecles.

Cette guerre d'Italie est la seule qui se soit terminée avec un succès solide pour les Français depuis Charlemagne. La raison en est qu'ils avaient pour

eux le gardien des Alpes, devenu le plus puissant prince de ces contrées ; qu'ils étaient secondés des meilleures troupes d'Espagne, et que les armées furent toujours dans l'abondance.

L'empereur fut alors trop heureux de recevoir des conditions de paix que lui offrait la France victorieuse. Le cardinal de Fleuri, ministre de France, qui avait eu la sagesse d'empêcher l'Angleterre et la Hollande de prendre part à cette guerre, eut aussi celle de la terminer heureusement sans leur intervention.

Par cette paix don Carlos fut reconnu roi de Naples et de Sicile. L'Europe était déja accoutumée à voir donner et changer des états : on assigna à François, duc de Lorraine, gendre de l'empereur Charles VI, l'héritage des Médicis, qu'on avait auparavant accordé à don Carlos ; et le dernier grand duc de Toscane, près de sa fin, demandait « Si on « ne lui donnerait pas un troisieme héritier, et quel « enfant l'empire et la France voulaient lui faire ». Ce n'est pas que le grand duché de Toscane se regardât comme un fief de l'empire ; mais l'empereur le regardait comme tel, aussi bien que Parme et Plaisance, revendiqués toujours par le saint-siege, et dont le dernier duc de Parme avait fait hommage au pape : tant les droits changent selon les temps ! Par cette paix, ces duchés de Parme et de Plaisance, que les droits du sang donnaient à don Carlos, fils de Philippe V et d'une princesse de Parme, furent cédés à l'empereur Charles VI en propriété.

Le roi de Sardaigne, duc de Savoie, qui avait compté sur le Milanais, auquel sa maison, toujours

agrandie par degrés, avait depuis long-temps des prétentions, n'en obtint qu'une petite partie, comme le Novarrois, le Tortonais, les fiefs de Langhes. Il tirait ses droits sur le Milanais d'une fille de Philippe II, roi d'Espagne, dont il descendait; la France avait aussi ses anciennes prétentions par Louis XII, héritier naturel de ce duché; Philippe V avait les siennes par les inféodations renouvelées à qnatre rois d'Espagne ses prédécesseurs: mais toutes ces prétentions céderent à la convenance et au bien public. L'empereur garda le Milanais; ce n'est pas un fief dont il doive toujours donner l'investiture: c'était originairement le royaume de Lombardie annexé à l'empire, devenu ensuite un fief sous les Viscontis et sous les Sforzes, et aujourd'hui c'est un état appartenant à l'empereur; état démembré à la vérité, mais qui avec la Toscane et Mantoue rend la maison impériale très puissante en Italie.

Par ce traité, le roi Stanislas renonçait au royaume qu'il avait eu deux fois et qu'on n'avait pu lui conserver; il gardait le titre de roi. Il lui fallait un autre dédommagement; et ce dédommagement fut pour la France encore plus que pour lui. Le cardinal de Fleuri se contenta d'abord du Barrois, que le duc de Lorraine devait donner au roi Stanislas, avec la réversion à la couronne de France: et la Lorraine ne devait être cédée que lorsque son duc serait en pleine possession de la Toscane: c'était faire dépendre cette cession de la Lorraine de beaucoup de hasards; c'était peu profiter des plus grands succès et des conjonctures les plus favorables.

Le garde-des-sceaux, Chauvelin, encouragea le cardinal de Fleuri à se servir de ses avantages : il demanda la Lorraine aux mêmes conditions que le Barrois, et il l'obtint.

Il n'en coûta que quelque argent comptant et une pension de trois millions cinq cent mille livres faite au duc François, jusqu'à ce que la Toscane lui fût échue.

Ainsi la Lorraine fut réunie à la couronne irrévocablement; réunion tant de fois inutilement tentée. Par-là un roi polonais fut transplanté en Lorraine : cette province eut pour la derniere fois un souverain résidant chez elle; et il la rendit heureuse. La maison régnante des princes lorrains devint souveraine de la Toscane. Le second fils du roi d'Espagne fut transféré à Naples : on aurait pu renouveler la médaille de Trajan : *Regna assignata*, les trônes donnés.

Tout resta paisible entre les princes chrétiens, si on en excepte les querelles naissantes de l'Espagne et de l'Angleterre pour le commerce de l'Amérique : la cour de France continua d'être regardée comme l'arbitre de l'Europe.

L'empereur faisait la guerre aux Turcs sans consulter l'empire; cette guerre fut malheureuse : Louis XV le tira de ce précipice par sa médiation; et M. de Villeneuve, son ambassadeur à la Porte ottomane, alla en Hongrie conclure, en 1739, avec le grand-visir la paix dont l'empereur avait besoin.

Presque dans le même temps il pacifiait l'état de Gênes menacé d'une guerre civile; il soumit et adoucit pour un temps les Corses, qui avaient secoué le

joug de Gênes; le même ministere étendait ses soins sur Geneve, et appaisait une guerre civile élevée dans ses murs.

Il interposait sur-tout ses bons offices entre l'Espagne et l'Angleterre, qui commençaient à se faire sur mer une guerre plus ruineuse que les droits qu'elles se disputaient n'étaient avantageux. On avait vu le même gouvernement, en 1735, employer sa médiation entre l'Espagne et le Portugal: aucun voisin n'avait à se plaindre de la France; et toutes les nations la regardaient comme leur médiatrice et leur mere commune. Cette gloire et cette félicité ne furent pas de longue durée.

CHAPITRE V.

Mort de l'empereur Charles VI. La succession de la maison d'Autriche disputée par quatre puissances. La reine de Hongrie reconnue dans tous les états de son pere. La Silésie prise par le roi de Prusse.

L'EMPEREUR Charles VI mourut au mois d'octobre 1740, à l'âge de cinquante-cinq ans. Si la mort du roi de Pologne Auguste II avait causé de grands mouvements, celle de Charles VI, dernier prince de la maison d'Autriche, devait entraîner bien d'autres révolutions. L'héritage de cette maison sembla sur-tout devoir être déchiré. Il s'agissait de la Hongrie et de la Bohême, royaumes long-temps électifs que les princes autrichiens avaient rendus héréditaires; de la Suabe autrichienne, appelée Autriche antérieure, de la haute et basse Autriche con-

quises au treizieme siecle, de la Stirie, de la Carinthie, de la Carniole, de la Flandre, du Burgau, des quatre villes forestieres, du Brisgau, du Frioul, du Tirol, du Milanais, du Mantouan, du duché de Parme : à l'égard de Naples et de Sicile, ces deux royaumes étaient entre les mains de don Carlos, fils du roi d'Espagne Philippe V.

Marie-Thérese, fille aînée de Charles VI, se fondait sur le droit naturel qui l'appelait à l'héritage de son pere, sur une pragmatique solennelle qui confirmait ce droit, et sur la garantie de presque toutes les puissances. Charles-Albert, électeur de Baviere, demandait la succession en vertu d'un testament de l'empereur Ferdinand I, frere de Charles-Quint.

Auguste III, roi de Pologne, électeur de Saxe, alléguait des droits plus récents, ceux de sa femme même, fille aînée de l'empereur Joseph I, frere aîné de Charles VI.

Le roi d'Espagne étendait ses prétentions sur tous les états de la maison d'Autriche, en remontant à la femme de Philippe II, fille de l'empereur Maximilien II. Philippe V descendait de cette princesse par les femmes. Louis XV aurait pu prétendre à cette succession à d'aussi justes titres que personne, puisqu'il descendait en droite ligne de la branche aînée masculine d'Autriche par la femme de Louis XIII, et par celle de Louis XIV ; mais il lui convenait plus d'être arbitre et protecteur que concurrent ; car il pouvait alors décider de cette succession et de l'empire de concert avec la moitié de l'Europe ; mais s'il y eût prétendu, il aurait eu l'Eu-

rope à combattre. Cette cause de tant de têtes couronnées fut plaidée dans tout le monde chrétien par des mémoires publics ; tous les princes, tous les particuliers, y prenaient intérêt. On s'attendait à une guerre universelle ; mais ce qui confondit la politique humaine, c'est que l'orage commença d'un côté où personne n'avait tourné les yeux.

Un nouveau royaume s'était élevé au commencement de ce siecle : l'empereur Léopold, usant du droit que se sont toujours attribué les empereurs d'Allemagne de créer des rois, avait érigé, en 1701, la Prusse ducale en royaume en faveur de l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume. La Prusse n'était encore qu'un vaste désert ; mais Frédéric-Guillaume II, son second roi, qui avait une politique différente de celle des princes de son temps, dépensa près de vingt-cinq millions de notre monnaie à faire défricher ces terres, à bâtir des villages, et à les peupler, il y fit venir des familles de Suabe et de Franconie ; il y attira plus de seize mille émigrants de Saltzbourg, leur fournissant à tous de quoi s'établir et de quoi travailler. En se formant ainsi un nouvel état, il créait, par une économie singuliere, une puissance d'une autre espece. Il mettait tous les mois environ quarante mille écus d'Allemagne en réserve, tantôt plus, tantôt moins ; ce qui lui composa un trésor immense en vingt-huit années de regne. Ce qu'il ne mettait pas dans ses coffres lui servait à former une armée d'environ soixante et dix mille hommes choisis, qu'il disciplina lui-même d'une maniere nouvelle, sans néanmoins s'en servir : mais son fils, Frédéric III, fit usage de tout ce

que le pere avait préparé. Il prévit la confusion générale, et ne perdit pas un moment pour en profiter. Il prétendait en Silésie quatre duchés : ses aïeux avaient renoncé à toutes leurs prétentions par des transactions réitérées, parcequ'ils étaient faibles ; il se trouva puissant, et il les réclama.

Déja la France, l'Espagne, la Baviere, la Saxe, se remuaient pour faire un empereur. La Baviere pressait la France de lui procurer au moins un partage de la succession autrichienne. L'électeur réclamait tous ces héritages par ses écrits ; mais il n'osait les demander tout entiers par ses ministres. Cependant Marie-Thérese, épouse du grand duc de Toscane, François de Lorraine, se mit d'abord en possession de tous les domaines qu'avait laissés son pere ; elle reçut les hommages des états d'Autriche à Vienne, le 7 novembre 1740. Les provinces d'Italie, la Bohême, lui firent leurs serments par leurs députés : elle gagna sur-tout l'esprit des Hongrois en se soumettant à prêter l'ancien serment du roi André II, fait l'an 1222 : « Si moi ou quelques uns « de mes successeurs, en quelque temps que ce soit, « veut enfreindre vos privileges, qu'il vous soit per- « mis, en vertu de cette promesse, à vous et à vos « descendants, de vous défendre, sans pouvoir être « traités de rebelles. »

Plus les aïeux de l'archiduchesse-reine avaient montré d'éloignement pour l'exécution de tels engagements, plus aussi la démarche prudente dont je viens de parler rendit cette princesse extrêmement chere aux Hongrois. Ce peuple qui avait toujours voulu secouer le joug de la maison d'Autri-

che, embrassa celui de Marie-Thérese; et après deux cents ans de séditions, de haines et de guerres civiles, il passa tout d'un coup à l'adoration. La reine ne fut couronnée à Presbourg que quelques mois après, le 24 juin 1741. Elle n'en fut pas moins souveraine : elle l'était déja de tous les cœurs par une affabilité populaire que ses ancêtres avaient rarement exercée, elle bannit cette étiquette et cette morgue qui peuvent rendre le trône odieux sans le rendre plus respectable. L'archiduchesse sa tante, gouvernante des Pays-Bas, n'avait jamais mangé avec personne; Marie-Thérese admettait à sa table toutes les dames et tous les officiers de distinction : les députés des états lui parlaient librement; jamais elle ne refusa d'audience, et jamais on n'en sortit mécontent d'elle.

Son premier soin fut d'assurer au grand duc de Toscane, son époux, le partage de toutes ses couronnes, sous le nom de co-régent, sans perdre en rien sa souveraineté, et sans enfreindre la pragmatique sanction : elle se flattait dans ces premiers moments que les dignités dont elle ornait ce prince lui préparaient la couronne impériale; mais cette princesse n'avait point d'argent, et ses troupes très diminuées étaient dispersées dans ses vastes états.

Le roi de Prusse lui fit proposer alors qu'elle lui cédât la Basse-Silésie, et lui offrit son crédit, ses secours, ses armes, avec cinq millions de nos livres, pour lui garantir tout le reste, et donner l'empire à son époux. Des ministres habiles prévirent que si la reine de Hongrie refusait de telles offres, l'Allemagne serait bientôt bouleversée; mais le sang de

tant d'empereurs, qui coulait dans les veines de cette princesse, ne lui laissa pas seulement l'idée de démembrer son patrimoine: elle était impuissante et intrépide. Le roi de Prusse voyant qu'en effet cette puissance n'était alors qu'un grand nom, et que l'état où était l'Europe lui donnerait infailliblement des alliés, marcha en Silésie au milieu du mois de décembre 1740.

On voulut mettre sur ses drapeaux cette devise, *Pro Deo et patriâ;* il raya *pro Deo,* disant qu'il ne fallait point ainsi mêler le nom de Dieu dans les querelles des hommes, et qu'il s'agissait d'une province et non de religion. Il fit porter devant son régiment des gardes l'aigle romaine éployée en relief au haut d'un bâton doré: cette nouveauté lui imposait la nécessité d'être invincible. Il harangua son armée pour ressembler en tout aux anciens Romains: entrant ensuite en Silésie, il s'empara de presque toute cette province dont on lui avait refusé une partie; mais rien n'était encore décidé. Le général Neuperg vint avec environ vingt-quatre mille Autrichiens au secours de cette province déja envahie: il mit le roi de Prusse dans la nécessité de donner bataille à Molvitz, près de la riviere de Neisse. On vit alors ce que valait l'infanterie prussienne. La cavalerie du roi, moins forte de près de moitié que l'autrichienne, fut entièrement rompue; la premiere ligne de son infanterie fut prise en flanc; on crut la bataille perdue; tout le bagage du roi fut pillé; et ce prince, en danger d'être pris, fut entraîné loin du champ de bataille par tous ceux qui l'environnaient. La seconde ligne

de l'infanterie rétablit tout par cette discipline inébranlable à laquelle les soldats prussiens sont accoutumés, par ce feu continuel qu'ils font en tirant cinq coups au moins par minute, et chargeant leurs fusils avec leurs baguettes de fer en un moment. La bataille fut gagnée, et cet évènement devint le signal d'un embrasement universel.

CHAPITRE VI.

Le roi de France s'unit aux rois de Prusse et de Pologne pour faire élire empereur l'électeur de Baviere, Charles-Albert. Ce prince est déclaré lieutenant-général du roi de France. Son élection, ses succès, et ses pertes rapides.

L'Europe crut que le roi de Prusse était déja d'accord avec la France quand il prit la Silésie; on se trompait : c'est ce qui arrive presque toujours lorsqu'on raisonne d'après ce qui n'est que vraisemblable. Le roi de Prusse hasardait beaucoup, comme il l'avoua lui-même; mais il prévit que la France ne manquerait pas une si belle occasion de le seconder. L'intérêt de la France semblait être alors de favoriser contre l'Autriche, son ancien allié, l'électeur de Baviere, dont le pere avait tout perdu autrefois pour elle après la bataille d'Hochstet : ce même électeur de Baviere, Charles-Albert, avait été retenu prisonnier dans son enfance par les Autrichiens, qui lui avaient ravi jusqu'à son nom de Baviere. La France trouvait son avantage à le ven-

ger, il paraissait aisé de lui procurer à la fois l'empire et une partie de la succession autrichienne: par-là on enlevait à la nouvelle maison d'Autriche-Lorraine cette supériorité que l'ancienne avait affectée sur tous les autres potentats de l'Europe; on anéantissait cette vieille rivalité entre les Bourbons et les Autrichiens; on faisait plus que Henri IV et le cardinal de Richelieu n'avaient pu espérer.

Frédéric III, en partant pour la Silésie, entrevit le premier cette révolution dont aucun fondement n'était encore jeté. Il est si vrai qu'il n'avait pris aucune mesure avec le cardinal de Fleuri, que le marquis de Beauveau, envoyé par le roi de France à Berlin pour complimenter le nouveau monarque, ne sut, quand il vit les premiers mouvements des troupes de Prusse, si elles étaient destinées contre la France ou contre l'Autriche. Le roi Frédéric lui dit en partant: « Je vais, je crois, jouer votre jeu; « si les as me viennent, nous partagerons. »

Ce fut là le seul commencement de la négociation encore éloignée: le ministere de France hésita long-temps. Le cardinal de Fleuri, âgé de quatre-vingt-cinq ans, ne voulait commettre ni sa réputation, ni sa veilliesse, ni la France, à une guerre nouvelle, la pragmatique sanction, signée et authentiquement garantie, le retenait.

Le comte, depuis maréchal de Belle-Isle, et son frere, petits-fils du fameux Fouquet, sans avoir ni l'un ni l'autre aucune influence dans les affaires, ni encore aucun accès auprès du roi, ni aucun pouvoir sur l'esprit du cardinal de Fleuri, firent résoudre cette entreprise.

Le maréchal de Belle-Isle, sans avoir fait de grandes choses, avait une grande réputation: il n'avait été ni ministre ni général, et passait pour l'homme le plus capable de conduire un état et une armée; mais une santé très faible détruisait souvent en lui le fruit de tant de talents. Toujours en action, toujours plein de projets, son corps pliait sous les efforts de son ame; on aimait en lui la politesse d'un courtisan aimable, et la franchise apparente d'un soldat: il persuadait sans s'exprimer avec éloquence, parcequ'il paraissait toujours persuadé.

Son frere le chevalier de Belle-Isle avait la même ambition, les mêmes vues, mais encore plus approfondies, parcequ'une santé plus robuste lui permettait un travail plus infatigable: son air plus sombre était moins engageant; mais il subjuguait lorsque son frere insinuait : son éloquence ressemblait à son courage; on y sentait, sous un air froid et profondément occupé, quelque chose de violent: il était capable de tout imaginer, de tout arranger et de tout faire.

Ces deux hommes étroitement unis, plus encore par la conformité des idées que par le sang, entreprirent donc de changer la face de l'Europe, aidés dans ce grand dessein par une dame alors trop puissante. Le cardinal combattit; il donna même au roi son avis par écrit; et cet avis était contre l'entreprise. On croyait qu'il se retirerait alors : sa carriere entiere eût été glorieuse; mais il n'eut pas la force de renoncer au ministere, et de vivre avec lui-même sur le bord de son tombeau.

Le maréchal de Belle-Isle et son frere arrangerent tout, et le vieux cardinal présida à une entreprise qu'il désapprouvait.

Tout sembla d'abord favorable. Le maréchal de Belle-Isle fut envoyé à Francfort, au camp du roi de Prusse, et à Dresde, pour concerter ces vastes projets que le concours de tant de princes semblait rendre infaillibles : il fut d'accord de tout avec le roi de Prusse et le roi de Pologne, électeur de Saxe; il négociait dans toute l'Allemagne; il était l'ame du parti qui devait procurer l'empire et des couronnes héréditaires à un prince qui pouvait peu par lui-même. La France donnait à la fois à l'électeur de Baviere de l'argent, des alliés, des suffrages et des armées. Le roi, en lui envoyant l'armée qu'il lui avait promise, créa par lettres-patentes son lieutenant-général celui qu'il allait faire empereur d'Allemagne.

L'électeur de Baviere, fort de tant de secours, entra facilement dans l'Autriche, tandis que la reine Marie-Thérese résistait à peine au roi de Prusse. Il se rend d'abord maître de Passau, ville impériale qui appartient à son évêque, et qui sépare la haute Autriche de la Baviere; il arrive à Lintz, capitale de cette haute Autriche : des partis poussent jusqu'à trois lieues de Vienne; l'alarme s'y répand; on s'y prépare à la hâte à soutenir un siege, on détruit un faubourg presque tout entier, et un palais qui touchait aux fortifications; on ne voit sur le Danube que des bateaux chargés d'effets précieux qu'on cherche à mettre en sûreté : l'électeur

de Baviere fit même faire une sommation au comte de Kevembuller, gouverneur de Vienne.

L'Angleterre et la Hollande étaient alors loin de tenir cette balance qu'elles avaient long-temps prétendu avoir dans leurs mains; les États-Généraux restaient dans le silence à la vue d'une armée du maréchal de Maillebois qui était en Vestphalie, et cette même armée en imposait au roi d'Angleterre, qui craignait pour ses états d'Hanovre où il était pour lors : il avait levé vingt-cinq mille hommes pour secourir Marie-Thérese; mais il fut obligé de l'abandonner à la tête de cette armée levée pour elle, et de signer un traité de neutralité.

Il n'y avait alors aucune puissance ni dans l'empire, ni hors de l'empire, qui soutînt cette pragmatique sanction que tant d'états avaient garantie. Vienne, mal fortifiée par le côté menacé, pouvait à peine résister : ceux qui connaissaient le mieux l'Allemagne et les affaires publiques croyaient voir avec la prise de Vienne le chemin fermé aux Hongrois, tout le reste ouvert aux armées victorieuses, toutes les prétentions réglées, et la paix rendue à l'empire et à l'Europe.

Plus la ruine de Marie-Thérese paraissait inévitable, plus elle eut de courage : elle était sortie de Vienne, et elle s'était jetée entre les bras des Hongrois, si sévèrement traités par son pere et par ses aïeux. Ayant assemblé les quatre ordres de l'état à Presbourg, elle y parut tenant entre ses bras son fils aîné presque encore au berceau; et leur parlant en latin, langue dans laquelle elle s'exprimait bien,

elle leur dit à peu-près ces propres paroles : « Aban« donnée de mes amis, persécutée par mes ennemis, « attaquée par mes plus proches parents, je n'ai de « ressource que dans votre fidélité, dans votre cou« rage, et dans ma constance; je mets en vos mains « la fille et le fils de vos rois, qui attendent de vous « leur salut ». Tous les Palatins attendris et animés tirerent leurs sabres en s'écriant : *Moriamur pro rege nostro Mariâ-Theresiâ!* « Mourons pour « notre roi Marie-Thérese »! Ils donnent toujours le titre de roi à leur reine. Jamais princesse en effet n'avait mieux mérité ce titre. Ils versaient des larmes en faisant serment de la défendre; elle seule retint les siennes : mais quand elle fut retirée avec ses filles d'honneur, elle laissa couler en abondance les pleurs que sa fermeté avoit retenus. Elle était enceinte alors, et il n'y avait pas long-temps qu'elle avait écrit à la duchesse de Lorraine sa belle-mere, « J'ignore encore s'il me restera une ville pour « y faire mes couches. »

Dans cet état elle excitait le zele de ses Hongrois; elle ranimait en sa faveur l'Angleterre et la Hollande, qui lui donnaient des secours d'argent; elle agissait dans l'empire; elle négociait avec le roi de Sardaigne, et ses provinces lui fournissaient des soldats.

Toute la nation anglaise s'anima en sa faveur : ce peuple n'est pas de ceux qui attendent l'opinion de leur maître pour en avoir une. Des particuliers proposerent de faire un don gratuit à cette princesse : la duchesse de Marlborough, veuve de celui qui avait combattu pour Charles VI, assembla les prin-

cipales dames de Londres; elles s'engagerent à fournir cent mille livres sterling, et la duchesse en déposa quarante mille. La reine de Hongrie eut la grandeur d'ame de ne pas recevoir cet argent qu'on avait la générosité de lui offrir; elle ne voulut que celui qu'elle attendait de la nation assemblée en parlement.

On croyait que les armées de France et de Baviere victorieuses allaient assiéger Vienne. Il faut toujours faire ce que l'ennemi craint. C'était un de ces coups décisifs, une de ces occasions que la fortune présente une fois et qu'on ne retrouve plus. L'électeur de Baviere avait osé concevoir l'espérance de prendre Vienne; mais il ne s'était point préparé à ce siege; il n'avait ni gros canons ni munitions. Le cardinal de Fleuri n'avait point porté ses vues jusqu'à lui donner cette capitale; les partis mitoyens lui plaisaient: il aurait voulu diviser les dépouilles avant de les avoir, et il ne prétendait pas que l'empereur qu'il faisait eût toute la succession.

L'armée de France aux ordres de l'électeur de Baviere marcha donc vers Prague, aidée de vingt mille Saxons, au mois de novembre 1741. Le comte Maurice de Saxe, frere naturel du roi de Pologne, attaqua la ville. Ce général, qui avait la force du corps singuliere du roi son pere, avec la douceur de son esprit et la même valeur, possédait de plus grands talents pour la guerre: sa réputation l'avait fait élire d'une commune voix duc de Courlande, le 28 juin 1726; mais la Russie, qui donnait des lois au Nord, lui avait enlevé ce que le suffrage de tout un peuple lui avait accordé: il s'en consolait dans

le service des Français et dans les agréments de la société de cette nation qui ne le connaissait pas encore assez.

Il fallait ou prendre Prague en peu de jours, ou abandonner l'entreprise. On manquait de vivres; on était dans une saison avancée; cette grande ville, quoique mal fortifiée, pouvait aisément soutenir les premieres attaques: le général Ogilvi, Irlandais de naissance, qui commandait dans la place, avait trois mille hommes de garnison, et le grand duc marchait au secours avec une armée de trente mille hommes: il était déja arrivé à cinq lieues de Prague le 25 novembre; mais la nuit même les Français et les Saxons donnerent l'assaut.

Ils firent deux attaques avec un grand fracas d'artillerie qui attira toute la garnison de leur côté: pendant ce temps le comte de Saxe en silence fait préparer une seule échelle vers les remparts de la ville neuve, à un endroit très éloigné de l'attaque; M. de Chevert, alors lieutenant-colonel du régiment de Beauce, monte le premier; le fils aîné du maréchal de Broglie le suit: on arrive au rempart, on ne trouve à quelques pas qu'une sentinelle; on monte en foule, et on se rend maître de la ville; toute la garnison met bas les armes; Ogilvi se rend prisonnier de guerre avec ses trois mille hommes. Le comte de Saxe préserva la ville du pillage; et ce qu'il y eut d'étrange c'est que les conquérants et le peuple conquis furent pêle-mêle ensemble pendant trois jours; Français, Saxons, Bavarois, Bohémiens, étaient confondus, ne pouvant se recon-

naître, sans qu'il y eût une goutte de sang répandue.

L'électeur de Baviere qui venait d'arriver au camp rendit compte au roi de ce succes, comme un général qui écrit à celui dont il commande les armées : il fit son entrée dans la capitale de Bohême le jour même de sa prise, et s'y fit couronner au mois de décembre. Cependant le grand duc, qui n'avait pu sauver cette capitale, et qui ne pouvait subsister dans les environs, se retira au sud-est de la province, et laissa à son frere le prince Charles de Lorraine le commandement de son armée.

Dans le même temps le roi de Prusse se rendait maître de la Moravie, province située entre la Bohême et la Silésie : ainsi Marie-Thérese semblait accablée de tous côtés. Déja son compétiteur avait été couronné archiduc d'Autriche à Lintz ; il venait de prendre la couronne de Bohême à Prague, et de là il alla à Francfort recevoir celle d'empereur, sous le nom de Charles VII.

Le maréchal de Belle-Isle, qui l'avait suivi de Prague à Francfort, semblait être plutôt un des premiers électeurs qu'un ambassadeur de France : il avait ménagé toutes les voix et dirigé toutes les négociations ; il recevait les honneurs dus au représentant d'un roi qui donnait la couronne impériale : l'électeur de Maience, qui préside à l'élection, lui donnait la main dans son palais, et l'ambassadeur ne donnait la main chez lui qu'aux seuls électeurs, et prenait le pas sur tous les autres princes. Ses pleins-pouvoirs furent remis en langue

française : la chancelliere allemande jusque-là avait toujours exigé que de telles pieces fussent présentées en latin, comme étant la langue d'un gouvernement qui prend le titre d'empire romain. Charles-Albert fut élu le 4 janvier 1742 de la maniere la plus tranquille et la plus solennelle : on l'aurait cru au comble de la gloire et du bonheur ; mais la fortune changea, et il devint un des plus infortunés princes de la terre par son élévation même.

CHAPITRE VII.

Désastres rapides qui suivent les succès de l'empereur Charles-Albert de Baviere.

On commençait à sentir la faute qu'on avait faite de n'avoir pas assez de cavalerie. Le maréchal de Belle-Isle était malade à Francfort, et voulait à la fois conduire des négociations et commander de loin une armée : la mésintelligence se glissait entre les puissances alliées ; les Saxons se plaignaient beaucoup des Prussiens, et ceux-ci des Français, qui à leur tour les accusaient : Marie-Thérese était soutenue de sa fermeté, de l'argent de l'Angleterre, de celui de la Hollande et de Venise, d'emprunts en Flandre, mais sur-tout de l'ardeur désespérée de ses troupes rassemblées enfin de toutes parts. L'armée française, sous des chefs peu accrédités, se détruisait par les fatigues, la maladie et la désertion : les recrues venaient difficilement. Il n'en était pas comme des armées de Gustave-Adol-

phe, qui, ayant commencé ses campagnes en Allemagne avec moins de dix mille hommes, se trouvait à la tête de trente mille, augmentant ses troupes dans le pays même à mesure qu'il y faisait des progrès. Chaque jour affaiblissait les Français vainqueurs, et fortifiait les Autrichiens. Le prince Charles de Lorraine, frere du grand duc, était dans le milieu de la Bohême avec trente-cinq mille hommes, tous les habitants étaient pour lui : il commençait à faire avec succès une guerre défensive, en tenant continuellement son ennemi en alarmes, en coupant ses convois, en le harcelant sans relâche de tous les côtés par des nuées de houssards, de croates, de pandours et de talpaches. Les pandours sont des Sclavons qui habitent le bord de la Drave et de la Save : ils ont un habit long; ils portent plusieurs pistolets à la ceinture, un sabre et un poignard. Les talpaches sont une infanterie hongroise armée d'un fusil, de deux pistolets et d'un sabre. Les croates, appelés en France cravates, sont des miliciens de Croatie. Les houssards sont des cavaliers hongrois montés sur de petits chevaux légers et infatigables; ils désolent les troupes dispersées en trop de postes et peu pourvues de cavalerie. Les troupes de France et de Baviere étaient par-tout dans ce cas : l'empereur Charles VII avait voulu conserver avec peu de monde une vaste étendue de terrain qu'on ne croyait pas la reine de Hongrie en état de reprendre; mais tout fut repris, et la guerre fut enfin reportée du Danube au Rhin.

Le cardinal de Fleuri voyant tant d'espérances trompées, tant de désastres qui succédaient à de si

heureux commencements, écrivit au général de Kœnigsek une lettre qu'il lui fit rendre par le maréchal de Belle-Isle même : il s'excusait dans cette lettre de la guerre entreprise, et il avouait qu'il avait été entraîné au-delà de ses mesures. « Bien des « gens savent, dit-il, combien j'ai été opposé aux « résolutions que nous avons prises, et que j'ai été « en quelque façon forcé d'y consentir. Votre excel- « lence est trop instruite de tout ce qui se passe « pour ne pas deviner celui qui mit tout en œuvre « pour déterminer le roi à entrer dans une ligue qui « était si contraire à mon goût et à mes principes. »

Pour toute réponse la reine de Hongrie fit imprimer la lettre du cardinal de Fleuri. Il est aisé de voir quels mauvais effets cette lettre devait produire. En premier lieu elle rejetait évidemment tout le reproche de la guerre sur le général chargé de négocier avec le comte de Kœnigsek ; et ce n'était pas rendre la négociation facile que de rendre sa personne odieuse : en second lieu elle avouait de la faiblesse dans le ministere ; et c'eût été bien mal connaître les hommes que de ne pas prévoir qu'on abuserait de cette faiblesse, que les alliés de la France se refroidiraient, et que ses ennemis s'enhardiraient. Le cardinal voyant la lettre imprimée en écrivit une seconde dans laquelle il se plaint au général autrichien de ce qu'on a publié sa premiere lettre, et lui dit « qu'il ne lui écrira plus désormais ce « qu'il pense ». Cette seconde lettre lui fit encore plus de tort que la premiere. Il les fit désavouer toutes deux dans quelques papiers publics ; et ce désaveu, qui ne trompa personne, mit le comble à ses faus-

ses démarches, que les esprits les moins critiques excuserent dans un homme de quatre-vingt-sept ans, fatigué des mauvais succès. Enfin l'empereur bavarois fit proposer à Londres des projets de paix, et sur-tout des sécularisations d'évêchés en faveur d'Hanovre. Le ministere anglais ne croyait pas avoir besoin de l'empereur pour les obtenir : on insulta à ses offres en les rendant publiques ; et l'empereur fut réduit à désavouer ses offres de paix, comme le cardinal de Fleuri avait désavoué la guerre.

La querelle s'échauffa plus que jamais. La France d'un côté, l'Angleterre de l'autre, parties principales en effet sous le nom d'auxiliaires, s'efforcerent de tenir la balance à main armée : la maison de Bourbon fut obligée pour la seconde fois de tenir tête à presque toute l'Europe.

Le cardinal de Fleuri, trop âgé pour soutenir un si pesant fardeau, prodigua à regret les trésors de la France dans cette guerre entreprise malgré lui, et ne vit que des malheurs causés par des fautes. Il n'avait jamais cru avoir besoin d'une marine : ce qui restait à la France de forces maritimes fut absolument détruit par les Anglais ; et les provinces de France furent exposées : l'empereur que la France avait fait fut chassé trois fois de ses propres états.

Les armées françaises furent détruites en Bavière et en Bohême, sans qu'il se donnât une seule grande bataille ; et le désastre fut au point qu'une retraite dont on avait besoin, et qui paraissait impraticable, fut regardée comme un bonheur signalé.

Le maréchal de Belle-Isle sauva le reste de l'armée française assiégée dans Prague, et ramena environ treize mille hommes de Prague à Egra, par une route détournée de trente-huit lieues, au milieu des glaces, et à la vue des ennemis. Enfin la guerre fut reportée du fond de l'Autriche au Rhin.

Le cardinal de Fleuri mourut au village d'Issi, au milieu de tous ces désastres, et laissa les affaires de la guerre, de la marine, de la finance et de la politique, dans une crise qui altéra la gloire de son ministere, et non la tranquillité de son ame.

Louis XV prit dès-lors la résolution de gouverner par lui-même, et de se mettre à la tête d'une armée. Il se trouvait dans la même situation où fut son bisaieul dans une guerre nommée comme celle-ci la guerre de la succession.

Il avait à soutenir la France et l'Espagne contre les mêmes ennemis, c'est-à-dire contre l'Autriche, l'Angleterre, la Hollande et la Savoie. Pour se faire une idée juste de l'embarras qu'éprouvait le roi, des périls où l'on était exposé, et des ressources qu'il eut, il faut voir comment l'Angleterre donnait le mouvement à toutes ces secousses de l'Europe.

CHAPITRE VIII.

Conduite de l'Angleterre. Ce que fit le prince de Conti en Italie.

On sait qu'après l'heureux temps de la paix d'Utrecht les Anglais, qui jouissaient de Minorque, et de Gibraltar en Espagne, avaient encore obtenu

de la cour de Madrid des privileges que les Français, ses défenseurs, n'avaient pas : les commerçants anglais allaient vendre aux colonies espagnoles les negres qu'ils achetaient en Afrique pour être esclaves dans le nouveau monde. Des hommes vendus par d'autres hommes, moyennant trente-trois piastres par tête qu'on payait au gouvernement espagnol, étaient un objet de gain considérable; car la compagnie anglaise en fournissant quatre mille huit cents Negres, avait obtenu de vendre les huit cents sans payer de droits : mais le plus grand avantage des Anglais, à l'exclusion des autres nations, était la permission dont cette compagnie jouit, dès 1716, d'envoyer un vaisseau à Porto-Bello.

Ce vaisseau, qui d'abord ne devait être que de cinq cents tonneaux, fut, en 1717, de huit cents cinquante par convention, mais en effet de mille par abus; ce qui faisait deux millions pesant de marchandises. Ces mille tonneaux étaient encore le moindre objet de ce commerce de la compagnie anglaise : une patache qui suivait toujours le vaisseau, sous prétexte de lui porter des vivres, allait et venait continuellement; elle se chargeait dans les colonies anglaises des effets qu'elle apportait à ce vaisseau, lequel ne se désemplissant jamais par cette manœuvre tenait lieu d'une flotte entiere. Souvent même d'autres navires venaient remplir ce vaisseau de permission, et leurs barques allaient encore sur les côtes de l'Amérique porter des marchandises dont les peuples avaient besoin, mais qui faisaient tort au gouvernement espagnol, et

même à toutes les nations intéressées au commerce qui se fait des ports d'Espagne au golfe du Mexique. Les gouverneurs espagnols traiterent avec rigueur les marchands anglais, et la rigueur se pousse toujours trop loin.

Un patron de vaisseau, nommé Jenkins, vint en 1739 se présenter à la chambre des communes: c'était un homme franc et simple, qui n'avait point fait de commerce illicite, mais dont le vaisseau avait été rencontré par un garde-côte espagnol dans un parage de l'Amérique où les Espagnols ne voulaient pas souffrir de navires anglais. Le capitaine espagnol avait saisi le vaisseau de Jenkins, mis l'équipage aux fers, fendu le nez et coupé les oreilles au patron. En cet état Jenkins se présenta au parlement; il raconta son aventure avec la naïveté de sa profession et de son caractere. « Messieurs, dit-« il, quand on m'eut ainsi mutilé on me menaça de « la mort; je l'attendis; je recommandai mon ame « à Dieu, et ma vengeance à ma patrie. » Ces paroles prononcées naturellement exciterent un cri de pitié et d'indignation dans l'assemblée; le peuple de Londres criait à la porte du parlement: « La mer « libre ou la guerre! » On n'a peut-être jamais parlé avec plus de véritable éloquence qu'on parla sur ce sujet dans le parlement d'Angleterre; et je ne sais si les harangues méditées qu'on prononça autrefois dans Athenes et dans Rome, en des occasions à-peu-près semblables, l'emportent sur les discours non préparés du chevalier de Windham, du lord Carteret, du ministre Robert Walpole, du comte de Chesterfield, de M. Pultney, depuis comte de

Bath. Ces discours, qui sont l'effet naturel du gouvernement et de l'esprit anglais, étonnent quelquefois les étrangers comme les productions d'un pays qui sont à vil prix sur leur terrain sont recherchées précieusement ailleurs : mais il faut lire avec précaution toutes ces harangues où l'esprit de parti domine ; le véritable état de la nation y est presque toujours déguisé : le parti du ministere y peint le gouvernement florissant ; la faction contraire assure que tout est en décadence ; l'exagération regne par-tout. « Où est le temps, s'écriait « alors un membre du parlement, où est le temps « où un ministre de la guerre disait qu'il ne fallait « pas qu'on osât tirer un coup de canon en Europe « sans la permission de l'Angleterre ? »

Enfin le cri de la nation détermina le parlement et le roi ; on déclara la guerre à l'Espagne dans les formes, à la fin de l'année 1739.

La mer fut d'abord le théâtre de cette guerre dans laquelle les corsaires des deux nations, pourvus de lettres-patentes, allaient en Europe et en Amérique attaquer tous les vaisseaux marchands, et ruiner réciproquement le commerce pour lequel ils combattaient : on en vint bientôt à des hostilités plus grandes.

L'amiral Vernon pénétra dans le golfe du Mexique, y attaqua et prit la ville de Porto-Bello, l'entrepôt des trésors du nouveau monde, la rasa, et en fit un chemin ouvert par lequel les Anglais purent exercer à main armée le commerce autrefois clandestin qui avait été le sujet de la rupture. Cette expédition fut regardée par les Anglais comme un

des plus grands services rendus à la nation : l'amiral fut remercié par les deux chambres du parlement ; elles lui écrivirent ainsi qu'elles en avaient usé avec le duc de Marlborough après la journée d'Hochstet. Depuis ce temps les actions de leur compagnie du Sud augmenterent, malgré les dépenses immenses de la nation. Les Anglais espérerent alors de conquérir l'Amérique espagnole : ils crurent que rien ne résisterait à l'amiral Vernon ; et lorsque, quelque temps après, cet amiral alla mettre le siege devant Carthagene, ils se hâterent d'en célébrer la prise : de sorte que, dans le temps même que Vernon en levait le siege, ils firent frapper une médaille où l'on voyait le port et les environs de Carthagene, avec cette légende : « Il a « pris Carthagene » ; le revers représentait l'amiral Vernon, et on y lisait ces mots : « Au vengeur de « sa patrie ». Il y a beaucoup d'exemples de ces médailles prématurées qui tromperaient la postérité si l'histoire, plus fidele et plus exacte, ne prévenait pas de telles erreurs.

La France, qui n'avait qu'une marine faible, ne se déclarait pas alors ouvertement ; mais le ministere de France secourait les Espagnols autant qu'il était en son pouvoir.

On était en ces termes entre les Espagnols et les Anglais, quand la mort de l'empereur Charles VI mit le trouble dans l'Europe. On a vu ce que produisit en Allemagne la querelle de l'Autriche et de la Baviere : l'Italie fut aussi bientôt désolée pour cette succession autrichienne. Le Milanais était réclamé par la maison d'Espagne : Parme et Plaisance

devaient revenir, par le droit de naissance, à un des fils de la reine née princesse de Parme. Si Philippe V avait voulu avoir le Milanais pour lui, il eût trop alarmé l'Italie : si l'on eût destiné Parme et Plaisance à don Carlos, déja maître de Naples, trop d'états réunis sous un même souverain eussent encore alarmé les esprits. Don Philippe, puîné de don Carlos, fut le premier auquel on destina le Milanais et le Parmesan. La reine de Hongrie, maîtresse du Milanais, faisait ses efforts pour s'y maintenir : le roi de Sardaigne, duc de Savoie, revendiquait ses droits sur cette province ; il craignait de la voir dans les mains de la maison de Lorraine entée sur la maison d'Autriche, qui, possédant à la fois le Milanais et la Toscane, pourrait un jour lui ravir les terres qu'on lui avait cédées par les traités de 1737 et 1738 ; mais il craignait encore davantage de se voir pressé par la France et par un prince de la maison de Bourbon, tandis qu'il voyait un autre prince de cette maison maître de Naples et de Sicile.

Il se résolut, dès le commencement de 1742, à s'unir avec la reine de Hongrie, sans s'accorder dans le fond avec elle : ils se réunissaient seulement contre le péril présent ; ils ne se faisaient point d'autres avantages : le roi de Sardaigne se réservait même de prendre quand il voudrait d'autres mesures : c'était un traité de deux ennemis qui ne songeaient qu'à se défendre d'un troisieme. La cour d'Espagne envoyait l'infant don Philippe attaquer le duc-roi de Sardaigne qui n'avait voulu de lui ni pour ami ni pour voisin. Le cardinal de

Fleuri avait laissé passer don Philippe et une partie de son armée par la France, mais il n'avait pas voulu lui donner des troupes.

On fait beaucoup dans un temps, on craint de faire même peu dans un autre. La raison de cette conduite était qu'on se flattait encore de regagner le roi de Sardaigne qui laissait toujours des espérances.

On ne voulait pas d'ailleurs alors de guerre directe avec les Anglais, qui l'auraient infailliblement déclarée. Les révolutions des affaires de terre, qui commençaient alors en Allemagne, ne permettaient pas de braver par-tout les puissances maritimes. Les Anglais s'opposaient ouvertement à l'établissement de don Philippe en Italie, sous prétexte de maintenir l'équilibre de l'Europe.

Cette balance, bien ou mal entendue, était devenue la passion du peuple anglais; mais un intérêt plus couvert était le but du ministere de Londres. Il voulait forcer l'Espagne à partager le commerce du nouveau monde : il eût à ce prix aidé don Philippe à passer en Italie, ainsi qu'il avait aidé don Carlos, en 1731. Mais la cour d'Espagne ne voulait point enrichir ses ennemis à ses dépens, et comptait établir don Philippe dans ses états.

Dès les mois de novembre et décembre 1741, la cour d'Espagne avait envoyé par mer plusieurs corps de troupes en Italie sous la conduite du duc de Montemar, célebre par la victoire de Bitonto, et ensuite par sa disgrace. Ces troupes avaient débarqué successivement sur les côtes de la Toscane

et dans les ports qu'on appelle l'état *degli presidii*, appartenant à la couronne des deux Siciles. Il fallait passer sur les terres de la Toscane. Le grand duc, mari de la reine de Hongrie, fut obligé de leur accorder le passage, et de déclarer son pays neutre. Le duc de Modene, marié à la fille du duc d'Orléans, régent de France, se déclara neutre aussi. Le pape Benoît IV, sur les terres de qui l'armée espagnole devait passer dans ces conjonctures, ainsi que celle des Autrichiens, embrassa la même neutralité à meilleur titre que personne, en qualité de pere commun des princes et des peuples, tandis que ses enfants vivaient à discrétion sur son territoire.

De nouvelles troupes espagnoles arriverent par la voie de Gênes. Cette république se dit encore neutre, et les laissa passer. Vers ce temps-là même le roi de Naples embrassait la neutralité, quoiqu'il s'agît de la cause de son pere et de son frere : mais de tous ces potentats neutres en apparence aucun ne l'était en effet.

A l'égard de la neutralité du roi de Naples voici quelle en fût la suite. On fut étonné, le 18 auguste, de voir paraître à la vue du port de Naples une escadre anglaise, composée de six vaisseaux de soixante canons, de six frégates et de deux galiotes à bombes. Le capitaine Martin, depuis amiral, qui commandait cette escadre, envoya à terre un officier avec une lettre au premier ministre, qui portait en substance qu'il fallait que le roi rappelât ses troupes de l'armée espagnole, ou que l'on allait dans l'instant bombarder la ville. On tint

quelques conférences ; le capitaine anglais dit enfin, en mettant sa montre sur le tillac, qu'il ne donnait qu'une heure pour se déterminer. Le port était mal pourvu d'artillerie ; on n'avait point pris les précautions nécessaires contre une insulte qu'on n'attendait pas. On vit alors que l'ancienne maxime, « qui est maître de la mer l'est de la terre », est souvent vraie. On fut obligé de promettre tout ce que le commandant anglais voulait, et même il fallut le tenir jusqu'à ce qu'on eût le temps de pourvoir à la défense du port et du royaume.

Les Anglais eux-mêmes sentaient bien que le roi de Naples ne pouvait pas plus garder en Italie cette neutralité forcée, que le roi d'Angleterre n'avait gardé la sienne en Allemagne.

L'armée espagnole commandée par le duc de Montemar, venue en Italie pour soumettre la Lombardie, se retirait alors vers les frontieres du royaume de Naples, toujours pressée par les Autrichiens. Alors le roi de Sardaigne retourna dans le Piémont, et dans son duché de Savoie, où les vicissitudes de la guerre demandaient sa présence. L'infant don Philippe avait en vain tenté de débarquer à Gênes avec de nouvelles troupes : les escadres d'Angleterre l'en avaient empêché ; mais il avait pénétré par terre dans le duché de Savoie, et s'en était rendu maître. C'est un pays presque ouvert du côté du Dauphiné : il est stérile et pauvre ; ses souverains en retiraient alors à peine quinze cent mille livres de revenu. Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, et duc de Savoie, l'aban-

donna pour aller défendre le Piémont, pays plus important.

On voit par cet exposé que tout était en alarmes, et que toutes les provinces éprouvaient des revers du fond de la Silésie au fond de l'Italie. L'Autriche n'était alors en guerre ouverte qu'avec la Bavière, et cependant on désolait l'Italie. Les peuples du Milanais, du Mantouan, de Parme, de Modene, de Guastalla, regardaient avec une tristesse impuissante toutes ces irruptions et toutes ces secousses, accoutumés depuis long-temps à être le prix du vainqueur, sans oser seulement donner leur exclusion ou leur suffrage.

La cour d'Espagne fit demander aux Suisses le passage par leur territoire pour porter de nouvelles troupes en Italie; elle fut refusée. La Suisse vend des soldats à tous les princes, et défend son pays contre eux: le gouvernement y est pacifique, et les peuples guerriers. Une telle neutralité fut respectée. Venise, de son côté, leva vingt mille hommes pour donner du poids à la sienne.

Il y avait dans Toulon une flotte de seize vaisseaux espagnols, destinée d'abord pour transporter don Philippe en Italie; mais il avait passé par terre, comme on a vu: elle devait apporter des provisions à ses troupes, et ne le pouvait, retenue continuellement dans le port par une flotte anglaise qui dominait dans la Méditerranée, et insultait toutes les côtes de l'Italie et de la Provence. Les canonniers espagnols n'étaient pas experts dans leur art; on les exerça dans le port de Toulon pendant quatre

mois, en les faisant tirer au blanc, et en excitant leur émulation et leur industrie par des prix proposés.

Quand ils se furent rendus habiles, on fit sortir de la rade de Toulon l'escadre espagnole, commandée par don Joseph Navarro : elle n'était que de douze vaisseaux, les Espagnols n'ayant pas assez de matelots et de canonniers pour en manœuvrer seize. Elle fut jointe aussitôt par quatorze vaisseaux français, quatre frégates et trois brûlots, sous les ordres de M. de Court, qui, à l'âge de quatre-vingts ans, avait toute la vigueur de corps et d'esprit qu'un tel commandement exige : il y avait quarante années qu'il s'était trouvé au combat naval de Malaga, où il avait servi en qualité de capitaine sur le vaisseau amiral, et depuis ce temps il ne s'était donné de bataille sur mer en aucune partie du monde que celle de Messine, en 1718. L'amiral anglais Mattheus se présenta devant les deux escadres combinées de France et d'Espagne : la flotte de Mattheus était de quarante-cinq vaisseaux, de cinq frégates et de quatre brûlots : avec cet avantage du nombre il sut aussi se donner d'abord celui du vent ; manœuvre dont dépend souvent la victoire dans les combats de mer, comme elle dépend sur la terre d'un poste avantageux. Ce sont les Anglais qui les premiers ont rangé leurs forces navales en bataille dans l'ordre où l'on combat aujourd'hui, et c'est d'eux que les autres nations ont pris l'usage de partager leurs flottes en avant-garde, arriere-garde, et corps de bataille.

On combattit donc à la bataille de Toulon dans

cet ordre. Les deux flottes furent également endommagées et également dispersées.

Cette journée navale de Toulon fut donc indécise, comme presque toutes les batailles navales, (à l'exception de celle de la Hogue) dans lesquelles le fruit d'un grand appareil et d'une longue action est de tuer du monde de part et d'autre, et de démâter des vaisseaux. Chacun se plaignit ; les Espagnols crurent n'avoir pas été assez secourus ; les Français accuserent les Espagnols de peu de reconnaissance. Ces deux nations, quoiqu'alliées, n'étaient point toujours unies ; l'antipathie ancienne se réveillait quelquefois entre les peuples, quoique l'intelligence fût entre leurs rois.

Au reste le véritable avantage de cette bataille fut pour la France et l'Espagne : la mer Méditerranée fut libre au moins pendant quelque temps, et les provisions dont avait besoin don Philippe purent aisément lui arriver des côtes de Provence ; mais ni les flottes françaises, ni les escadres d'Espagne, ne purent s'opposer à l'amiral Matthews quand il revint dans ces parages : ces deux nations, obligées d'entretenir continuellement de nombreuses armées de terre, n'avaient pas ce fonds inépuisable de marine qui fait la ressource de la puissance anglaise.

CHAPITRE IX.

Le prince de Conti force les passages des Alpes. Situation des affaires d'Italie.

Louis XV, au milieu de tous ces efforts, déclara la guerre au roi George II, et bientôt à la reine de Hongrie, qui la lui déclarerent aussi dans les formes: ce ne fut de part et d'autre qu'une cérémonie de plus. Ni l'Espagne ni Naples ne déclarerent la guerre, mais ils la firent.

Don Philippe, à la tête de vingt mille Espagnols, dont le marquis de la Mina était le général, et le prince de Conti, suivi de vingt mille Français, inspirerent tous deux à leurs troupes cet esprit de confiance et de courage opiniâtre dont on avait besoin pour pénétrer dans le Piémont, où un bataillon peut à chaque pas arrêter une armée entiere, où il faut à tout moment combattre entre des rochers, des précipices et des torrents, et où la difficulté des convois n'est pas un des moindres obstacles. Le prince de Conti, qui avait servi en qualité de lieutenant-général dans la guerre malheureuse de Baviere, avait de l'expérience dans sa jeunesse.

Le premier d'avril 1744 l'infant don Philippe et lui passerent le Var, riviere qui tombe des Alpes, et qui se jette dans la mer de Gênes, au-dessous de Nice. Tout le comté de Nice se rendit; mais pour avancer il fallait attaquer les retranche-

ments élevés près de Ville-Franche, et après eux on trouvait ceux de la forteresse de Montalban au milieu des rochers qui forment une longue suite de remparts presque inaccessibles. On ne pouvait marcher que par des gorges étroites et par des abymes sur lesquels plongeait l'artillerie ennemie, et il fallait sous ce feu gravir de rochers en rochers. On trouvait encore jusque dans les Alpes des Anglais à combatre: l'amiral Mattheus, après avoir radoubé ses vaisseaux, était venu reprendre l'empire de la mer: il avait débarqué lui même à Ville-Franche; ses soldats étaient avec les Piémontais, et ses canonniers servaient l'artillerie. Malgré ces périls le prince de Conti se présente au pas de Ville-Franche, rempart du Piémont, haut de près de deux cents toises, que le roi de Sardaigne croyait hors d'atteinte, et qui fut couvert de Français et d'Espagnols. L'amiral anglais et ses matelots furent sur le point d'être faits prisonniers.

On avança, on pénétra enfin jusqu'à la vallée de Château-Dauphin. Le comte de Campo-Santo suivait le prince de Conti, à la tête des Espagnols, par une autre gorge. Le comte de Campo-Santo portait ce nom et ce titre depuis la bataille de Campo-Santo où il avait fait des actions étonnantes; ce nom était sa récompense, comme on avait donné le nom de Bitonto au duc de Montemar après la bataille de Bitonto. Il n'y a guere de plus beau titre que celui d'une bataille qu'on a gagnée.

Le bailli de Givri escalade en plein jour un roc sur lequel deux mille Piémontais sont retranchés. Ce brave Chevert, qui avait monté le pre-

mier sur les remparts de Prague, monte à ce roc un des premiers; et cette entreprise était plus meurtriere que celle de Prague: on n'avait point de canon; les Piémontais foudroyaient les assaillants avec le leur: le roi de Sardaigne, placé lui-même derriere ces retranchements, animait ses troupes. Le bailli de Givri était blessé dès le commencement de l'action; et le marquis de Villemur, instruit qu'un passage non moins important venait d'être heureusement forcé par les Français, envoyait ordonner la retraite. Givri la fait battre; mais les officiers et les soldats trop animés ne l'écoutent point. Le lieutenant-colonel de Poitou saute dans les premiers retranchemens; les grenadiers s'élancent les uns sur les autres; et, ce qui est à peine croyable, ils passent par les embrasures mêmes du canon ennemi dans l'instant que les pieces ayant tiré reculaient par leur mouvement ordinaire: on y perdit près de deux mille hommes; mais il n'échappa aucun Piémontais. Le roi de Sardaigne au désespoir voulait se jeter lui-même au milieu des attaquants, et on eut beaucoup de peine à le retenir. Il en coûta la vie au bailli de Givri; le colonel Salis, le marquis de la Carte, y furent tués; le duc d'Agenois et beaucoup d'autres, blessés. Mais il en avait coûté encore moins qu'on ne devait s'attendre dans un tel terrain. Le comte de Campo-Santo, qui ne put arriver à ce défilé étroit et escarpé où ce furieux combat s'était donné, écrivit au marquis de la Malina, général de l'armée espagnole sous don Philippe: « Il se présentera quelques occasions où

« nous ferons aussi bien que les Français ; car il « n'est pas possible de faire mieux ». Je rapporte toujours les lettres des généraux, lorsque j'y trouve des particularités intéressantes : ainsi je transcrirai encore ce que le prince de Conti écrivit au roi touchant cette journée : « C'est une des plus brillantes et des plus vives actions qui se soient jamais « passées : les troupes y ont montré une valeur au- « dessus de l'humanité. La brigade de Poitou, ayant « M. d'Agenois à sa tête, s'est couverte de gloire.

« La bravoure et la présence d'esprit de M. de « Chevert ont principalement décidé l'avantage. Je « vous recommande M. de Solémi et le chevalier « de Modene : la Carte a été tué ; votre majesté, « qui connaît le prix de l'amitié, sent combien j'en « suis touché ». Ces expressions d'un prince à un roi sont des leçons de vertu pour le reste des hommes, et l'histoire doit les conserver.

Pendant qu'on prenait Château-Dauphin il fallait emporter ce qu'on appelait les barricades; c'était un passage de trois toises entre deux montagnes qui s'élevent jusqu'aux nues. Le roi de Sardaigne avait fait couler dans ce précipice la riviere de Sture qui baigne cette vallée ; trois retranchements et un chemin couvert par-delà la riviere défendaient ce poste, qu'on appelait les barricades ; il fallait ensuite se rendre maître du château de Démont, bâti avec des frais immenses sur la tête d'un rocher isolé, au milieu de la vallée de Sture ; après quoi les Français, maîtres des Alpes, voyaient les plaines du Piémont. Ces barricades furent tournées habilement par les Français et

par les Espagnols la veille de l'attaque de Château-Dauphin : on les emporta presque sans coup férir, en mettant ceux qui les défendaient entre deux feux. Cet avantage fut un des chefs-d'œuvre de l'art de la guerre ; car il fut glorieux, il remplit l'objet proposé, et ne fut pas sanglant.

CHAPITRE X.

Nouvelles disgraces de l'empereur Charles VII. Bataille de Dettingue.

TANT de belles actions ne servaient de rien au but principal ; et c'est ce qui arrive dans presque toutes les guerres. La cause de la reine de Hongrie n'en était pas moins triomphante. L'empereur Charles VII, nommé en effet empereur par le roi de France, n'en était pas moins chassé de ses états héréditaires, et n'était pas moins errant dans l'Allemagne. Les Français n'étaient pas moins repoussés au Rhin et au Mein. La France enfin n'en était pas moins épuisée pour une cause qui lui était étrangere, et pour une guerre qu'elle aurait pu s'épargner ; guerre entreprise par la seule ambition du maréchal de Belle-Isle, dans laquelle on n'avait que peu de chose à gagner et beaucoup à perdre.

L'empereur Charles VII se réfugia d'abord dans Augsbourg, ville impériale et libre, qui se gouverne en république, fameuse par le nom d'Auguste, la seule qui ait conservé les restes, quoi-

que défigurés, de ce nom d'Auguste, autrefois commun à tant de villes sur les frontieres de la Germanie et des Gaules. Il n'y demeura pas longtemps; et en la quittant, au mois de juin 1743, il eut la douleur d'y voir entrer un colonel de houssards, nommé Mentzel, fameux par ses férocités et ses brigandages, qui le chargea d'injures dans les rues.

Il portait sa malheureuse destinée dans Francfort, ville encore plus privilégiée qu'Augsbourg, et dans laquelle s'était faite son élection à l'empire; mais ce fut pour y voir accroître ses infortunes. Il se donnait une bataille qui décidait de son sort à quatre milles de son nouveau refuge.

Le comte Stair, Écossais, l'un des éleves du duc de Marlborough, autrefois ambassadeur en France, avait marché vers Francfort à la tête d'une armée de cinquante mille hommes, composée d'Anglais, d'Hanovriens et d'Autrichiens. Le roi d'Angleterre arriva avec son second fils, le duc de Cumberland, après avoir passé à Francfort dans ce même asile de l'empereur, qu'il reconnaissait toujours pour son suzerain, et auquel il faisait la guerre dans l'espérance de le détrôner.

Le maréchal duc de Noailles, qui commandait l'armée opposée au roi d'Angleterre, avait porté les armes dès l'âge de quinze ans: il avait commandé en Catalogne dans la guerre de 1701, et passa depuis par toutes les fonctions qu'on peut avoir dans le gouvernement; à la tête des finances au commencement de la régence, général d'armée, et ministre d'état, il ne cessa dans tous ces em-

plois de cultiver la littérature; exemple autrefois commun chez les Grecs et chez les Romains, mais rare aujourd'hui dans l'Europe. Ce général, par une manœuvre supérieure, fut d'abord le maître de la campagne. Il côtoya l'armée du roi d'Angleterre qui avait le Mein entre elle et les Français; il lui coupa les vivres en se rendant maître des passages au-dessus et au-dessous de leur camp.

Le roi d'Angleterre s'était posté dans Aschafenbourg, ville sur le Mein, qui appartient à l'électeur de Maïence. Il avait fait cette démarche malgré le comte de Stair, son général, et commençait à s'en repentir. Il y voyait son armée bloquée et affamée par le maréchal de Noailles; le soldat fut réduit à la demi-ration par jour; on manquait de fourrages au point qu'on proposa de couper les jarrets aux chevaux, et on l'aurait fait si on était resté encore deux jours dans cette position. Le roi d'Angleterre fut obligé enfin de se retirer pour aller chercher des vivres à Hanau sur le chemin de Francfort; mais en se retirant il était exposé aux batteries du canon ennemi placé sur la rive du Mein. Il fallait faire marcher en hâte une armée que la disette affaiblissait, et dont l'arriere-garde pouvait être accablée par l'armée française: car le maréchal de Noailles avait eu la précaution de jeter des ponts entre Dettingue et Aschafenbourg, sur le chemin de Hanau; et les Anglais avaient joint à leurs fautes celle de laisser établir ces ponts. Le 26 juin, au milieu de la nuit, le roi d'Angleterre fit décamper son armée dans le plus grand silence, et hasarda cette marche préci-

pitée et dangereuse à laquelle il était réduit. Le maréchal de Noailles voit les Anglais qui semblent marcher à leur perte dans un chemin étroit entre une montagne et la riviere. Il ne manqua pas d'abord de faire avancer tous les escadrons composés de la maison du roi, de dragons et de houssards, vers le village de Dettingue, devant lequel les Anglais devaient passer. Il fait défiler sur deux ponts quatre brigades d'infanterie avec celle des gardes françaises : ces troupes avaient ordre de rester postées dans le village de Dettingue en-deçà d'un ravin profond; elles n'étaient point apperçues des Anglais, et le maréchal voyait tout ce que les Anglais faisaient. M. de Valliere, lieutenant-général, homme qui avait poussé le service de l'artillerie aussi loin qu'il peut aller, tenait ainsi dans un défilé les ennemis entre deux batteries qui plongeaient sur eux du rivage. Ils devaient passer par un chemin creux qui est entre Dettingue et un petit ruisseau : on ne devait fondre sur eux qu'avec un avantage certain. Le rôi d'Angleterre pouvait être pris lui-même : c'était enfin un de ces moments décisifs qui semblaient devoir mettre fin à la guerre.

Le maréchal recommande au duc de Grammont, son neveu, lieutenant-général et colonel des gardes, d'attendre dans cette position que l'ennemi vînt lui-même se livrer. Il alla malheureusement reconnaître un gué pour faire encore avancer de la cavalerie : la plupart des officiers disaient qu'il eût mieux fait de rester à l'armée pour se faire obéir. Il envoya faire occuper le poste d'Aschafen-

bourg par cinq brigades; de sorte que les Anglais étaient pris de tous côtés. Un moment d'impatience dérangea toutes ces mesures.

Le duc de Grammont crut que la premiere colonne ennemie était déja passée, et qu'il n'y avait qu'à fondre sur une arrieré-garde qui ne pouvait résister; il fit passer le ravin à ses troupes. Quittant ainsi un terrain avantageux où il devait rester, il avance avec le régiment des gardes et celui de Noailles infanterie dans une petite plaine qu'on appelle champ des coqs: les Anglais, qui défilaient en ordre de bataille, se formerent bientôt. Par-là les Français, qui avaient attiré les ennemis dans le piege, y tomberent eux mêmes. Ils attaquerent les ennemis en désordre et avec des forces inégales: le canon que M. de Valliere avait établi le long du Mein, et qui foudroyait les ennemis par le flanc, et sur-tout les Hanovriens, ne fut plus d'aucun usage, parcequ'il aurait tiré contre les Français mêmes. Le maréchal revient dans le moment qu'on venait de faire cette faute.

La maison du roi à cheval, les carabiniers, enfoncerent d'abord par leur impétuosité deux lignes entieres d'infanterie; mais ces lignes se reformerent dans le moment, et envelopperent les Français. Les officiers du régiment des gardes marcherent hardiment à la tête d'un corps assez faible d'infanterie; vingt et un de ces officiers furent tués sur la place, autant furent dangereusement blessés: le régiment des gardes fut mis dans une déroute entiere.

Le duc de Chartres, depuis duc d'Orléans, le

prince de Clermont, le comte d'Eu, le duc de Penthievre, malgré sa grande jeunesse, faisaient des efforts pour arrêter le désordre. Le comte de Noailles eut deux chevaux de tués sous lui: son frere, le duc d'Ayen, fut renversé.

Le marquis de Puységur, fils du maréchal de ce nom, parlait aux soldats de son régiment, courait après eux, ralliait ce qu'il pouvait, et en tua de sa main quelques uns qui ne voulaient plus suivre, et qui criaient sauve qui peut. Les princes et les ducs de Biron, de Luxembourg, de Richelieu, de Péquigni-Chevreuse, se mettaient à la tête des brigades qu'ils rencontraient, et s'enfoncerent dans les lignes des ennemis.

D'un autre côté la maison du roi et les carabiniers ne se rebutaient point: on voyait ici une troupe de gendarmes, là une compagnie des gardes, cent mousquetaires dans un autre endroit, des compagnies de cavalerie s'avançant avec des chevaux-légers; d'autres qui suivaient les carabiniers ou les grenadiers à cheval, et qui couraient aux Anglais le sabre à la main, avec plus de bravoure que d'ordre. Il y en avait si peu, qu'environ cinquante mousquetaires, emportés par leur courage, pénétrerent dans le régiment de cavalerie du lord Stair. Vingt-sept officiers de la maison du roi à cheval périrent dans cette confusion, et soixante-six furent blessés dangereusement. Le comte d'Eu, le comte d'Harcourt, le comte de Beuvron, le duc de Boufflers, furent blessés; le comte de la Mothe-Houdancour, chevalier d'honneur de la reine, eut son cheval tué, fut foulé

long-temps aux pieds des chevaux, et remporté presque mort: le marquis de Gontaut eut le bras cassé; le duc de Rochechouart, premier gentilhomme de la chambre, ayant été blessé deux fois, et combattant encore, fut tué sur la place: les marquis de Sabran, de Fleuri, le comte d'Estrade, le comte de Rostaing, y laisserent la vie. Parmi les singularités de cette triste journée on ne doit pas omettre la mort d'un comte de Boufflers de la branche de Rémiancourt: c'était un enfant de dix ans et demi; un coup de canon lui cassa la jambe; il reçut le coup, se vit couper la jambe, et mourut avec un égal sang-froid: tant de jeunesse et tant de courage attendrirent tous ceux qui furent témoins de son malheur.

La perte n'était guere moins considérable parmi les officiers anglais. Le roi d'Angleterre combattait à pied et à cheval, tantôt à la tête de la cavalerie, tantôt à celle de l'infanterie. Le duc de Cumberland fut blessé à ses côtés; le duc d'Aremberg, qui commandait les Autrichiens, reçut une balle de fusil au haut de la poitrine. Les Anglais perdirent plusieurs officiers généraux. Le combat dura trois heures: mais il était trop inégal; le courage seul avait à combattre la valeur, le nombre et la discipline. Enfin le maréchal de Noailles ordonna la retraite.

Le roi d'Angleterre dîna sur le champ de bataille, et se retira ensuite, sans même se donner le temps d'enlever tous ses blessés, dont il laissa environ six cents, que le lord Stair recommanda à la générosité du maréchal de Noailles: les Français les re-

cueillirent comme des compatriotes ; les Anglais et eux se traitaient en peuples qui se respectaient.

Les deux généraux s'écrivirent des lettres qui font voir jusqu'à quel point on peut pousser la politesse et l'humanité au milieu des horreurs de la guerre.

Cette grandeur d'ame n'était pas particuliere au comte Stair et au duc de Noailles : le duc de Cumberland sur-tout fit un acte de générosité qui doit être transmis à la postérité. Un mousquetaire, nommé Girardeau, blessé dangereusement, avait été porté près de sa tente : on manquait de chirurgiens, assez occupés ailleurs ; on allait panser le prince, à qui une balle avait percé la jambe : « Commencez, dit le prince, par soulager cet offi« cier français ; il est plus blessé que moi ; il manque« rait de secours, et je n'en manquerai pas ».

Au reste la perte fut à-peu-près égale dans les deux armées. Il y eut du côté des alliés deux mille deux cent trente et un hommes, tant tués que blessés : on sut ce calcul par les Anglais, qui rarement diminuent leur perte, et n'augmentent guere celle de leurs ennemis.

Les Français souffrirent une grande perte en faisant avorter le fruit des plus belles dispositions par cette ardeur précipitée et cette indiscipline qui leur avait fait perdre autrefois les batailles de Poitiers, de Créci, d'Azincourt. Celui qui écrit cette histoire vit, six semaines après, le comte Stair à la Haye ; il prit la liberté de lui demander ce qu'il pensait de cette bataille. Ce

général lui répondit : « Je pense que les Français ont « fait une grande faute, et nous deux : la vôtre a « été de ne savoir pas attendre ; les deux nôtres ont « été de nous mettre d'abord dans un danger évident « d'être perdus, et ensuite de n'avoir pas su pro- « fiter de la victoire. »

Après cette action beaucoup d'officiers français et anglais allerent à Francfort, ville toujours neutre, où l'empereur vit l'un après l'autre le comte Stair et le maréchal de Noailles, sans pouvoir leur marquer d'autres sentiments que ceux de la patience dans son infortune.

Le maréchal de Noailles trouva l'empereur accablé de chagrin, sans états, sans espérance, n'ayant pas de quoi faire subsister sa famille dans cette ville impériale, où personne ne voulait faire la moindre avance au chef de l'empire : il lui donna une lettre de crédit de quarante mille écus, certain de n'être pas désavoué par le roi son maître. Voilà où en était réduite la majesté de l'empire romain.

CHAPITRE XI.

Premiere campagne de Louis XV en Flandre ; ses succès. Il quitte la Flandre pour aller au secours de l'Alsace menacée, pendant que le prince de Conti continue à s'ouvrir le passage des Alpes. Nouvelles ligues. Le roi de Prusse prend encore les armes.

Ce fut dans ces circonstances dangereuses, dans ce choc de tant d'états, dans ce mélange et ce

chaos de guerre et de politique, que Louis XV commença sa premiere campagne. On gardait à peine les frontieres du côté de l'Allemagne. La reine de Hongrie s'était fait prêter serment de fidélité par les habitants de la Baviere et du haut Palatinat. Elle fit présenter dans Francfort même, où Charles VII était retiré, un mémoire où l'élection de cet empereur était qualifiée nulle de toute nullité. Il était obligé enfin de se déclarer neutre, tandis qu'on le dépouillait : on lui proposait de se démettre, et de résigner l'empire à François de Lorraine, grand-duc de Toscane, époux de Marie-Thérese.

Le prince Charles de Lorraine, frere du grand duc, commençait à s'établir dans une isle du Rhin auprès du vieux Brisach. Des partis hongrois pénétraient jusque par-delà de la Sarre, et entamaient les frontieres de la Lorraine. Ce fameux partisan Mentzel faisait répandre dans l'Alsace, dans les Trois-Évêchés, dans la Franche-Comté, des manifestes par lesquels il invitait les peuples au nom de la reine de Hongrie, à retourner sous l'obéissance de la maison d'Autriche ; il menaçait les habitants qui prendraient les armes de les faire pendre, « après les avoir forcés de se couper eux-mêmes le « nez et les oreilles ». Cette insolence, digne d'un soldat d'Attila, n'était que méprisable ; mais elle était la preuve des succès. Les armées autrichiennes menaçaient Naples, tandis que les armées françaises et espagnoles n'étaient encore que dans les Alpes : les Anglais, victorieux sur terre, dominaient sur les mers ; les Hollandais allaient se déclarer, et

promettaient de se joindre en Flandre aux Autrichiens et aux Anglais. Tout était contraire : le roi de Prusse, satisfait de s'être emparé de la Silésie, avait fait sa paix particuliere avec la reine de Hongrie.

Louis XV soutint tout ce grand fardeau : non seulement il assura les frontieres sur les bords du Rhin et de la Moselle par des corps d'armée, mais il prépara une descente en Angleterre même. Il fit venir de Rome le jeune prince Charles-Édouard, fils aîné du prétendant, et petit-fils de l'infortuné roi Jacques II. Une flotte de vingt et un vaisseaux, chargée de vingt-quatre mille hommes de débarquement, le porta dans le canal d'Angleterre. Ce prince vit pour la premiere fois le rivage de sa patrie ; mais une tempête, et sur-tout les vaisseaux anglais, rendirent cette entreprise infructueuse.

Ce fut dans ce temps-là que le roi partit pour la Flandre. Il avait une armée florissante que le comte d'Argenson, secrétaire d'état de la guerre, avait pourvue de tout ce qui pouvait faciliter la guerre de campagne et de siege.

Louis XV arrive en Flandre : à son approche les Hollandais, qui avaient promis de se joindre aux troupes de la reine de Hongrie et aux Anglais, commencent à craindre. Ils n'osent remplir leur promesse : ils envoient des députés au roi au lieu de troupes contre lui. Le roi prend Courtrai et Menin en présence des députés.

Le lendemain même de la prise de Menin, il investit Ypres. C'était le prince de Clermont, abbé de Saint-Germain-des-Prés, qui commandait les princi-

pales attaques au siege d'Ypres. On n'avait point vu en France, depuis les cardinaux de la Valette et de Sourdis, d'homme qui réunit la profession des armes et celle de l'église. Le prince de Clermont avait eu cette permission du pape Clément XII, qui avait jugé que l'état ecclésiastique devait être subordonné à celui de la guerre dans l'arriere-petit-fils du grand Condé. On insulta le chemin couvert du front de la basse ville, quoique cette entreprise parût prématurée et hasardée; le marquis de Beauveau, maréchal de camp, qui marchait à la tête des grenadiers de Bourbonnais et de Royal-Comtois, y reçut une blessure mortelle qui lui causa les douleurs les plus vives : il mourut dans des tourments intolérables, regretté des officiers et des soldats comme capable de commander un jour les armées, et de tout Paris comme un homme de probité et d'esprit. Il dit aux soldats qui le portaient : « Mes amis, laissez-moi mourir, « et allez combattre. »

Ypres capitula bientôt. Nul moment n'était perdu; tandis qu'on entrait dans Ypres, le duc de Boufflers prenait le Kenoque; et pendant que le roi allait après ces expéditions visiter les places frontieres, le prince de Clermont faisait le siege de Furnes, qui arbora le drapeau blanc au bout de cinq jours de tranchée ouverte. Les généraux anglais et autrichiens qui commandaient vers Bruxelles regardaient ces progrès, et ne pouvaient les arrêter. Un corps que commandait le maréchal de Saxe, que le roi leur opposait, était si bien posté, et couvrait les sieges si à propos, que les succès étaient assurés. Les alliés n'avaient point de plan de campagne fixe

et arrêté : les opérations de l'armée française étaient concertées ; le maréchal de Saxe, posté à Courtrai, arrêtait tous les efforts des ennemis, et facilitait toutes les opérations. Une artillerie nombreuse qu'on tirait aisément de Douai, un régiment d'artillerie de près de cinq mille hommes, plein d'officiers capables de conduire des sieges, et composé de soldats qui sont pour la plupart des artistes habiles, enfin le corps des ingénieurs, étaient des avantages que ne peuvent avoir des nations réunies à la hâte pour faire ensemble la guerre quelques années. De pareils établissements ne peuvent être que le fruit du temps et d'une attention suivie dans une monarchie puissante : la guerre de siege devait nécessairement donner la supériorité à la France.

Au milieu de ces progrès la nouvelle vient que les Autrichiens ont passé le Rhin du côté de Spire à la vue des Français et des Bavarois ; que l'Alsace est entamée ; que les frontieres de la Lorraine sont exposées : on ne pouvait d'abord le croire, mais rien n'était plus certain. Le prince Charles, en menaçant plusieurs endroits, et faisant à la fois plus d'une tentative, avait enfin réussi du côté où était posté le comte de Seckendorf, qui commandait les Bavarois, les Palatins, et les Hessois, alliés payés par la France.

L'armée autrichienne, au nombre d'environ soixante mille hommes, entre en Alsace sans résistance. Le prince Charles s'empare en une heure de Lauterbourg, poste peu fortifié, mais de la plus grande importance : il fait avancer le général Nadasti

jusqu'à Veissembourg, ville ouverte, dont la garnison est forcée de se rendre prisonniere de guerre; il met un corps de dix mille hommes dans la ville et dans les lignes qui la bordent. Le maréchal de Coigni, qui commandait dans ces quartiers, général hardi, sage et modeste, célebre par deux victoires en Italie, dans la guerre de 1738, vit que sa communication avec la France était coupée; que le pays Messin, la Lorraine, allaient être en proie aux Autrichiens et aux Hongrois : il n'y avait d'autre ressource que de passer sur le corps de l'ennemi pour rentrer en Alsace et couvrir le pays. Il marche aussitôt avec la plus grande partie de son armée à Veissembourg, dans le temps que les ennemis venaient de s'en emparer; il les attaque dans la ville et dans les lignes : les Autrichiens se défendent avec courage. On se battait dans les places et dans les rues; elles étaient couvertes de morts. La résistance dura six heures entieres. Les Bavarois, qui avaient mal gardé le Rhin, réparerent leur négligence par leur valeur; ils étaient sur-tout encouragés par le comte de Mortagne, alors lieutenant-général de l'empereur, qui reçut dix coups de fusil dans ses habits : le marquis de Montal menait les Français.

Celui qui rendit les plus grands services dans cette journée, et qui sauva en effet l'Alsace, fut le marquis de Clermont-Tonnerre. Il était à la tête de la brigade Montmorin; tout plia devant lui : c'est le même qui l'année suivante commanda une aile de l'armée à la bataille de Fontenoi, et qui contribua plus que personne à la victoire. On l'a vu depuis

doyen des maréchaux-de-France : son fils fut l'héritier de sa valeur et de ses vertus.

On reprit enfin Veissembourg et les lignes ; mais on fut bientôt obligé, par l'arrivée de toute l'armée autrichienne, de se retirer vers Hagueneau, qu'on fut même forcé d'abandonner. Des partis ennemis, qui allerent à quelques lieues au-delà de la Sare, porterent l'épouvante jusqu'à Lunéville, dont le roi Stanislas Leczinski fut obligé de partir avec sa cour.

A la nouvelle de ces revers, que le roi apprit à Dunkerque, il ne balança pas sur le parti qu'il devait prendre ; il se résolut à interrompre le cours de ses conquêtes en Flandre, à laisser le maréchal de Saxe, avec environ quarante mille hommes, conserver ce qu'il avait pris, et à courir lui-même au secours de l'Alsace.

Il fait d'abord prendre les devants au maréchal de Noailles : il envoie le duc d'Harcourt avec quelques troupes garder les gorges de Phalzbourg ; il se prépare à marcher à la tête de vingt-six bataillons et trente-trois escadrons. Ce parti que prenait le roi dès sa premiere campagne transporta les cœurs des Français, et rassura les provinces alarmées par le passage du Rhin, et sur-tout par les malheureuses campagnes précédentes en Allemagne.

Le roi prit sa route par Saint-Quentin, la Fere, Laon, Reims, faisant marcher ses troupes, dont il assigna le rendez-vous à Metz : il augmenta pendant cette marche la paie et la nourriture du soldat ; et cette attention redoubla encore l'affection de ses sujets. Il arriva dans Metz le 5 auguste ; et le 7 on

apprit un évènement qui changeait toute la face des affaires, qui forçait le prince Charles à sortir de l'Alsace, qui rétablissait l'empereur, et mettait la reine de Hongrie dans le plus grand danger où elle eût été encore.

Il semblait que cette princesse n'eût alors rien à craindre du roi de Prusse après la paix de Breslau, et sur-tout après une alliance défensive conclue la même année que la paix de Breslau, entre lui et le roi d'Angleterre; mais il était visible que la reine de Hongrie, l'Angleterre, la Sardaigne, la Saxe, et la Hollande, s'étant unies contre l'empereur par un traité fait à Vorms, les puissances du Nord, et surtout la Russie, étant vivement sollicitées, les progrès de la reine de Hongrie augmentant en Allemagne, tout était à craindre tôt ou tard pour le roi de Prusse. Il avait enfin pris le parti de rentrer dans ses engagements avec la France: le traité avait été signé secrètement, le 5 avril, et on avait fait depuis à Francfort une alliance étroite entre le roi de France, l'empereur, le roi de Prusse, l'électeur palatin, et le roi de Suede, en qualité de landgrave de Hesse. Ainsi l'union de Francfort était un contrepoids aux projets de l'union de Vorms: une moitié de l'Europe était ainsi animée contre l'autre, et des deux côtés on épuisait toutes les ressources de la politique et de la guerre.

Le maréchal Schmettau vint de la part du roi de Prusse annoncer au roi que son nouvel allié marchait à Prague avec quatre-vingt mille hommes, et qu'il en faisait avancer vingt-deux mille en Moravie. Cette puissante diversion en Allemagne, les con-

quêtes du roi en Flandre, sa marche en Alsace, dissipaient toutes les alarmes, lorsqu'on en éprouva une d'une autre espece qui fit trembler et gémir toute la France.

CHAPITRE XII.

Le roi de France est à l'extrémité. Dès qu'il est guéri il marche en Allemagne; il va assiéger Fribourg, tandis que l'armée autrichienne, qui avait pénétré en Alsace, va délivrer la Bohême, et que le prince de Conti gagne une bataille en Italie.

Le jour qu'on chantait dans Metz un *Te Deum* pour la prise de Château-Dauphin le roi ressentit des mouvements de fievre; c'était le 8 d'auguste. La maladie augmenta; elle prit le caractere d'une fievre qu'on appelle putride ou maligne; et dès la nuit du 14 il était à l'extrémité. Son tempérament était robuste et fortifié par l'exercice; mais les meilleures constitutions sont celles qui succombent le plus souvent à ces maladies, par cela même qu'elles ont la force d'en soutenir les premieres atteintes, et d'accumuler pendant plusieurs jours les principes d'un mal auquel elles résistent dans les commencements. Cet évènement porta la crainte et la désolation de ville en ville; les peuples accouraient de tous les environs de Metz; les chemins étaient remplis d'hommes de tous états et de tout âge, qui par leurs différents rapports augmentaient leur commune inquiétude.

Le danger du roi se répand dans Paris au milieu de la nuit : on se lève ; tout le monde court en tumulte sans savoir où l'on va. Les églises s'ouvrent en pleine nuit ; on ne connaît plus le temps ni du sommeil, ni de la veille, ni du repas. Paris était hors de lui-même ; toutes les maisons des hommes en place étaient assiégées d'une foule continuelle : on s'assemblait dans tous les carrefours. Le peuple s'écriait : « S'il meurt, c'est pour avoir marché à no-« tre secours ». Tout le monde s'abordait, s'interrogeait dans les églises sans se connaître : il y eut plusieurs églises où le prêtre qui prononçait la priere pour la santé du roi interrompit le chant par ses pleurs, et le peuple lui répondit par des cris. Le courier qui apporta, le 19, à Paris la nouvelle de sa convalescence fut embrassé et presque étouffé par le peuple ; on baisait son cheval ; on le menait en triomphe ; toutes les rues retentissaient d'un cri de joie : « Le roi est guéri ». Quand on rendit compte à ce monarque des transports inouis de joie qui avaient succédé à ceux de la désolation, il en fut attendri jusqu'aux larmes ; et en se soulevant par un mouvement de sensibilité qui lui rendait des forces : « Ah ! s'écria-t-il, qu il est doux d'être aimé ainsi ! « et qu'ai-je fait pour le mériter ? »

Tel est le peuple de France, sensible jusqu'à l'enthousiasme, et capable de tous les excès dans ses affections comme dans ses murmures.

L'archiduchesse, épouse du prince de Lorraine, mourut à Bruxelles vers ce même temps d'une maniere douloureuse : elle était chérie des Brabançons,

et méritait de l'être ; mais ces peuples n'ont pas l'ame passionnée des Français.

Les courtisans ne sont pas comme le peuple. Le péril de Louis XV fit naître parmi eux plus d'intrigues et de cabales qu'on n'en vit autrefois quand Louis XIV fut sur le point de mourir à Calais : son petit-fils en éprouva les effets dans Metz. Les moments de crise où il parut expirant furent ceux qu'on choisit pour l'accabler par les démarches les plus indiscretes, qu'on disait inspirées par des motifs religieux, mais que la raison réprouvait, et que l'humanité condamnait. Il échappa à la mort et à ces pieges.

Dès qu'il eut repris ses sens il s'occupa, au milieu de son danger, de celui où le prince Charles avait jeté la France par son passage du Rhin : il n'avait marché que dans le dessein de combattre ce prince ; mais ayant envoyé le maréchal de Noailles à sa place, il dit au comte d'Argenson : « Écrivez de « ma part au maréchal de Noailles que pendant « qu'on portait Louis XIII au tombeau, le prince « de Condé gagna une bataille ». Cependant on put à peine entamer l'arriere-garde du prince Charles qui se retirait en bon ordre. Ce prince qui avait passé le Rhin malgré l'armée de France, le repassa presque sans perte vis-à-vis une armée supérieure. Le roi de Prusse se plaignit qu'on eût ainsi laissé échapper un ennemi qui allait venir à lui. C'était encore une occasion heureuse manquée : la maladie du roi de France, quelque retardement dans la marche de ses troupes, un terrain marécageux et difficile par où il fallait aller au prince Charles, les pré-

cautions qu'il avait prises, ses ponts assurés, tout lui facilita cette retraite; il ne perdit pas même un magasin.

Ayant donc repassé le Rhin avec cinquante mille hommes complets, il marche vers le Danube et l'Elbe avec une diligence incroyable; et après avoir pénétré en France aux portes de Strasbourg, il allait délivrer la Bohême une seconde fois. Mais le roi de Prusse s'avançait vers Prague; il l'investit, le 4 septembre : et ce qui parut étrange, c'est que le général Ogilvi, qui la défendait avec quinze mille hommes, se rendit dix jours après prisonnier de guerre lui et sa garnison : c'était le même gouverneur qui, en 1741, avait rendu la ville en moins de temps quand les Français l'escaladerent.

Une armée de quinze mille hommes prisonniere de guerre, la capitale de la Bohême prise, le reste du royaume soumis peu de jours après, la Moravie envahie en même temps, l'armée de France rentrant enfin en Allemagne, les succès en Italie, firent espérer qu'enfin la grande querelle de l'Europe allait être décidée en faveur de l'empereur Charles VII. Louis XV, dans une convalescence encore faible, résout le siege de Fribourg au mois de septembre, et y marche. Il va passer le Rhin à son tour; et ce qui fortifia encore ses espérances, c'est qu'en arrivant à Strasbourg il y reçut la nouvelle d'une victoire remportée par le prince de Conti.

CHAPITRE XIII.

Bataille de Coni. Conduite du roi de France. Le roi de Naples surpris près de Rome.

Pour descendre dans le Milanais, il fallait prendre la ville de Coni. L'infant don Philippe et le prince de Conti l'assiégeaient : le roi de Sardaigne les attaqua dans leurs lignes avec une armée supérieure. Rien n'était mieux concerté que l'entreprise de ce monarque ; c'était une de ces occasions où il était de la politique de donner bataille. S'il était vainqueur, les Français avaient peu de ressources, et la retraite était très difficile ; s'il était vaincu, la ville n'était pas moins en état de résister dans cette saison avancée, et il avait des retraites sûres. Sa disposition passa pour une des plus savantes qu'on eût jamais vues ; cependant il fut vaincu. Les Français et les Espagnols combattirent comme des alliés qui se secourent, et comme des rivaux qui veulent chacun donner l'exemple. Le roi de Sardaigne perdit près de cinq mille hommes et le champ de bataille ; les Espagnols ne perdirent que neuf cents hommes ; et les Français eurent mille deux cents hommes tués ou blessés. Le prince de Conti, qui était général et soldat, eut sa cuirasse percée de deux coups, et deux chevaux tués sous lui : il n'en parla point dans sa lettre au roi ; mais il s'étendait sur les blessures de MM. de la Force, de Senecterre, de Chauvelin, sur les services signalés de

M. de Courten, sur ceux de MM. de Choiseul, du Chaila, de Beaupréau, sur tous ceux qui l'avaient secondé, et demandait pour eux des récompenses. Cette histoire ne serait qu'une liste continuelle si on pouvait citer toutes les belles actions qui, devenues simples et ordinaires, se perdent continuellement dans la foule.

Mais cette nouvelle victoire fut encore au nombre de celles qui causent des pertes sans produire d'avantages réels aux vainqueurs. On a donné plus de cent vingt batailles en Europe depuis 1600; et de tous ces combats il n'y en a pas eu dix de décisifs: c'est du sang inutilement répandu pour des intérêts qui changent tous les jours. Cette victoire donna d'abord la plus grande confiance, qui se changea bientôt en tristesse: la rigueur de la saison, la fonte des neiges, le débordement de la Sture et des torrents, furent plus utiles au roi de Sardaigne que la victoire de Coni ne le fut à l'infant et au prince de Conti. Ils furent obligés de lever le siege, et de repasser les monts avec une armée affaiblie. C'est presque toujours le sort de ceux qui combattent vers les Alpes, et qui n'ont pas pour eux le maître du Piémont, de perdre leur armée même par des victoires.

Le roi de France dans cette saison pluvieuse était devant Fribourg. On fut obligé de détourner la riviere de Treisan, et de lui ouvrir un canal de deux mille six cents toises; mais à peine ce travail fut-il achevé qu'une digue se rompit, et on recommença: on travaillait sous le feu des châteaux de Fribourg; il fallait saigner à la fois deux bras de la riviere: les

ponts construits sur le canal nouveau furent dérangés par les eaux; on les rétablit dans une nuit, et le lendemain on marcha au chemin couvert sur un terrain miné et vis-à-vis d'une artillerie et d'une mousqueterie continuelles. Cinq cents grenadiers furent couchés par terre, tués ou blessés; deux compagnies entieres périrent par l'effet des mines du chemin couvert: et le lendemain on acheva d'en chasser les ennemis, malgré les bombes, les pierriers et les grenades dont ils faisaient un usage continuel et terrible. Il y avait seize ingénieurs à ces deux attaques, et tous les seize y furent blessés. Une pierre atteignit le prince de Soubise, et lui cassa le bras. Dès que le roi le sut il alla le voir: il y retourna plusieurs fois; il voyoit mettre l'appareil à ses blessures. Cette sensibilité encourageait toutes ses troupes. Les soldats redoublaient d'ardeur en suivant le duc de Chartres, aujourd'hui duc d'Orléans, premier prince du sang, à la tranchée et aux attaques.

Le général Damnitz, gouverneur de Fribourg, n'arbora le drapeau blanc que le 6 novembre, après deux mois de tranchée ouverte. Le siege des châteaux ne dura que sept jours. Le roi était maître du Brisgau; il dominait dans la Suabe. Le prince de Clermont de son côté s'était avancé jusqu'à Constance. L'empereur était retourné enfin dans Munich.

Les affaires prenaient en Italie un tour favorable, quoiqu'avec lenteur. Le roi de Naples poursuivait les Autrichiens conduits par le prince de Lobkovitz sur le territoire de Rome. On devait tout attendre en Bohême de la diversion du roi de Prusse; mais,

par un de ces revers si fréquents dans cette guerre, le prince Charles de Lorraine chassait alors les Prussiens de la Bohême, comme il en avait fait retirer les Français, en 1742 et 1743; et les Prussiens faisaient les mêmes fautes et les mêmes retraites qu'ils avaient reprochées aux armées françaises; ils abandonnaient successivement tous les postes qui assurent Prague; enfin ils furent obligés d'abandonner Prague même.

Le prince Charles, qui avait passé le Rhin à la vue de l'armée de France, passa l'Elbe la même année à la vue du roi de Prusse; il le suivit jusqu'en Silésie. Les partis allerent aux portes de Breslau: on doutait enfin si la reine Marie-Thérese, qui paraissait perdue au mois de juin, ne reprendrait pas jusqu'à la Silésie, au mois de décembre de la même année; et on craignait que l'empereur, qui venait de rentrer dans sa capitale désolée, ne fût obligé d'en sortir encore.

Tout était révolution en Allemagne: tout y était intrigue: les rois de France et d'Angleterre achetaient tour-à-tour des partisans dans l'empire. Le roi de Pologne Auguste, électeur de Saxe, se donna aux Anglais pour cent cinquante mille pieces par an. Si on s'étonnait que dans ces circonstances un roi de Pologne, électeur, fût obligé de recevoir cet argent, on était encore plus surpris que l'Angleterre fût en état de le donner, lorsqu'il lui coûtait cinq cents mille guinées cette année pour la reine de Hongrie, deux cents mille pour le roi de Sardaigne, et qu'elle donnait encore des subsides à l'électeur de Maïence: elle soudoyait jusqu'à l'électeur de Colo-

gne, frere de l'empereur, qui recevait vingt-deux mille pieces de la cour de Londres, pour permettre que les ennemis de son frere levassent contre lui des troupes dans ses évêchés de Cologne, de Munster, et d'Osnabruck, d'Hildesheim, de Paderborn, et de ses abbayes: il avait accumulé sur sa tête tous ces biens ecclésiastiques, selon l'usage d'Allemagne, et non suivant les regles de l'église. Se vendre aux Anglais n'était pas glorieux; mais il crut toujours qu'un empereur créé par la France en Allemagne ne se soutiendrait pas, et il sacrifia les intérêts de son frere aux siens propres.

Marie-Thérese avait en Flandre une armée formidable, composée d'Allemands, d'Anglais, et enfin de Hollandais, qui se déclarerent après tant d'indécisions.

La Flandre française était défendue par le maréchal de Saxe, plus faible de vingt mille hommes que les alliés. Ce général mit en œuvre ces ressources de la guerre auxquelles ni la fortune, ni même la valeur du soldat ne peuvent avoir part. Camper et décamper à propos, couvrir son pays, faire subsister son armée aux dépens des ennemis, aller sur leur terrain, lorsqu'ils s'avancent vers le pays qu'on défend, et les forcer à revenir sur leurs pas, rendre par l'habileté la force inutile; c'est ce qui est regardé comme un des chefs-d'œuvre de l'art militaire, et c'est ce que fit le maréchal de Saxe depuis le commencement d'auguste jusqu'au mois de novembre.

La querelle de la succession autrichienne était tous les jours plus vive, la destinée de l'empereur

plus incertaine, les intérêts plus compliqués, les succès toujours balancés.

Ce qui est très vrai, c'est que cette guerre enrichissait en secret l'Allemagne en la dévastant. L'argent de la France et de l'Angleterre répandu avec profusion demenrait entre les mains des Allemands; et au fond le résultat était de rendre ce vaste pays plus opulent, et par conséquent un jour plus puissant, si jamais il pouvait être réuni sous un seul chef.

Il n'en est pas ainsi de l'Italie, qui d'ailleurs ne peut faire long-temps un corps formidable comme l'Allemagne. La France n'avait envoyé dans les Alpes que quarante-deux bataillons et trente-trois escadrons, qui, attendu l'incomplet ordinaire des troupes, ne composaient pas un corps de plus de vingt-six mille hommes. L'armée de l'infant était à-peu-près de cette force au commencement de la campagne; et toutes deux, loin d'enrichir un pays étranger, tiraient presque toutes leurs subsistances des provinces de France. A l'égard des terres du pape sur lesquelles le prince de Lobkovitz, général d'une armée de Marie-Thérese, était pour lors avec le fond de trente mille hommes, ces terres étaient plutôt dévastées qu'enrichies. Cette partie de l'Italie devenait une scene sanglante dans ce vaste théâtre de la guerre qui se faisait du Danube au Tibre.

Les armées de Marie-Thérese avaient été sur le point de conquérir le royaume de Naples, vers les mois de mars, d'avril, et de mai 1744.

Rome voyait depuis le mois de juillet les armées

napolitaine et autrichienne combattre sur son territoire. Le roi de Naples, le duc de Modene, étaient dans Velletri, autrefois capitale des Volsques, et aujourd'hui la demeure des doyens du sacré college. Le roi des Deux-Siciles y occupait le palais Ginetti, qui passait pour un ouvrage de magnificence et de goût. Le prince de Lobkovitz fit sur Velletri la même entreprise que le prince Eugene avait faite sur Crémone en 1702 ; car l'histoire n'est qu'une suite des mêmes évènements renouvelés et variés· six mille Autrichiens étaient entrés dans Velletri au milieu de la nuit ; la grand'garde était égorgée ; on tuait ce qui se défendait, on faisait prisonnier ce qui ne se défendait pas : l'alarme et la consternation étaient par-tout. Le roi de Naples, le duc de Modene, allaient être pris. Le marquis de l'Hospital, ambassadeur de France à Naples, qui avait accompagné le roi, s'éveille au bruit, court au roi et le sauve. A peine le marquis de l'Hospital était-il sorti de sa maison pour aller au roi, qu'elle est remplie d'ennemis, pillée et sacagée : le roi, suivi du duc de Modene et de l'ambassadeur, va se mettre à la tête de ses troupes hors de la ville. Les Autrichiens se répandent dans les maisons ; le général Novati entre dans celle du duc de Modene.

Tandis que ceux qui pillaient les maisons jouissaient avec sûreté de la victoire, il arrivait la même chose qu'à Crémone ; les gardes vallonnes, un régment irlandais, des Suisses, repoussaient les Autrichiens, jonchaient les rues de morts, et reprenaient la ville. Peu de jours après le prince de Lobkovitz est obligé de se retirer vers Rome : le roi

de Naples le poursuit; le premier était vers une porte de la ville, le second vers l'autre : ils passent tous deux le Tibre; et le peuple romain, du haut des remparts, avait le spectacle des deux armées. Le roi, sous le nom du comte de Pouzzoles, fut reçu dans Rome ; ses gardes avaient l'épée à la main dans les rues, tandis que leur maître baisait les pieds du pape ; et les deux armées continuerent la guerre sur le territoire de Rome, qui remercioit le ciel de ne voir le ravage que dans ses campagnes.

On voit au reste que d'abord l'Italie était le grand point de vue de la cour d'Espagne ; que l'Allemagne était l'objet le plus délicat de la conduite de la cour de France ; et que des deux côtés le succès était encore très incertain.

CHAPITRE XIV.

Prise du maréchal de Belle-Isle. L'empereur Charles VII meurt; mais la guerre n'en est que plus vive.

Le roi de France, immédiatement après la prise de Fribourg, retourna à Paris, où il fut reçu comme le vengeur de sa patrie et comme un pere qu'on avait craint de perdre. Il resta trois jours dans Paris pour se faire voir aux habitants, qui ne voulaient que ce prix de leur zele.

Le roi comptant toujours maintenir l'empereur avait envoyé à Munich, à Cassel et en Silésie, le maréchal de Belle-Isle chargé de ses pleins-pouvoirs et de ceux de l'empereur. Ce général venait de

Munich, résidence impériale, avec le comte son frere : ils avaient été à Cassel et suivaient leur route sans défiance dans des pays où le roi de Prusse a partout des bureaux de poste qui, par les conventions établies entre les princes d'Allemagne, sont toujours regardés comme neutres et inviolables. Le maréchal et son frere, en prenant des chevaux à un de ces bureaux dans un bourg appelé Elbingrode, appartenant à l'électeur d'Hanovre, furent arrêtés par le bailli hanovrien, maltraités, et bientôt après transférés en Angleterre. Le duc de Belle-Isle était prince de l'empire, et par cette qualité cet arrêt pouvait être regardé comme une violation des privileges du college des princes. En d'autres temps un empereur aurait vengé cet attentat; mais Charles VII régnait dans un temps où l'on pouvait tout oser contre lui, et où il ne pouvait que se plaindre. Le ministere de France réclama à la fois tous les privileges des ambassadeurs et les droits de la guerre. Si le maréchal de Belle-Isle était regardé comme prince de l'empire et ministre du roi de France, allant à la cour impériale et à celle de Prusse, ces deux cours n'étant point en guerre avec l'Hanovre, il paraît certain que sa personne était inviolable : s'il était regardé comme maréchal-de-France et général, le roi de France offrait de payer sa rançon et celle de son frere, selon le cartel établi à Francfort, le 18 juin 1743, entre la France et l'Angleterre. La rançon d'un maréchal-de-France était de cinquante mille livres; celle d'un lieutenant-géneral, de quinze mille. Le ministre de George II éluda ces instances pressantes par une défaite

inouie : il déclara qu'il regardait MM. de Belle-Isle comme prisonniers d'état. On les traita avec les attentions les plus distinguées, suivant les maximes de la plupart des cours européanes qui adoucissent ce que la politique a d'injuste et ce que la guerre a de cruel par tout ce que l'humanité a de dehors séduisants.

L'empereur Charles VII, si peu respecté dans l'empire, et n'y ayant d'autre appui que le roi de Prusse, qui alors était poursuivi par le prince Charles, craignant que la reine de Hongrie ne le forçât encore de sortir de Munich, sa capitale, se voyant toujours le jouet de la fortune, accablé de maladies que les chagrins redoublaient, succomba enfin et mourut à Munich, à l'âge de quarante-sept ans et demi, en laissant cette leçon au monde, que le plus haut degré de la grandeur humaine peut être le comble de la calamité. Il n'avait été malheureux que depuis qu'il avait été empereur. La nature dès-lors lui avait fait plus de mal encore que la fortune : une complication de maladies douloureuses rendit plus violents les chagrins de l'ame par les souffrances du corps, et le conduisit au tombeau : il avait la goutte et la pierre ; on trouva ses poumons, son foie et son estomac gangrenés, des pierres dans ses reins, un polype dans son cœur ; on jugea qu'il n'avait pu dès long-temps être un moment sans souffrir. Peu de princes ont eu de meilleures qualités : elles ne servirent qu'à son malheur, et ce malheur vint d'avoir pris un fardeau qu'il ne pouvait soutenir.

Le corps de cet infortuné prince fut exposé vêtu

à l'ancienne mode espagnole; étiquette établie par Charles-Quint, quoique depuis lui aucun empereur n'ait été Espagnol, et que Charles VII n'eût rien de commun avec cette nation. Il fut enseveli avec les cérémonies de l'empire, et, dans cet appareil de la vanité de la misere humaine, on porta le globe du monde devant celui qui, pendant la courte durée de son empire, n'avait pas même possédé une petite et malheureuse province: on lui donna dans quelques rescrits le titre d'invincible, titre attaché par l'usage à la dignité d'empereur, et qui ne faisait que mieux sentir les malheurs de celui qui l'avait possédée.

On crut que, la cause de la guerre ne subsistant plus, le calme pouvait être rendu à l'Europe. On ne pouvait offrir l'empire au fils de Charles VII, âgé de dix-sept ans. On se flattait en Allemagne que la reine de Hongrie rechercherait la paix comme un moyen sûr de placer enfin son mari, le grand duc, sur le trône impérial; mais elle voulut et ce trône et la guerre. Le ministere anglais, qui donnait la loi à ses alliés, puisqu'il donnait l'argent, et qui payait à la fois la reine de Hongrie, le roi de Pologne, et le roi de Sardaigne, crut qu'il y avait à perdre avec la France par un traité, et à gagner par les armes.

Cette guerre générale se continua parcequ'elle était commencée. L'objet n'en était pas le même que dans son principe: c'était une de ces maladies qui à la longue changent de caractere. La Flandre, qui avait été respectée avant 1744, était devenue le principal théâtre; et l'Allemagne fut plutôt pour

la France un objet de politique que d'opérations militaires. Le ministere de France, qui voulait toujours faire un empereur, jeta les yeux sur ce même Auguste II, roi de Pologne, électeur de Saxe, qui était à la solde des Anglais ; mais la France n'était guere en état de faire de telles offres. Le trône de l'empire n'était que dangereux pour quiconque n'a pas l'Autriche et la Hongrie. La cour de France fut refusée : l'électeur de Saxe n'osa ni accepter cet honneur, ni se détacher des Anglais, ni déplaire à la reine. Il fut le second électeur de Saxe qui refusa d'être empereur.

Il ne resta à la France d'autre parti que d'attendre du sort des armes la décision de tant d'intérêts divers, qui avaient changé tant de fois, et qui dans tous leurs changements avaient tenu l'Europe en alarme.

Le nouvel électeur de Baviere, Maximilien-Joseph, était le troisieme de pere en fils que la France soutenait. Elle avait fait rétablir l'aïeul dans ses états ; elle avait fait donner l'empire au pere ; et le roi fit un nouvel effort pour secourir encore le jeune prince. Six mille Hessois à sa solde, trois mille Palatins, et treize bataillons d'Allemands, qui sont depuis long-temps dans les corps des troupes de France, s'étaient déja joints aux troupes bavaroises, toujours soudoyées par le roi.

Pour que tant de secours fussent efficaces il fallait que les Bavarois se secourussent eux-mêmes ; mais leur destinée était de succomber sous les Autrichiens : ils défendirent si malheureusement l'entrée de leur pays, que dès le commencement d'avril le nouvel

électeur de Baviere fut obligé de sortir de cette même capitale que son pere avait été forcé de quitter tant de fois. Les malheurs de sa maison le forcerent enfin d'avoir recours à Marie-Thérese elle-même, de renoncer à l'alliance de la France, et de recevoir l'argent des Anglais comme les autres.

Le parti qu'on prit fut de se défendre en Italie et en Allemagne, et d'agir toujours offensivement en Flandre : c'était l'ancien théâtre de la guerre, et il n'y a pas un seul champ dans cette province qui n'ait été arrosé de sang. Une armée vers le Mein empêchait les Autrichiens de se porter contre le roi de Prusse, alors allié de la France, avec des forces trop supérieures. Le maréchal de Maillebois était parti de l'Allemagne pour l'Italie ; et le prince de Conti fut chargé de la guerre vers le Mein, qui devenait d'une espece toute contraire à celle qu'il avait faite dans les Alpes.

Le roi voulut aller lui-même achever en Flandre les conquêtes qu'il avait interrompues l'année précédente. Il venait de marier le dauphin avec la seconde infante d'Espagne, au mois de février ; et ce jeune prince, qui n'avait pas seize ans accomplis, se prépara à partir au commencement de mai avec son pere.

Le roi, abandonné de ceux pour qui seuls il avait commencé la guerre, fut obligé de la continuer, sans avoir d'autre objet que de la faire cesser ; situation triste qui expose les peuples, et qui ne leur promet nul dédommagement.

CHAPITRE XV.

Siege de Tournai. Bataille de Fontenoi.

Le maréchal de Saxe était déja en Flandre à la tête de l'armée, composée de cent six bataillons complets, et de cent soixante et douze escadrons. Déja Tournai, cette ancienne capitale de la domination française, était investi. C'était la plus forte place de la barriere. La ville et la citadelle étaient encore un des chefs-d'œuvre du maréchal de Vauban; car il n y avait guere de place en Flandre dont Louis XIV n'eût fait construire les fortifications.

Dès que les États-Généraux des sept Provinces apprirent que Tournai était en danger ils manderent qu'il fallait hasarder une bataille pour secourir la ville. Ces républicains, malgré leur circonspection, furent alors les premiers à prendre des résolutions hardies. Au 5 mai les alliés avancerent à Cambron, à sept lieues de Tournai. Le roi partit, le 6, de Paris avec le dauphin; les aides-de-camp du roi, les menins du dauphin, les accompagnaient.

La principale force de l'armée ennemie consistait en vingt bataillons et vingt-six escadrons anglais, sous le jeune duc de Cumberland, qui avait gagné avec le roi son pere la bataille de Dettingue: cinq bataillons et seize escadrons hanovriens étaient joints aux Anglais. Le prince de Valdeck, à-peu-près de l'âge du duc de Cumberland, impatient de se signaler, était à la tête de quarante escadrons hol-

landais et de vingt-six bataillons. Les Autrichiens n'avaient dans cette armée que huit escadrons. On faisait la guerre pour eux dans la Flandre, qui a été si long-temps défendue par les armes et par l'argent de l'Angleterre et de la Hollande : mais à la tête de ce petit nombre d'Autrichiens était le vieux général Kœnigsek, qui avait commandé contre les Turcs en Hongrie, et contre les Français en Italie et en Allemagne : ses conseils devaient aider l'ardeur du duc de Cumberland et du prince de Valdeck. On comptait dans leur armée au-delà de cinquante-cinq mille combattants. Le roi laissa devant Tournai environ dix-huit mille hommes, qui étaient postés en échelle jusqu'au champ de bataille ; six mille pour garder les ponts sur l'Escaut et les communications.

L'armée était sous les ordres d'un général en qui on avait la plus juste confiance. Le comte de Saxe avait déja mérité sa grande réputation par de savantes retraites en Allemagne et par sa campagne de 1744 ; il joignait une théorie profonde à la pratique. La vigilance, le secret, l'art de savoir différer à propos un projet, et celui de l'exécuter rapidement, le coup-d'œil, les ressources, la prévoyance, étaient ses talents de l'aveu de tous les officiers : mais alors ce général, consumé d'une maladie de langueur, était presque mourant. Il était parti de Paris très malade pour l'armée : l'auteur de cette histoire l'ayant même rencontré avant son départ, et n'ayant pu s'empêcher de lui demander comment il pourrait faire dans cet état de faiblesse ; le maré-

chal lui répondit : « Il ne s'agit pas de vivre, mais « de partir ».

Le roi étant arrivé, le 6 mai, à Douai, se rendit le lendemain à Pontachin près de l'Escaut, à portée des tranchées de Tournai; de là il alla reconnaître le terrain qui devait servir de champ de bataille. Toute l'armée, en voyant le roi et le dauphin, fit entendre des acclamations de joie. Les alliés passerent le 10 et la nuit du 11 à faire leurs dernieres dispositions : Jamais le roi ne marqua plus de gaieté que la veille du combat. La conversation roula sur les batailles où les rois s'étaient trouvés en personne. Le roi dit que depuis la bataille de Poitiers aucun roi de France n'avait combattu avec son fils, et qu'aucun depuis saint Louis n'avait gagné de victoire signalée contre les Anglais; qu'il espérait être le premier. Il fut éveillé le premier : le jour de l'action il éveilla lui-même à quatre heures le comte d'Argenson, ministre de la guerre, qui dans l'instant envoya demander au maréchal de Saxe ses derniers ordres. On trouva le maréchal dans une voiture d'osier, qui lui servait de lit, et dans laquelle il se faisait traîner quand ses forces épuisées ne lui permettaient plus d'être à cheval. Le roi et son fils avaient déja passé un pont sur l'Escaut, à Calonne ; ils allerent prendre leur poste par-delà la justice de Notre-Dame-aux-bois, à mille toises de ce pont, et précisément à l'entrée du champ de bataille.

La suite du roi et du dauphin, qui composait une troupe nombreuse, était suivie d'une foule de personnes de toute espece, qu'attirait cette journée, et

dont quelques uns même étaient montés sur des arbres pour voir le spectacle d'une bataille.

En jetant les yeux sur les cartes qui sont fort communes on voit d'un seul coup-d'œil la disposition des deux armées : on remarque Antoin assez près de l'Escaut, à la droite de l'armée française, à neuf cents toises de ce pont de Calonne, par où le roi et le dauphin s'étaient avancés; le village de Fontenoi par-delà Antoin, presque sur la même ligne; un espace étroit de quatre cents cinquante toises de large entre Fontenoi et un petit bois, qu'on appelle *le bois de Barri*: ce bois, ces villages, étaient garnis de canons comme un camp retranché. Le maréchal de Saxe avait établi des redoutes entre Antoin et Fontenoi; d'autres redoutes aux extrémités du bois de Barri fortifiaient cette enceinte. Le champ de bataille n'avait pas plus de cinq cents toises de longueur, depuis l'endroit ou était le roi, auprès de Fontenoi, jusqu'à ce bois de Barri, et n'avait guere plus de neuf cents toises de large; de sorte que l'on allait combattre en champ clos, comme à Dettingue, mais dans une journée plus mémorable.

Le général de l'armée française avait pourvu à la victoire et à la défaite. Le pont de Calonne, muni de canons, fortifié de retranchements, et défendu par quelques bataillons, devait servir de retraite au roi et au dauphin, en cas de malheur; le reste de l'armée aurait défilé alors par d'autres ponts sur le bas Escaut par-delà Tournai.

On prit toutes les mesures qui se prêtaient un secours mutuel sans qu'elles pussent se traverser. L'armée de France semblait inabordable; car le feu

croisé qui partait des redoutes du bois de Barri et du village de Fontenoi défendait toute approche. Outre ces précautions, on avait encore placé six canons de seize livres de balle au-deçà de l'Escaut, pour foudroyer les troupes qui attaqueraient le village d'Antoin.

On commença à se canonner de part et d'autre à six heures du matin. Le maréchal de Noailles était alors auprès de Fontenoi, et rendait compte au maréchal de Saxe d'un ouvrage qu'il avait fait à l'entrée de la nuit pour joindre le village de Fontenoi à la premiere des trois redoutes, entre Fontenoi et Antoin : il lui servit de premier aide-de-camp, sacrifiant la jalousie du commandement au bien de l'état, et s'oubliant soi-même pour un général étranger et moins ancien. Le maréchal de Saxe sentait tout le prix de cette magnanimité, et jamais on ne vit une union si grande entre deux hommes que la faiblesse ordinaire du cœur humain pouvait éloigner l'un de l'autre.

Le maréchal de Noailles embrassait le duc de Grammont, son neveu, et ils se séparaient, l'un pour retourner auprès du roi, l'autre pour aller à son poste, lorsqu'un boulet de canon vint frapper le duc de Grammont à mort : il fut la premiere victime de cette journée.

Les Anglais attaquerent trois fois Fontenoi, et les Hollandais se présenterent à deux reprises devant Antoin. A leur seconde attaque on vit un escadron hollandais emporté presque tout entier par le canon d'Antoin; il n'en resta que quinze hommes, et les Hollandais ne se présenterent plus dès ce moment.

Alors le duc de Cumberland prit une résolution qui pouvait lui assurer le succès de cette journée : il ordonna à un major général, nommé Ingolsbi, d'entrer dans le bois de Barri, de pénétrer jusqu'à la redoute de ce bois vis-à-vis Fontenoi, et de l'emporter. Ingolsbi marche avec les meilleures troupes pour exécuter cet ordre : il trouve dans le bois de Barri un bataillon du régiment d'un partisan ; c'était ce qu'on appelait les Grassins, du nom de celui qui les avait formés : ces soldats étaient en avant dans le bois, par-delà la redoute, couchés par terre. Ingolsbi crut que c'était un corps considérable ; il retourne auprès du duc de Cumberland, et demande du canon. Le temps se perdait, le prince était au désespoir d'une désobéissance qui dérangeait toutes ses mesures, et qu'il fit ensuite punir à Londres par un conseil de guerre qu'on appelle *cour martiale*.

Il se détermina sur-le-champ à passer entre cette redoute et Fontenoi. Le terrain était escarpé ; il fallait franchir un ravin profond ; il falloit essuyer tout le feu de Fontenoi et de la redoute. L'entreprise était audacieuse ; mais il était réduit alors, ou à ne point combattre, ou à tenter ce passage.

Les Anglais et les Hanovriens s'avancent avec lui sans presque déranger leurs rangs, traînant leurs canons à bras par les sentiers : il les forme sur trois lignes assez pressées et de quatre de hauteur chacune, avançant entre les batteries de canon qui les foudroyaient dans un terrain d'environ quatre cents toises de large. Des rangs entiers tombaient morts à droite et à gauche ; ils étaient remplacés aussitôt ;

et les canons, qu'ils amenaient à bras vis-à-vis Fontenoi et devant les redoutes, répondaient à l'artillerie française; en cet état ils marchaient fièrement précédés de six pieces d'artillerie, et en ayant encore six autres au milieu de leurs lignes.

Vis-à-vis d'eux se trouverent quatre bataillons des gardes-françaises, ayant deux bataillons de gardes-suisses à leur gauche, le régiment de Courten à leur droite, ensuite celui d'Aubeterre, et plus loin le régiment du roi, qui bordait Fontenoi, le long d'un chemin creux.

Le terrain s'élevait à l'endroit où étaient les gardes-françaises jusqu'à celui où les Anglais se formaient.

Les officiers des gardes-françaises se dirent alors les uns aux autres : « Il faut aller prendre le canon des Anglais ». Ils y monterent rapidement avec leurs grenadiers; mais ils furent bien étonnés de trouver une armée devant eux : l'artillerie et la mousqueterie en coucherent par terre près de soixante, et le reste fut obligé de revenir dans ses rangs.

Cependant les Anglais avançaient, et cette ligne d'infanterie, composée des gardes-françaises et suisses, et de Courten, ayant encore sur leur droite Aubeterre et un bataillon du régiment du roi, s'approchait de l'ennemi : on était à cinquante pas de distance. Un régiment des gardes-anglaises, celui de Cambel et le royal-écossais étaient les premiers : M. de Cambel était leur lieutenant-général; le comte d'Albermale, leur général major; et M. de Churchil, petit-fils naturel du grand duc de Marlborough, leur brigadier. Les officiers anglais saluerent les

Français en ôtant leurs chapeaux ; le comte de Chabanes, le duc de Biron, qui s'étaient avancés, et tous les officiers des gardes-françaises leur rendirent le salut. Mylord Charles Hai, capitaine aux gardes-anglaises, cria : « Messieurs des gardes-françaises, « tirez. »

Le comte de Hauteroche, alors lieutenant des grenadiers et depuis capitaine, leur dit à voix haute : « Messieurs, nous ne tirons jamais les premiers, « tirez vous-mêmes ». Les Anglais firent un feu roulant, c'est-à-dire qu'ils tiraient par divisions ; de sorte que le front d'un bataillon sur quatre hommes de hauteur ayant tiré, un autre bataillon faisait sa décharge, et ensuite un troisieme, tandis que les premiers rechargeaient. La ligne d'infanterie française ne tira point ainsi : elle était seule sur quatre de hauteur, les rangs assez éloignés, et n'étant soutenue par aucune autre troupe d'infanterie. Dix-neuf officiers des gardes tomberent blessés à cette seule charge. MM. de Clisson, de Langey, de Peyre, y perdirent la vie ; quatre-vingt-quinze soldats demeurerent sur la place ; deux cent quatre-vingt-cinq y reçurent des blessures : onze officiers suisses tomberent blessés, ainsi que deux cent neuf de leurs soldats, parmi lesquels soixante-quatre furent tués. Le colonel de Courten, son lieutenant-colonel, quatre officiers, soixante et quinze soldats, tomberent morts ; quatorze officiers et deux cents soldats furent blessés dangereusement. Le premier rang ainsi emporté, les trois autres regarderent derriere eux, et ne voyant qu'une cavalerie à plus de trois cents toises, ils se disperserent. Le duc de

Grammont, leur colonel et premier lieutenant-général, qui aurait pu les faire soutenir, était tué; M. de Luttaux, second lieutenant-général, n'arriva que dans leur déroute. Les Anglais avançaient à pas lents, comme faisant l'exercice: on voyait les majors appuyer leurs cannes sur les fusils des soldats pour les faire tirer bas et droit. Ils déborderent Fontenoi et la redoute. Ce corps, qui auparavant était en trois divisions, se pressant par la nature du terrain, devint une colonne longue et épaisse, presque inébranlable par sa masse, et plus encore par son courage; elle s'avança vers le régiment d'Aubeterre. M. de Luttaux, premier lieutenant-général de l'armée, à la nouvelle de ce danger, accourt de Fontenoi, où il venait d'être blessé dangereusement: son aide-de-camp le suppliait de commencer par faire mettre le premier appareil à sa blessure: « Le service du roi, lui répondit M. de Luttaux, m'est « plus cher que ma vie ». Il s'avançait avec le duc de Biron à la tête du régiment d'Aubeterre que conduisait son colonel de ce nom; Luttaux reçoit en arrivant deux coups mortels; le duc de Biron a un cheval tué sous lui: le régiment d'Aubeterre perd beaucoup de soldats et d'officiers. Le duc de Biron arrête alors, avec le régiment du roi qu'il commandait, la marche de la colonne par son flanc gauche: un bataillon des gardes-anglaises se détache, avance quelques pas à lui, fait une décharge très meurtriere, et revient au petit pas se replacer à la tête de la colonne, qui avance toujours lentement sans jamais se déranger, repoussant tous les régiments qui viennent l'un après l'autre se présenter devant elle.

Ce corps gagnait du terrain, toujours serré, toujours ferme. Le maréchal de Saxe, qui voyait de sang-froid combien l'affaire était périlleuse, fit dire au roi par le marquis de Meuze qu'il le conjurait de repasser le pont avec le dauphin; qu'il ferait ce qu'il pourrait pour remédier au désordre. «Oh! je « suis bien sûr qu'il fera ce qu'il faudra, répondit « le roi, mais je resterai où je suis. »

Il y avait de l'étonnement et de la confusion dans l'armée depuis le moment de la déroute des gardes-françaises et suisses : le maréchal de Saxe veut que la cavalerie fonde sur la colonne anglaise. Le comte d'Estrées y court; mais les efforts de cette cavalerie étaient peu de chose contre une masse d'infanterie si réunie, si disciplinée et si intrépide, dont le feu toujours roulant et soutenu écartait nécessairement de petits corps séparés : on sait d'ailleurs que la cavalerie ne peut guere entamer seule une infanterie serrée. Le maréchal de Saxe était au milieu de ce feu : sa maladie ne lui laissait pas la force de porter une cuirasse; il portait une espece de bouclier de plusieurs doubles de taffetas piqué qui reposait sur l'arçon de sa selle : il jeta son bouclier, et courut faire avancer la seconde ligne de cavalerie contre la colonne.

Tout l'état major était en mouvement. M. de Vaudreuil, major général de l'armée, allait de la droite à la gauche. M. de Puységur, MM. de Saint-Sauveur, de Saint-George, de Meziere, aides maréchaux des logis, sont tous blessés. Le comte de Longaunai, aide-major général, est tué. Ce fut dans ces attaques que le chevalier d'Aché, lieute-

nant-général, eut le pied fracassé : il vint ensuite rendre compte au roi, et lui parla long-temps sans donner le moindre signe des douleurs qu'il ressentait, jusqu'à ce qu'enfin il tomba évanoui.

Plus la colonne anglaise avançait, plus elle devenait profonde et en état de réparer les pertes continuelles que lui causaient tant d'attaques réitérées. Elle marchait toujours serrée au travers des morts et des blessés des deux partis, et paraissait former un seul corps d'environ quatorze mille hommes.

Un très grand nombre de cavaliers furent poussés en désordre jusqu'à l'endroit où était le roi avec son fils : ces deux princes furent séparés par la foule des fuyards qui se précipitaient entre eux. Pendant ce désordre les brigades des gardes du corps qui étaient en réserve s'avancerent d'elles-mêmes aux ennemis ; les chevaliers de Suzi et de Sauméri y furent blessés à mort. Quatre escadrons de la gendarmerie arrivaient presque en ce moment de Douai ; et, malgré la fatigue d'une marche de sept lieues, ils coururent aux ennemis. Tous ces corps furent reçus comme les autres, avec cette même intrépidité et ce même feu roulant. Le jeune comte de Chevrier, guidon, fut tué ; c'était le jour même qu il avait été reçu à sa troupe. Le chevalier de Monaco, fils du duc de Valentinois, y eut la jambe percée. M. du Guesclin reçut une blessure dangereuse. Les carabiniers donnerent ; ils eurent six officiers renversés morts, et vingt et un de blessés.

Le maréchal de Saxe, dans le dernier épuisement, était toujours à cheval, se promenant au pas au milieu du feu. Il passa sous le front de la colonne

anglaise pour voir tout de ses yeux, auprès du bois de Barri, vers la gauche : on y faisait les mêmes manœuvres qu'à la droite. On tâchait en vain d'ébranler cette colonne : les régiments se présentaient les uns après les autres ; et la masse anglaise, faisant face de tous côtés, plaçant à propos son canon, et tirant toujours par division, nourrissait ce feu continu quand elle était attaquée, et après l'attaque elle restait immobile et ne tirait plus. Quelques régiments d'infanterie vinrent encore affronter cette colonne par les ordres seuls de leurs commandants. Le maréchal de Saxe en vit un dont les rangs entiers tombaient, et qui ne se dérangeait pas : on lui dit que c'était le régiment des vaisseaux, que commandait M. de Guerchi. « Comment se peut-il faire, s'écria-t-il, que de telles troupes ne soient pas victorieuses ? »

Hainault ne souffrait pas moins : il avait pour colonel le fils du prince de Craon, gouverneur de Toscane. Le pere servait le grand duc ; les enfants servaient le roi de France. Ce jeune homme d'une très grande espérance, fut tué à la tête de sa troupe ; son lieutenant-colonel blessé à mort auprès de lui. Le régiment de Normandie s'avança ; il eut autant d'officiers et de soldats hors de combat que celui de Hainault : il était mené par son lieutenant-colonel, M. de Solenci, dont le roi loua la bravoure sur le champ de bataille, et qu'il récompensa ensuite en le faisant brigadier. Des bataillons irlandais coururent au flanc de cette colonne ; le colonel Dillon tombe mort : ainsi aucun corps, aucune attaque

n'avaient pu entamer la colonne, parceque rien ne s'était fait de concert et à la fois.

Le maréchal de Saxe repasse par le front de la colonne qui s'était déja avancée plus de trois cents pas au-delà de la redoute d'Eu et de Fontenoi. Il va voir si Fontenoi tenait encore : on n'y avait plus de boulets; on ne répondait à ceux des ennemis qu'avec de la poudre.

M. du Brocard, lieutenant-général d'artillerie, et plusieurs officiers d'artillerie étaient tués. Le maréchal pria alors le duc d'Harcourt, qu'il rencontra, d'aller conjurer le roi de s'éloigner, et il envoya ordre au comte de la Mark, qui gardait Antoin, d'en sortir avec le régiment de Piémont : la bataille parut perdue sans ressource. On ramenait de tous côtés les canons de campagne; on était près de faire partir celui du village de Fontenoi, quoique des boulets fussent arrivés. L'intention du maréchal de Saxe était de faire, si l'on pouvait, un dernier effort mieux dirigé et plus plein contre la colonne anglaise. Cette masse d'infanterie avait été endommagée, quoique sa profondeur parût toujours égale; elle-même était étonnée de se trouver au milieu des Français, sans avoir de cavalerie; la colonne était immobile, et semblait ne recevoir plus d'ordre; mais elle gardait une contenance fiere, et paraissait être maîtresse du champ de bataille. Si les Hollandais avaient passé entre les redoutes qui étaient vers Fontenoi et Antoin, s'ils étaient venus donner la main aux Anglais, il n'y avait plus de ressource, plus de retraite même, ni pour l'armée française,

ni probablement pour le roi et son fils : le succès d'une derniere attaque était incertain. Le maréchal de Saxe, qui voyait la victoire ou l'entiere défaite dépendre de cette derniere attaque, songeait à préparer une retraite sûre : il envoya un second ordre au comte de la Mark d'évacuer Antoin, et de venir vers le pont de Calonne, pour favoriser cette retraite en cas d'un dernier malheur : il fait signifier un troisieme ordre au comte depuis duc de Lorges, en le rendant responsable de l'exécution ; le comte de Lorges obéit à regret. On désespérait alors du succès de la journée.

Un conseil assez tumultueux se tenait auprès du roi ; on le pressait de la part du général et au nom de la France de ne pas s'exposer davantage. Le duc de Richelieu, lieutenant-général, et qui servait en qualité d'aide-de-camp du roi, arriva en ce moment : il venait de reconnaître la colonne près de Fontenoi. Ayant ainsi couru de tous côtés sans être blessé, il se présente hors d'haleine, l'épée à la main, et couvert de poussiere. « Quelle nouvelle apportez-« vous ? lui dit le maréchal de Noailles ; quel est « votre avis ? « Ma nouvelle, dit le duc de Richelieu, « est que la bataille est gagnée si on le veut ; et mon « avis est qu'on fasse avancer dans l'instant quatre « canons contre le front de la colonne ; pendant que « cette artillerie l'ébranlera, la maison du roi et les « autres troupes l'entoureront ; il faut tomber sur « elle comme des fourrageurs ». Le roi se rendit le premier à cette idée.

Vingt personnes se détachent. Le duc de Péquigny, appelé depuis le duc de Chaulnes, va faire pointer

ces quatre pieces ; on les place vis-à-vis la colonne anglaise. Le duc de Richelieu court à bride abattue au nom du roi faire marcher sa maison ; il annonce cette nouvelle à M. de Montesson qui la commandait : le prince de Soubise rassemble ses gendarmes, le duc de Chaulnes ses chevau-légers, tout se forme et marche ; quatre escadrons de la gendarmerie avancent à la droite de la maison du roi ; les grenadiers à cheval sont à la tête, sous M. de Grille, leur capitaine ; les mousquetaires, commandés par M. de Jumilhac, se précipitent.

Dans ce même moment important le comte d'Eu et le duc de Biron, à la droite, voyaient avec douleur les troupes d'Antoin quitter leur poste, selon l'ordre positif du maréchal de Saxe. « Je prends sur « moi la désobéissance, leur dit le duc de Biron ; je « suis sûr que le roi l'approuvera dans un instant « où tout va changer de face ; je réponds que M. le ma- « réchal de Saxe le trouvera bon ». Le maréchal, qui arrivait dans cet endroit, informé de la résolution du roi et de la bonne volonté des troupes, n'eut pas de peine à se rendre : il changea de sentiment lorsqu'il en fallait changer, et fit rentrer le régiment de Piémont dans Antoin ; il se porta rapidement, malgré sa faiblesse, de la droite à la gauche vers la brigade des Irlandais, recommandant à toutes les troupes qu'il rencontrait en chemin de ne plus faire de fausses charges, et d'agir de concert.

Le duc de Biron, le comte d'Estrées, le marquis de Croissi, le comte de Lovendhal, lieutenants-généraux, dirigent cette attaque nouvelle. Cinq escadrons de Penthievre suivent M. de Croissi et ses

enfants. Les régiments de Chambrillant, de Brancas, de Brionne, Aubeterre, Courten, accourent guidés par leurs colonels; le régiment de Normandie, les carabiniers, entrent dans les premiers rangs de la colonne, et vengent leurs camarades tués dans leur premiere charge : les Irlandais les secondent. La colonne était attaquée à la fois de front et par les deux flancs.

En sept ou huit minutes tout ce corps formidable est ouvert de tous côtés; le général Posomby, le frere du comte d'Albermale, cinq capitaines aux gardes, un nombre prodigieux d'officiers, étaient renversés morts. Les Anglais se rallierent, mais ils céderent; ils quitterent le champ de bataille sans tumulte, sans confusion, et furent vaincus avec honneur.

Le roi de France allait de régiment en régiment; les cris de *victoire* et de *vive le roi*, les chapeaux en l'air, les étendards et les drapeaux percés de balles, les félicitations réciproques des officiers qui s'embrassaient, formaient un spectacle dont tout le monde jouissait avec une joie tumultueuse. Le roi était tranquille, témoignant sa satisfaction et sa reconnaissance à tous les officiers-généraux et à tous les commandants des corps : il ordonna qu'on eût soin des blessés, et qu'on traitât les ennemis comme ses propres sujets.

Le maréchal de Saxe, au milieu de ce triomphe, se fit porter vers le roi; il retrouva un reste de force pour embrasser ses genoux, et pour lui dire ces propres paroles : « Sire, j'ai assez vécu; je ne « souhaitais de vivre aujourd'hui que pour voir

« votre majesté victorieuse. Vous voyez, ajouta-t-il « ensuite, à quoi tiennent les batailles ». Le roi le releva et l'embrassa tendrement.

Il dit au duc de Richelieu : « Je n'oublierai ja- « mais le service important que vous m'avez rendu ». Il parla de même au duc de Biron. Le maréchal de Saxe dit au roi : « Sire, il faut que je me reproche « une faute : j'aurais dû mettre une redoute de plus « entre le bois de Barri et Fontenoi ; mais je n'ai « pas cru qu'il y eût des généraux assez hardis pour « hasarder de passer en cet endroit. »

Les alliés avaient perdu neuf mille hommes, parmi lesquels il y avait environ deux mille prisonniers : ils n'en firent presque aucun sur les Français.

Par le compte exactement rendu au major-général de l'infanterie française, il ne se trouva que seize cent quatre-vingt-un soldats ou sergents d'infanterie tués sur la place, et trois mille deux cent quatre-vingt-deux blessés. Parmi les officiers, cinquante-trois seulement étaient morts sur le champ de bataille ; trois cent vingt-trois étaient en danger de mort par leurs blessures. La cavalerie perdit environ dix-huit cents hommes.

Jamais, depuis qu'on fait la guerre, on n'avait pourvu avec plus de soin à soulager les maux attachés à ce fléau : il y avait des hôpitaux préparés dans toutes les villes voisines, et sur-tout à Lille : les églises même étaient employées à cet usage digne d'elles : non seulement aucun secours, mais encore aucune commodité ne manqua ni aux Français ni à leurs prisonniers blessés ; le zele même des citoyens alla trop loin : on ne cessait d'apporter de

tous côtés aux malades des aliments délicats, et les médecins des hôpitaux furent obligés de mettre un frein à cet excès dangereux de bonne volonté. Enfin les hôpitaux étaient si bien servis que presque tous les officiers aimaient mieux y être traités que chez des particuliers ; et c'est ce qu'on n'avait point encore vu.

On est entré dans les détails sur cette seule bataille de Fontenoi ; son importance, le danger du roi et du dauphin, l'exigeaient. Cette action décida du sort de la guerre, prépara la conquête des Pays-Bas, et servit de contre-poids à tous les évènements malheureux. Ce qui rend encore cette bataille à jamais mémorable, c'est qu'elle fut gagnée lorsque le général, affaibli et presque expirant, ne pouvait plus agir. Le maréchal de Saxe avait fait la disposition, et les officiers français remporterent la victoire.

CHAPITRE XVI.

Suite de la journée de Fontenoi.

Ce qui est aussi remarquable que cette victoire, c'est que le premier soin du roi de France fut de faire écrire le jour même à l'abbé de la Ville, son ministre à la Haye, qu'il ne demandait pour prix de ses conquêtes que la pacification de l'Europe, et qu'il était prêt d'envoyer des plénipotentiaires à un congrès. Les États-Généraux surpris ne crurent pas l'offre sincere : ce qui dut surprendre davan-

tage, c'est que cette offre fut éludée par la reine de Hongrie et par les Anglais. Cette reine qui faisait à la fois la guerre en Silésie contre le roi de Prusse, en Italie contre les Français, les Espagnols et les Napolitains, vers le Mein contre l'armée française, semblait devoir demander elle-même une paix dont elle avait besoin; mais la cour d'Angleterre, qui dirigeait tout, ne voulait point cette paix. La vengeance et les préjugés menent les cours comme les particuliers.

Cependant le roi envoya un aide-major de l'armée, nommé M. de la Tour, officier très éclairé, porter au roi de Prusse la nouvelle de la victoire. Cet officier rencontra le roi de Prusse au fond de la basse Silésie, du côté de Ratibor, dans une gorge de montagne près d'un village nommé Fridberg: c'est là qu'il vit ce monarque remporter une victoire signalée contre les Autrichiens. Il manda à son allié le roi de France: « J'ai acquitté à Fridberg la « lettre de change que vous avez tirée sur moi à « Fontenoi. »

Le roi de France, de son côté, avait tous les avantages que la bataille de Fontenoi devait donner: déja la ville et la citadelle de Tournai s'étaient rendues peu de jours après la bataille; le maréchal de Saxe avait secrètement concerté avec le roi la prise de Gand, capitale de la Flandre autrichienne, ville plus grande que peuplée, mais riche et florissante par les débris de son ancienne splendeur.

Une des opérations de campagne qui firent le plus d'honneur au marquis de Louvois dans la guerre de 1689, avait été le siege de Gand: il s'était

déterminé à ce siege parceque c'était le magasin des ennemis : Louis XV avait précisément la même raison pour s'en rendre maître. On fit selon l'usage tous les mouvements qui devaient tromper l'armée ennemie retirée vers Bruxelles : on prit tellement ses mesures que le marquis du Chaila d'un côté, le comte de Lovendhal de l'autre, devaient se trouver devant Gand à la même heure. La garnison n'était alors que de six cents hommes : les habitants étaient ennemis de la France, quoique de tout temps peu contents de la domination autrichienne, mais très différents de ce qu'ils étaient autrefois quand eux-mêmes ils composaient une armée. Ces deux marches secretes se faisaient selon les ordres du général, lorsque cette entreprise fut près d'échouer par un de ces événements si communs à la guerre.

Les Anglais, quoique vaincus à Fontenoi, n'avaient été ni dispersés ni découragés : ils virent, des environs de Bruxelles où ils étaient postés, le péril évident dont Gand était menacé ; ils firent marcher enfin un corps de six mille hommes pour défendre cette ville. Ce corps s'avançait à Gand sur la chaussée d'Alost, précisément dans le temps que M. du Chaila était environ à une lieue de lui, sur la même chaussée, marchant avec trois brigades de cavalerie, deux d'infanterie, composées de Normandie, Crillon et Laval, vingt pieces de canon et des pontons : l'artillerie était déja en avant, et au-delà de cette artillerie était M. de Grassin avec une partie de sa troupe légere qu'il avait levée. Il était nuit, et tout était tranquille, quand les six mille Anglais arrivent et attaquent les Grassins, qui n'ont

que le temps de se jeter dans une ferme près de l'abbaye de la Melle, dont cette journée a pris le nom. Les Anglais apprennent que les Français sont sur la chaussée, loin de leur artillerie qui est en avant, gardée seulement par cinquante hommes; ils y courent et s'en emparent. Tout était perdu. Le marquis de Crillon, qui était déja arrivé à trois cents pas, voit les Anglais maîtres du canon qu'ils tournaient contre lui, et qui allaient y mettre le feu : il prend sa résolution dans l'instant sans se troubler; il ne perd pas un moment; il court avec son régiment aux ennemis par un côté, le jeune marquis de Laval s'avance avec un autre bataillon; on reprend le canon; on fait ferme. Tandis que les marquis de Crillon et de Laval arrêtaient ainsi les Anglais, une seule compagnie de Normandie, qui s'était trouvée près de l'abbaye, se défendait contre eux.

Deux bataillons de Normandie arrivent en hâte; le jeune comte de Périgord les commandait : il était fils du marquis de Talleirand, d'une maison qui a été souveraine, mort malheureusement devant Tournai, et venait d'obtenir à dix-sept ans ce régiment de Normandie qu'avait eu son pere. Il s'avança le premier à la tête d'une compagnie de grenadiers : le bataillon anglais attaqué par lui jette bas les armes.

MM. du Chaila et de Souvré paraissent bientôt avec la cavalerie sur cette chaussée. Les Anglais sont arrêtés de tous côtés; ils se défendirent encore : le marquis de Graville y fut blessé; mais enfin ils furent mis dans une entiere déroute.

M. Blondel d'Azincour, capitaine de Normandie, avec quarante hommes seulement, fait prisonnier le lieutenant-colonel du régiment de Rich, huit capitaines, deux cent quatre-vingts soldats, qui jeterent leurs armes et qui se rendirent à lui. Rien ne fut égal à leur surprise quand ils virent qu'ils s'étaient rendus à quarante Français. M. d'Azincour conduisit ses prisonniers à M. de Graville, tenant la pointe de son épée sur la poitrine du lieutenant-colonel anglais, et le menaçant de le tuer si ses gens faisaient la moindre résistance.

Un autre capitaine de Normandie, nommé M. de Montalembert, prend cent cinquante Anglais avec cinquante soldats de son régiment. M. de Saint-Sauveur, capitaine au régiment du roi cavalerie, avec un pareil nombre, mit en fuite sur la fin de l'action trois escadrons ennemis. Enfin le succès étrange de ce combat est peut-être ce qui fit le plus d'honneur aux Français dans cette campagne, et qui mit le plus de consternation chez leurs ennemis.

Ce qui caractérise encore cette journée, c'est que tout y fut fait par la présence d'esprit et par la valeur des officiers français, ainsi que la bataille de Fontenoi fut gagnée.

On arriva devant Gand au moment désigné par le maréchal de Saxe : on entre dans la ville les armes à la main sans la piller ; on fait prisonniere la garnison de la citadelle.

Un des grands avantages de la prise de cette ville fut un magasin immense de provisions de guerre et de bouche, de fourrages, d'armes, d'habits, que les alliés avaient en dépôt dans Gand : c'était un faible

dédommagement des frais de la guerre, presque aussi malheureuse ailleurs qu'elle était glorieuse sous les yeux du roi.

Tandis qu'on prenait la citadelle de Gand on investissait Oudenarde, et le même jour que M. de Lovendhal ouvrait la tranchée devant Oudenarde, le marquis de Souvré prenait Bruges. Oudenarde se rendit après trois jours de tranchée.

A peine le roi de France était-il maître d'une ville qu'il en faisait assiéger deux à la fois. Le duc d'Harcourt prenait Dendermonde en deux jours de tranchée ouverte, malgré le jeu des écluses et au milieu des inondations; et le comte de Lovendhal faisait le siege d'Ostende.

Ce siege d'Ostende était réputé le plus difficile: on se souvenait qu'elle avait tenu trois ans et trois mois au commencement du siecle passé. Par la comparaison du plan des fortifications de cette place avec celles qu'elle avait quand elle fut prise par Spinola, il parait que c'était Spinola qui devait la prendre en quinze jours, et que c'était M. de Lovendhal qui devait s'y arrêter trois années. Elle était bien mieux fortifiée; M. de Chanclos, lieutenant-général des armées d'Autriche, la défendait avec une garnison de quatre mille hommes, dont la moitié était composée d'Anglais; mais la terreur et le découragement étaient au point que le gouverneur capitula dès que le marquis d'Hérouville, homme digne d'être à la tête des ingénieurs, et citoyen aussi utile que bon officier, eut pris le chemin couvert du côté des dunes.

Une flotte d'Angleterre qui avait apporté du se-

cours à la ville, et qui canonnait les assiégeants, ne vint là que pour être témoin de la prise. Cette perte consterna le gouvernement d'Angleterre et celui des Provinces-Unies. Il ne resta plus que Nieuport à prendre pour être maître de tout le comté de la Flandre proprement dite, et le roi en ordonna le siege.

Dans ces conjonctures le ministere de Londres fit réflexion qu'on avait en France plus de prisonniers anglais qu'il n'y avait de prisonniers français en Angleterre. La détention du maréchal de Belle-Isle et de son frere avait suspendu tout cartel. On avait pris les deux généraux contre le droit des gens, on les renvoya sans rançon : il n'y avait pas moyen en effet d'exiger une rançon d'eux, après les avoir déclarés prisonniers d'etat, et il était de l'intérêt de l'Angleterre de rétablir le cartel.

Cependant le roi partit pour Paris, où il arriva le 7 septembre 1745. On ne pouvait ajouter à la réception qu'on lui avait faite l'année précédente : ce furent les mêmes fêtes ; mais on avait de plus à célébrer la victoire de Fontenoi, celle de Melle, et la conquête du comté de Flandre.

CHAPITRE XVII.

Affaires d'Allemagne. François de Lorraine, grand-duc de Toscane, élu empereur. Armées autrichiennes et saxonnes battues par Frédéric III, roi de Prusse. Prise de Dresde.

Les prospérités de Louis XV s'accrurent toujours dans les Pays-Bas : la supériorité de ses armées, la facilité du service en tout genre, la dispersion et le découragement des alliés, leur peu de concert, et sur-tout la capacité du maréchal de Saxe, qui, ayant recouvré sa santé, agissait avec plus d'activité que jamais, tout cela formait une suite non interrompue de succès qui n'a point d'exemple que les conquêtes de Louis XIV. Tout était favorable en Italie pour don Philippe. Une révolution étonnante en Angleterre menaçait déja le trône du roi George II, comme on le verra dans la suite ; mais la reine de Hongrie jouissait d'une autre gloire et d'un autre avantage qui ne coûtait point de sang, et qui remplit la premiere et la plus chere de ses vues. Elle n'avait jamais perdu l'espérance du trône impérial pour son mari, du vivant même de Charles VII ; et après la mort de cet empereur elle s'en crut assurée, malgré le roi de Prusse qui lui faisait la guerre, malgré l'électeur palatin qui lui refusait sa voix, et malgré une armée française qui n'était pas loin de Francfort, et qui pouvait empêcher l'élection. C'était cette même armée commandée d'abord

par le maréchal de Maillebois, et qui passa, au commencement de mai 1745, sous les ordres du prince de Conti; mais on en avait tiré vingt mille hommes pour l'armée de Fontenoi. Le prince ne put empêcher la jonction de toutes les troupes que la reine de Hongrie avait dans cette partie de l'Allemagne, et qui vinrent couvrir Francfort, où l'élection se fit comme en pleine paix.

Ainsi la France manqua le grand objet de la guerre, qui était d'ôter le trône impérial à la maison d'Autriche. L'élection se fit le 13 septembre 1745. Le roi de Prusse fit protester de nullité par ses ambassadeurs: l'électeur palatin, dont l'armée autrichienne avait ravagé les terres, protesta de même: les ambassadeurs électoraux de ces deux princes se retirerent de Francfort; mais l'élection ne fut pas moins faite dans les formes; car il est dit dans la bulle d'or, « que si des électeurs ou leurs « ambassadeurs se retirent du lieu de l'élection avant « que le roi des Romains, futur empereur, soit élu, « ils seront privés cette fois de leur droit de suf« frage, comme étant censés l'avoir abandonné. »

La reine de Hongrie, désormais impératrice, vint à Francfort jouir de son triomphe et du couronnement de son époux. Elle vit du haut d'un balcon la cérémonie de l'entrée; elle fut la premiere à crier *vivat*, et tout le peuple lui répondit par des acclamations de joie et de tendresse: ce fut le plus beau jour de sa vie. Elle alla voir ensuite son armée rangée en bataille auprès de Heidelberg, au nombre de soixante mille hommes: l'empereur son époux la reçut l'épée à la main à la tête de l'armée; elle passa

entre les lignes, saluant tout le monde, dîna sous une tente, et fit distribuer un florin à chaque soldat.

C'était la destinée de cette princesse et des affaires qui troublaient son regne, que les évènements heureux fussent balancés de tous les côtés par des disgraces. L'empereur Charles VII avait perdu la Baviere pendant qu'on le couronnait empereur, et la reine de Hongrie perdait une bataille pendant qu'elle préparait le couronnement de son époux François I: le roi de Prusse était encore vainqueur près de la source de l'Elbe à Sore.

Il y a des temps où une nation conserve constamment sa supériorité: c'est ce qu'on avait vu dans les Suédois sous Charles XII, dans les Anglais sous le duc de Marlborough; c'est ce qu'on voyait dans les Français en Flandre sous Louis XV et sous le maréchal de Saxe, et dans les Prussiens sous Frédéric III. L'impératrice perdait donc la Flandre, et avait beaucoup à craindre du roi de Prusse en Allemagne, pendant qu'elle faisait monter son mari sur le trône de son pere.

Dans ce temps-là même, lorsque le roi de France, vainqueur dans les Pays-Bas et dans l'Italie, proposait toujours la paix, le roi de Prusse, victorieux de son côté, demandait aussi à l'impératrice de Russie, Élisabeth, sa médiation. On n'avait point encore vu de vainqueurs faire tant d'avances, et on pourrait s'en étonner; mais aujourd'hui il est dangereux d'être trop conquérant. Toutes les puissances de l'Europe prennent les armes tôt ou tard, quand il y en a une qui remue; on ne voit que ligues

et contre-ligues soutenues de nombreuses armées. C'est beaucoup de pouvoir garder par la conjoncture des temps une province acquise.

Au milieu de ces grands embarras on reçut l'offre inouie d'une médiation à laquelle on ne s'attendait pas; c'était celle du grand-seigneur. Son premier visir écrivit à toutes les cours chrétiennes qui étaient en guerre, les exhortant à faire cesser l'effusion du sang humain, et leur offrant la médiation de son maître. Une telle offre n'eut aucune suite; mais elle devait servir au moins à faire rentrer en elles-mêmes tant de puissances chrétiennes qui ayant commencé la guerre par intérêt, la continuaient par obstination, et ne la finirent que par nécessité. Au reste cette médiation du sultan des Turcs était le prix de la paix que le roi de France avait ménagée entre l'empereur d'Allemagne Charles VI, et la Porte ottomane, en 1739.

Le roi de Prusse s'y prit autrement pour avoir la paix et pour garder la Silésie. Ses troupes battent complètement les Autrichiens et les Saxons aux portes de Dresde: ce fut le vieux prince d'Anhalt qui remporta cette victoire décisive. Il avait fait la guerre cinquante ans; il était entré le premier dans les lignes des Français au siege de Turin, en 1707; on le regardait comme le premier officier de l'Europe pour conduire l'infanterie. Cette grande journée fut la derniere qui mit le comble à sa gloire militaire, la seule qu'il eût jamais connue: il ne savait que combattre.

Le roi de Prusse, habile en plus d'un genre, enferma de tous côtés la ville de Dresde: il y entre

suivi de dix bataillons et de dix escadrons, désarme trois régiments de milice qui composaient la garnison; se rend au palais, où il va voir les deux princes et les trois princesses, enfants du roi de Pologne, qui y étaient demeurés : il les embrassa; il eut pour eux les attentions qu'on devait attendre de l'homme le plus poli de son siecle : il fit ouvrir toutes les boutiques qu'on avait fermées, donna à dîner à tous les ministres étrangers, fit jouer un opéra italien : on ne s'apperçut pas que la ville était au pouvoir du vainqueur, et la prise de Dresde ne fut signalée que par les fêtes qu'il y donna.

Ce qu'il y eut de plus étrange, c'est qu'étant entré dans Dresde le 18, il y fit la paix le 25 avec l'Autriche et la Saxe, et laissa tout le fardeau au roi de France.

Marie-Thérese renonça encore malgré elle à la Silésie par cette seconde paix; et Frédéric ne lui fit d'autre avantage que de reconnaître François I empereur. L'électeur palatin, comme partie contractante dans le traité, le reconnut de même; et il n'en coûta au roi de Pologne, électeur de Saxe, qu'un million d'écus d'Allemagne, qu'il fallut donner au vainqueur avec les intérêts jusqu'au jour du paiement.

Le roi de Prusse retourna dans Berlin jouir paisiblement du fruit de sa victoire; il fut reçu sous des arcs de triomphe; le peuple jetait sur ses pas des branches de sapin, faute de mieux, en criant : « Vive Frédéric le grand »! Ce prince, heureux dans ses guerres et dans ses traités, ne s'appliqua plus qu'à faire fleurir les lois et les arts dans ses

états, et il passa tout d'un coup du tumulte de la guerre à une vie retirée et philosophique; il s'adonna à la poésie, à l'éloquence, à l'histoire : tout cela était également dans son caractere; c'est en quoi il était beaucoup plus singulier que Charles XII. Il ne le regardait pas comme un grand homme, parceque Charles n'était qu'un héros. On n'est entré ici dans aucun détail des victoires du roi de Prusse; il les a écrites lui-même : c'était à César à faire ses commentaires.

Le roi de France, privé une seconde fois de cet important secours, n'en continua pas moins ses conquêtes. L'objet de la guerre était alors, du côté de la maison de France, de forcer la reine de Hongrie, par ses pertes en Flandre, à céder ce qu'elle disputait en Italie, et de contraindre les états-généraux à rentrer au moins dans l'indifférence dont ils étaient sortis.

L'objet de la reine de Hongrie était de se dédommager sur la France de ce que le roi de Prusse lui avait ravi. Ce projet, reconnu depuis impraticable par la cour d'Angleterre, était alors approuvé et embrassé par elle; car il y a des temps où tout le monde s'aveugle. L'empire donné à François I fit espérer que les Cercles se détermineraient à prendre les armes contre la France; et il n'est rien que la cour de Vienne ne fit pour les y engager.

L'empire resta neutre constamment, comme toute l'Italie l'avait été dans le commencement de ce chaos de guerre; mais les cœurs des Allemands étaient tous à Marie-Thérese.

CHAPITRE XVIII.

Suite de la conquête des Pays-Bas autrichiens. Bataille de Liege ou de Rocoux.

Le roi de France étant parti pour Paris après la prise d'Ostende, apprit en chemin que Nieuport s'était rendu; et que la garnison était prisonniere de guerre. Bientôt après le comte de Clermont-Gallerande avait pris la ville d'Ath. Le maréchal de Saxe investit Bruxelles au commencement de l'hiver. Cette ville est, comme on sait, la capitale du Brabant et le séjour des gouverneurs des Pays-Bas autrichiens. Le comte de Kaunitz, alors premier ministre, commandant à la place du prince Charles, gouverneur général du pays, était dans la ville; le comte de Lanoy, lieutenant-général des armées, en était le gouverneur particulier; le général Vander-Duin, de la part des Hollandais, y commandait dix-huit bataillons et sept escadrons: il n'y avait de troupes autrichiennes que cent cinquante dragons et autant de housards. L'impératrice-reine s'était reposée sur les Hollandais et sur les Anglais du soin de défendre son pays, et ils portaient toujours en Flandre tout le poids de cette guerre. Le feld-maréchal Los-Rios; deux princes de Ligne, l'un général d'infanterie, l'autre de cavalerie; le général Chanclos, qui avait rendu Ostende; cinq lieutenants-généraux autrichiens, avec une foule de noblesse, se trouvaient dans cette ville assiégée, où la reine de

Hongrie avait en effet beaucoup plus d'officiers que de soldats.

Les débris de l'armée ennemie étaient vers Malines sous le prince de Valdeck, et ne pouvaient s'opposer au siege. Le maréchal de Saxe avait fait subitement marcher son armée sur quatre colonnes par quatre chemins différents. On ne perdit à ce siege d'homme distingué que le chevalier d'Aubeterre, colonel du régiment des vaisseaux. La garnison avec tous les officiers-généraux fut faite prisonnière. On pouvait prendre le premier ministre, et on en avait plus de droit que les Hanovriens n'en avaient eu de saisir le maréchal de Belle-Isle: on pouvait prendre aussi le résident des États-Généraux; mais non seulement on laissa en pleine liberté le comte de Kaunitz et le ministre hollandais, on eut encore un soin particulier de leurs effets et de leur suite; on leur fournit des escortes; on renvoya au prince Charles les domestiques et les équipages qu'il avait dans la ville; on fit déposer dans les magasins toutes les armes des soldats, pour être rendues lorsqu'ils pourraient être échangés.

Le roi, qui avait tant d'avantages sur les Hollandais, et qui tenait alors plus de trente mille hommes de leurs troupes prisonniers de guerre, ménageait toujours cette république. Les États-Généraux se trouvaient dans une grande perplexité; l'orage approchait d'eux; ils sentaient leur faiblesse. La magistrature desirait la paix; mais le parti anglais, qui prenait déja toutes ses mesures pour donner un stathouder à la nation, et qui était secondé du peuple, criait toujours qu'il fallait la guerre. Les

états ainsi divisés se conduisaient sans principes, et leur conduite annonçait leur trouble.

Cet esprit de trouble et de division redoubla dans les Provinces-Unies, quand on y apprit qu'à l'ouverture de la campagne le roi marchait en personne à Anvers, ayant à ses ordres cent vingt bataillons et cent quatre-vingt-dix escadrons. Autrefois, quand la république de Hollande s'établit par les armes, elle détruisit toute la grandeur d'Anvers, la ville la plus commerçante de l'Europe; elle lui interdit la navigation de l'Escaut, et depuis elle continua d'aggraver sa chûte, sur-tout depuis que les États-Généraux étaient devenus alliés de la maison d'Autriche. Ni l'empereur Léopold, ni Charles VI, ni sa fille l'impératrice-reine, n'eurent jamais sur l'Escaut d'autres vaisseaux qu'une patache pour les droits d'entrée et de sortie. Mais quoique les États-Généraux eussent humilié Anvers à ce point, et que les commerçants de cette ville en gémissent, la Hollande la regardait comme un des remparts de son pays: ce rempart fut bientôt emporté.

Le prince de Conti eut sous ses ordres un corps d'armée séparé avec lequel il investit Mons, la capitale du Hainaut autrichien; douze bataillons qui la défendaient augmenterent le nombre des prisonniers de guerre; la moitié de cette garnison était Hollandaise. Jamais l'Autriche ne perdit tant de places, et la Hollande tant de soldats. Saint-Guillain eut le même sort; Charleroi suivit de près: on prend d'assaut la ville basse après deux jours seulement de tranchée ouverte. Le marquis, depuis maréchal de la Fare, entra dans Charleroi aux mêmes condi-

tions qu'on avait pris toutes les villes qui avaient voulu résister, c'est-à-dire que la garnison fut prisonniere. Le grand projet était d'aller à Mastricht, d'où l'on domine aisément dans les Provinces-Unies; mais pour ne laisser rien derriere soi il fallait assiéger la ville importante de Namur. Le prince Charles, qui commandait alors l'armée, fit en vain ce qu'il put pour prévenir ce siege. Au confluent de la Sambre et de la Meuse est située Namur, dont la citadelle s'éleve sur un roc escarpé; et douze autres forts bâtis sur la cime des rochers voisins semblent rendre Namur inaccessible aux attaques: c'est une des places de la barriere. Le prince de Gavres en était gouverneur pour l'impératrice-reine; mais les Hollandais, qui gardaient la ville, ne lui rendaient ni obéissance ni honneurs. Les environs de cette ville sont célebres par les campements et par les marches du maréchal de Luxembourg, du maréchal de Boufflers, et du roi Guillaume, et ne le sont pas moins par les manœuvres du maréchal de Saxe: il força le prince Charles à s'éloigner, et à le laisser assiéger Namur en liberté.

Le prince de Clermont fut chargé du siege de Namur: c'était en effet douze places qu'il fallait prendre. On attaqua plusieurs forts à la fois, ils furent tous emportés. M. de Brulart, aide-major-général, plaçant les travailleurs après les grenadiers dans un ouvrage qu'on avait pris, leur promit double paie s'ils avançaient le travail; ils en firent plus qu'on ne leur en demandait, et refuserent la double paie.

Je ne puis entrer dans le détail des actions singulieres qui se passerent à ce siege et à tous les autres,

Il y a peu d'évènements à la guerre où des officiers et de simples soldats ne fassent de ces prodiges de valeur qui étonnent ceux qui en sont témoins, et qui ensuite restent pour jamais dans l'oubli. Si un général, un prince, un monarque, eût fait une de ces actions, elle serait consacrée à la postérité; mais la multitude de ces faits militaires se nuit à elle-même, et en tout genre il n'y a que les choses principales qui restent dans la mémoire des hommes.

Cependant comment passer sous silence le fort Ballart pris en plein jour par quatre officiers seulement, M. de Launai, aide-major; M. d'Amere, capitaine dans Champagne; M. le chevalier de Fautras, alors officier d'artillerie; et M. de Clamouze, jeune Portugais du même régiment, qui, sautant seul dans les retranchements, fit mettre bas les armes à toute la garnison?

La tranchée avait été ouverte le 10 septembre devant Namur, et la ville capitula le 19. La garnison fut obligée de se retirer dans la citadelle et dans quelques autres châteaux, par la capitulation; et au bout de onze jours elle en fit une nouvelle, par laquelle elle fut toute prisonniere de guerre: elle consistait en douze bataillons, dont dix étaient hollandais.

Après la prise de Namur il restait à dissiper ou à battre l'armée des alliés: elle campait alors en-deçà de la Meuse, ayant Mastricht à sa droite et Liege à sa gauche. On s'observa, on escarmoucha quelques jours; le Jar séparait les deux armées. Le maréchal de Saxe avait dessein de livrer bataille; il marcha aux ennemis, le 11 octobre, à la pointe du

jour, sur dix colonnes. On voyait du faubourg de Liege comme d'un amphithéâtre les deux armées; celle des Français de cent vingt mille combattants, l'alliée de quatre-vingt mille. Les ennemis s'étendaient le long de la Meuse, de Liege à Viset, derriere cinq villages retranchés. On attaque aujourd'hui une armée comme une place avec du canon. Les alliés avaient à craindre qu'après avoir été forcés dans ces villages, ils ne pussent passer la riviere. Ils risquaient d'être entièrement détruits, et le maréchal de Saxe l'espérait.

Le seul officier-général que la France perdit en cette journée fut le marquis de Fénelon, neveu de l'immortel archevêque de Cambrai. Il avait été élevé par lui, et en avait toute la vertu, avec un caractere tout différent; vingt années employées dans l'ambassade de Hollande n'avaient point éteint un feu et un emportement de valeur qui lui coûta la vie. Blessé au pied depuis quarante ans, et pouvant à peine marcher, il alla sur les retranchements ennemis à cheval; il cherchait la mort, et il la trouva. Son extrême dévotion augmentait encore son intrépidité; il pensait que l'action la plus agréable à Dieu était de mourir pour son roi. Il faut avouer qu'une armée composée d'hommes qui penseraient ainsi serait invincible. Les Français eurent peu de personnes de marque blessées dans cette journée. Le fils du comte de Ségur eut la poitrine traversée d'une balle qu'on lui arracha par l'épine du dos; et il échappa à une opération plus cruelle que la blessure même. Le marquis de Lugeac reçut un coup de feu qui lui fracassa la mâchoire,

entama la langue, lui perça les deux joues. Le marquis de Laval, qui s'était distingué à Melle, le prince de Monaco, le marquis de Vaubecour, le comte de Balleroi, furent blessés dangereusement.

Cette bataille ne fut que du sang inutilement répandu, et une calamité de plus pour tous les partis. Aucun ne gagna ni ne perdit de terrain : chacun prit ses quartiers ; l'armée battue avança même jusqu'à Tongres ; l'armée victorieuse s'étendit de Louvain dans ses conquêtes, et alla jouir du repos auquel la saison d'ordinaire force les hommes dans ces pays, en attendant que le printemps ramene les cruautés et les malheurs que l'hiver a suspendus.

CHAPITRE XIX.

Succès de l'infant don Philippe et du maréchal de Maillebois, suivis des plus grands désastres.

Il n'en était pas ainsi dans l'Italie et vers les Alpes; il s'y passait alors une scene extraordinaire. Les plus tristes revers avaient succédé aux prospérités les plus rapides : la maison de France perdait en Italie plus qu'elle ne gagnait en Flandre ; et les pertes semblaient même plus irréparables que les succès de Flandre ne paraissaient utiles ; car alors le véritable objet de la guerre était l'établissement de don Philippe. Si on était vaincu en Italie, il n'y avait plus de ressources pour cet établissement ; et on avait beau être vainqueur en Flandre, on sentait bien que

tôt ou tard il faudrait rendre les conquêtes, et qu'elles n'étaient que comme un gage, une sûreté passagere qui indemnisait des pertes qu'on faisait ailleurs. Les cercles d'Allemagne ne prenaient part à rien; les bords du Rhin étaient tranquilles : c'était en effet l'Espagne qui était devenue enfin la partie principale dans la guerre; on ne combattait presque plus sur terre et sur mer que pour elle. La cour d'Espagne n'avait jamais perdu de vue Parme, Plaisance et le Milanais. De tant d'états disputés à l'héritiere de la maison d'Autriche, il ne restait plus que ces provinces d'Italie sur lesquelles on pût faire valoir des droits.

Depuis la fondation de la monarchie cette guerre est la seule dans laquelle la France ait été simplement auxiliaire ; elle le fut dans la cause de l'empereur Charles VII, jusqu'à la mort de ce prince, et dans celle de l'infant don Philippe jusqu'à la paix.

Au commencement de la campagne de 1745 en Italie, les apparences furent aussi favorables à la maison de France, qu'elles l'avaient été en Autriche en 1741 : les chemins étaient ouverts aux armées espagnole et française par la voie de Gênes. Cette république, forcée par la reine de Hongrie et par le roi de Sardaigne à se déclarer contre eux, avait enfin fait son traité définitif ; elle devait fournir environ dix-huit mille hommes. L'Espagne lui donnait trente mille piastres par mois, et cent mille une fois payées, pour le train d'artillerie que Gênes fournissait à l'armée espagnole ; car, dans cette guerre si longue et si variée, les états puissants et riches soudoyerent toujours les autres. L'armée de

don Philippe, qui descendait des Alpes avec la française jointe au corps des Génois, était de quatre-vingt mille hommes; celle du comte de Gages, qui avait poursuivi les Allemands aux environs de Rome, s'avançait forte d'environ trente mille combattants, en comptant l'armée napolitaine : c'était au temps même que le roi de Prusse vers la Saxe, et le prince de Conti vers le Rhin, empêchaient que les forces autrichiennes ne pussent secourir l'Italie. Les Gênois même eurent tant de confiance, qu'ils déclarerent la guerre dans les formes au roi de Sardaigne : le projet était que l'armée espagnole et la napolitaine viendraient joindre l'armée française et espagnole dans le Milanais.

Au mois de mars 1745, le duc de Modene et le comte de Gages, à la tête de l'armée d'Espagne et de Naples, avaient poursuivi les Autrichiens des environs de Rome à Rimini, de Rimini à Césene, à Imola, à Forli, à Bologne, et enfin jusque dans Modene.

Le maréchal de Maillebois, éleve du célebre Villars, déclaré capitaine-général de l'armée de don Philippe, arriva bientôt par Vintimille et Oneille, et descendit vers le Montferrat, sur la fin du mois de juin, à la tête des Espagnols et des Français.

De la petite principauté d'Oneille on descend dans le marquisat de Final, qui est à l'extrémité du territoire de Gênes, et de là on entre dans le Montferrat-Mantouan, pays encore hérissé de rochers qui sont une suite des Alpes; après avoir marché dans des vallées entre ces rochers, on trouve le terrain fertile d'Alexandrie; et pour aller droit à Mi-

lan, on va d'Alexandrie à Tortone : à quelques milles de là vous passez le Pô ; ensuite se présente Pavie sur le Thésin ; et de Pavie il n'y a qu'une journée à la grande ville de Milan, qui n'est point fortifiée, et qui envoie toujours ses clefs à quiconque a passé le Thésin, mais qui a un château très fort et capable de résister long-temps.

Pour s'emparer de ce pays il ne faut que marcher en force ; pour le garder, il faut veiller à droite et à gauche sur une vaste étendue de terrain, être maître du cours du Pô, depuis Casal jusqu'à Crémone, et garder l'Oglio, riviere qui tombe des Alpes du Tirol, ou bien avoir au moins Lodi, Crême et Pizzigitone pour fermer le chemin aux Allemands, qui peuvent arriver du Trentin par ce côté ; il faut enfin sur-tout avoir la communication libre par les derrieres avec la riviere de Gênes, c'est-à-dire avec ce chemin étroit qui conduit le long de la mer depuis Antibes par Monaco, Vintimille, afin d'avoir une retraite en cas de malheur. Tous les postes de ce pays sont connus et marqués par autant de combats que le territoire de Flandre.

Cette campagne d'Italie qui eut des suites si malheureuses, commença par une des plus belles manœuvres qu'on ait jamais exécutées, et qui suffirait pour donner une gloire durable, si les grandes actions n'étaient pas aujourd'hui ensevelies dans la multitude innombrable des combats, et sur-tout si cet événement heureux n'avait pas été suivi de désastres.

Le roi de Sardaigne à la tête de vingt-cinq mille

soldats, et le comte de Schulembourg avec un nombre presque égal d'Autrichiens, étaient retranchés dans une anse que forme le Tanaro vers son embouchure dans le Pô, entre Valence et Alexandrie.

Le maréchal de Maillebois, qui commandait l'armée française, et le comte de Gages, général des Espagnols, ne pouvaient forcer le roi de Sardaigne et le chasser de son poste, tant qu'il serait soutenu par les troupes impériales. Un fils du maréchal, jeune encore, imagine de les séparer; et pour y parvenir il fallait tromper les Autrichiens. Il fait son plan, il combine tous les hasards calculés sur la distance des lieux : si on envoie un gros détachement sur le chemin de Milan, Schulembourg ne voudra pas laisser prendre cette ville ; il marchera à son secours, il dégarnira le roi de Sardaigne; sur-le-champ le gros détachement reviendra rejoindre l'armée avant que les Autrichiens soient revenus, on n'aura à combattre que la moitié des troupes ennemies ; cette brusque attaque les déconcertera. Tout arriva comme le jeune comte de Maillebois l'avait prévu et arrangé. Les armées française et espagnole traversent le Tanaro ayant de l'eau jusqu'à la ceinture : le maréchal de Maillebois surprend l'infanterie du roi de Sardaigne dans son camp, et la met en fuite ; le général Gages à la tête de la cavalerie espagnole attaque la cavalerie piémontaise, la disperse, et la poursuit jusque sous le canon de Valence. Le roi de Sardaigne est obligé de reculer jusqu'à Casal dans le Piémont : on se rendit maître alors de tout le cours du Pô : c'était dans le temps même que le roi de France conquérait la Flandre, que le

roi de Prusse, son allié, fortifiait sa cause par de nouveaux succès ; tout était favorable alors dans tant de différentes scenes du théâtre de la guerre. Les Français avec les Espagnols se trouvaient en Italie, sur la fin de l'an 1745, maîtres du Montferrat, de l'Alexandrin, du Tortonais, du pays derriere Gênes, qu'on nomme les fiefs impériaux de la Loméline, du Pavesan, du Lodesan, de Milan, de presque tout le Milanais, de Parme et de Plaisance. Tous ces succès s'étaient suivis rapidement, comme ceux du roi de France dans les Pays-Bas, et du prince Édouard dans l'Écosse, tandis que le roi de Prusse, de son côté, battait au fond de l'Allemagne les troupes autrichiennes. Mais il arriva en Italie précisément la même chose qu'on avait vue en Bohême au commencement de cette guerre ; les apparences les plus heureuses couvraient les plus grandes calamités.

Le sort du roi de Prusse était, en faisant la guerre, de nuire beaucoup à la maison d'Autriche, et en faisant la paix, de nuire tout autant à la maison de France. Sa paix de Breslau avait fait perdre la Bohême ; sa paix de Dresde fit perdre l'Italie.

A peine l'impératrice-reine fut-elle délivrée pour la seconde fois de cet ennemi, qu'elle fit passer de nouvelles troupes en Italie par le Tirol et le Trentin, pendant l'hiver de 1744. L'infant don Philippe possédait Milan, mais il n'avait pas le château. Sa mere, la reine d'Espagne, lui ordonnait absolument de l'attaquer. Le maréchal de Maillebois écrivit, au mois de décembre 1745 : « Je prédis une des« truction totale, si on s'obstine à rester dans le Mi-

« lanais ». Le conseil d'Espagne s'y obstina, et tout fut perdu.

Les troupes de l'impératrice-reine d'un côté, les piémontaises de l'autre, gagnerent du terrain partout. Des places perdues, des échecs redoublés, diminuerent l'armée française et espagnole; et enfin la fatale journée de Plaisance la réduisit à sortir avec peine de l'Italie dans un état déplorable.

Le prince de Lichtenstein commandait l'armée de l'impératrice-reine: il étoit encore à la fleur de son âge; on l'avait vu ambassadeur du pere de l'impératrice à la cour de France dans une plus grande jeunesse, et il y avait acquis l'estime générale. Il la mérita encore davantage le jour de la bataille de Plaisance par sa conduite et par son courage; car se trouvant dans le même état de maladie et de langueur où l'on avait vu le maréchal de Saxe à la bataille de Fontenoi, il surmonta comme lui l'excès de son mal pour accourir à cette bataille, et il la gagna d'une maniere aussi complete. Ce fut la plus longue et une des plus sanglantes de toute la guerre. Le maréchal de Maillebois n'était point d'avis d'attaquer l'armée impériale; mais le comte de Gages lui montra des ordres précis de la cour de Madrid. Le général français attaqua trois heures avant le jour, et fut long-temps vainqueur à son aile droite qu'il commandait; mais l'aile gauche de cette armée ayant été enveloppée par un nombre supérieur d'Autrichiens, le général d'Aremburre blessé et pris, et le maréchal de Maillebois n'ayant pu le secourir assez tôt, cette aile gauche fut entièrement défaite; et on fut obligé,

après neuf heures de combat, de se retirer sous Plaisance.

Si l'on combattait de près comme autrefois, une mêlée de neuf heures de bataillon contre bataillon, d'escadron contre escadron, et d'homme contre homme, détruirait les armées entieres, et l'Europe serait dépeuplée par le nombre prodigieux de combats qu'on a livrés de nos jours; mais dans ces batailles, comme je l'ai déja remarqué, on ne se mêle presque jamais. Le fusil et le canon sont moins meurtriers que ne l'étaient autrefois la pique et l'épée. On est très long-temps même sans tirer, et dans le terrain coupé d'Italie, on tire entre des haies; on consume du temps à s'emparer d'une cassine, à pointer son canon, à se former et à se reformer; ainsi neuf heures de combat ne sont pas neuf heures de destruction.

La perte des Espagnols, des Français, et de quelques régiments napolitains, fut cependant de plus de huit mille hommes tués ou blessés, et on leur fit quatre mille prisonniers. Enfin l'armée du roi de Sardaigne arriva; et alors le danger redoubla; toute l'armée des trois couronnes de France, d'Espagne, et de Naples, courait risque d'être prisonniere.

Dans ces tristes conjonctures l'infant don Philippe reçut une nouvelle qui devait selon toutes les apparences mettre le comble à tant d'infortunes; c'était la mort de Philippe V, roi d'Espagne, son pere. Ce monarque, après avoir autrefois essuyé beaucoup de revers, et s'être vu deux fois obligé d'abandonner sa capitale, avait régné paisiblement en Espagne; et s'il n'avait pu rendre à cette monar-

chie la splendeur où elle fut sous Philippe II, il l'avait mise du moins dans un état plus florissant qu'elle n'avait été sous Philippe IV et sous Charles II. Il n'y avait que la dure nécessité de voir toujours Gibraltar, Minorque, et le commerce de l'Amérique espagnole, entre les mains des Anglais, qui eût continuellement traversé le bonheur de son administration. La conquête d'Oran sur les Maures, en 1732, la couronne de Naples et Sicile enlevée aux Autrichiens, et affermie sur la tête de son fils don Carlos, avaient signalé son regne, et il se flattait avec apparence, quelque temps avant sa mort, de voir le Milanais, Parme et Plaisance, soumis à l'infant don Philippe, son autre fils de son second mariage avec la princesse de Parme.

Précipité, comme les autres princes, dans ces grands mouvements qui agitent presque toute l'Europe, il avait senti plus que personne le néant de la grandeur, et la douloureuse nécessité de sacrifier tant de milliers d'hommes à des intérêts qui changent tous les jours. Dégoûté du trône, il l'avait abdiqué pour son premier fils, don Louis, et l'avait repris après la mort de ce prince, toujours prêt à le quitter, et n'ayant éprouvé, par sa complexion mélancolique, que l'amertume attachée à la condition humaine, même dans la puissance absolue.

La nouvelle de sa mort, arrivée à l'armée après sa défaite, augmenta l'embarras où l'on était. On ne savait pas encore si Ferdinand VI, successeur de Philippe V, ferait pour un frere d'un second mariage ce que Philippe V avait fait pour un fils. Ce qui restait de cette florissante armée des trois cou-

ronnes courait risque plus que jamais d'être enfermé sans ressource ; elle était entre le Pô, le Lambro, le Tidone et la Trébie. Se battre en rase campagne ou dans un poste contre une armée supérieure est très ordinaire ; sauver des troupes vaincues et enfermées est très rare ; c'est l'effort de l'art militaire.

Le comte de Maillebois, fils du maréchal, osa proposer de se retirer en combattant ; il se chargea de l'entreprise, la dirigea sous les yeux de son pere, et en vint à bout : l'armée des trois couronnes passa tout entiere en un jour et une nuit sur trois ponts, avec quatre mille mulets chargés, et mille chariots de vivres, et se forma le long du Tidone. Les mesures étaient si bien prises que le roi de Sardaigne et les Autrichiens ne purent l'attaquer que quand elle put se défendre. Les Français et les Espagnols soutinrent une bataille longue et opiniâtre, pendant laquelle ils ne furent point entamés.

Cette journée, plus estimée des juges de l'art qu'éclatante aux yeux du vulgaire, fut comptée pour une journée heureuse, parceque l'on remplit l'objet proposé : cet objet était triste, c'était de se retirer par Tortone, et de laisser au pouvoir de l'ennemi Plaisance et tout le pays. En effet, le lendemain de cette étrange bataille, Plaisance se rendit, et plus de trois mille malades y furent faits prisonniers de guerre.

De toute cette grande armée qui devait subjuguer l'Italie, il ne resta enfin que seize mille hommes effectifs à Tortone. La même chose était arrivée du temps de Louis XIV après la journée de Turin ;

François I, Louis XII, Charles VIII, avaient essuyé les mêmes disgraces. Grandes leçons toujours inutiles.

On se retira bientôt à Gavi vers les confins des Génois. L'infant et le duc de Modene allerent dans Gênes; mais au lieu de la rassurer ils en augmenterent les alarmes. Gênes était bloquée par les escadres anglaises ; il n'y avait pas de quoi nourrir le peu de cavalerie qui restait encore; quarante mille Autrichiens et vingt mille Piémontais approchaient: si l'on restait dans Gênes, on pouvait la défendre; mais on abandonnait le comté de Nice, la Savoie, la Provence. Un nouveau général espagnol, le marquis de la Mina, était envoyé pour sauver les débris de l'armée; les Génois le suppliaient, mais ils ne purent rien obtenir.

Gênes n'est pas une ville qui doive, comme Milan, porter ses clefs à quiconque approche d'elle avec une armée; outre son enceinte, elle en a une seconde de plus de deux lieues d'étendue, formée sur une chaîne de rochers; par-delà cette double enceinte l'Apennin lui sert par-tout de fortification. Le poste de la Bocchetta, par où les ennemis s'avançaient, avait toujours été réputé imprenable: cependant les troupes qui gardaient ce poste ne firent aucune résistance, et allerent se rejoindre aux débris de l'armée française et espagnole, qui se retiraient par Vintimille. La consternation des Génois ne leur permit pas de tenter seulement de se défendre. Ils avaient une grosse artillerie, l'ennemi n'avait point de canon de siege; mais ils n'attendirent pas que ce canon arrivât, et la terreur les précipita dans toutes

les extrémités qu'ils craignaient. Le sénat envoya précipitamment quatre sénateurs dans les défilés des montagnes où campaient les Autrichiens, pour recevoir du général Brown et du marquis de Botta d'Adorno, Milanais, lieutenant-général de l'impératrice-reine, les lois qu'ils voudraient bien donner. Ils se soumirent à remettre leur ville dans vingt-quatre heures, à rendre prisonniers leurs soldats, les Français et les Espagnols, à livrer tous les effets qui pourraient appartenir à des sujets de France, d'Espagne, et de Naples. On stipula que quatre sénateurs se rendraient en otage à Milan; qu'on paierait sur-le-champ cinquante mille génovines, qui font environ quatre cent mille livres de France, en attendant les taxes qu'il plairait au vainqueur d'imposer.

On se souvenait que Louis XIV avait exigé autrefois que le doge de Gênes vînt lui faire des excuses à Versailles avec quatre sénateurs: on en ajouta deux pour l'impératrice-reine; mais elle mit sa gloire à refuser ce que Louis XIV avait exigé; elle crut qu'il y avait peu d'honneur à humilier les faibles; et ne songea qu'à tirer de Gênes de fortes contributions, dont elle avait plus de besoin que du vain honneur de voir le doge de la petite république de Gênes avec six Génois au pied du trône impérial.

Gênes fut taxée à vingt-quatre millions de livres: c'était la ruiner entièrement. Cette république ne s'était pas attendue, quand la guerre commença pour la succession de la maison d'Autriche, qu'elle en serait la victime; mais dès qu'on arme dans l'Europe il n'y a point de petit état qui ne doive trembler.

La puissance autrichienne, accablée en Flandre, mais victorieuse dans les Alpes, n'était plus embarrassée que du choix des conquêtes qu'elle pouvait faire vers l'Italie. Il paraissait également aisé d'entrer dans Naples ou dans la Provence. Il lui eût été plus facile de garder Naples. Le conseil autrichien crut qu'après avoir pris Toulon et Marseille, il réduirait les deux Siciles facilement, et que les Français ne pourraient plus repasser les Alpes.

Le 28 octobre le maréchal de Maillebois était sur le Var, qui sépare la France du Piémont. Il n'avait pas onze mille hommes. Le marquis de la Mina n'en ramenait pas neuf mille. Le général espagnol se sépara alors des Français, tourna vers la Savoie par le Dauphiné ; car les Espagnols étaient toujours maîtres de ce duché, et ils voulaient le conserver en abandonnant le reste.

Les vainqueurs passèrent le Var au nombre de près de quarante mille hommes. Les débris de l'armée française se retiraient dans la Provence, manquant de tout, la moitié des officiers à pied ; point d'approvisionnement, point d'outils pour rompre les ponts, peu de vivres. Le clergé, les notables, les peuples, couraient au-devant des détachements autrichiens pour leur offrir des contributions, et être préservés du pillage.

Tel était l'effet des révolutions d'Italie, pendant que les armées françaises conquéraient les Pays-Bas, et que le prince Charles Édouard, dont nous parlerons, avait pris et perdu l'Écosse.

CHAPITRE XX.

Les Autrichiens et les Piémontais entrent en Provence; les Anglais, en Bretagne.

L'INCENDIE qui avait commencé vers le Danube, et presque aux portes de Vienne, et qui d'abord avait semblé ne devoir durer que peu de mois, était parvenu après six ans sur les côtes de France. Presque toute la Provence était en proie aux Autrichiens. D'un côté leurs partis désolaient le Dauphiné, de l'autre ils passaient au-delà de la Durance. Vence et Grasse furent abandonnées au pillage, les Anglais faisaient des descentes dans la Bretagne, et leurs escadres allaient devant Toulon et Marseille aider leurs alliés à prendre ces deux villes, tandis que d'autres escadres attaquaient les possessions françaises en Asie et en Amérique.

Il fallait sauver la Provence: le maréchal de Belle-Isle y fut envoyé, mais d'abord sans argent et sans armée: c'était à lui à réparer les maux d'une guerre universelle que lui seul avait allumée. Il ne vit que de la désolation, des miliciens effrayés, des débris de régiments sans discipline, qui s'arrachaient le foin et la paille; les mulets des vivres mouraient faute de nourriture; les ennemis avaient tout rançonné, du Var à la riviere d'Argens et à la Durance. L'infant don Philippe et le duc de Modene étaient dans la ville d'Aix en Provence, où ils attendaient les efforts que feraient la France et l'Espagne pour sortir de cette situation cruelle.

Les ressources étaient encore éloignées, les dangers et le besoin pressaient: le maréchal eut beaucoup de peine à emprunter en son nom cinquante mille écus pour subvenir aux plus pressants besoins. Il fut obligé de faire les fonctions d'intendant et de munitionnaire. Ensuite, à mesure que le gouvernement lui envoyait quelques bataillons et quelques escadrons, il prenait des postes par lesquels il arrêtait les Autrichiens et les Piémontais. Il couvrit Castellane, Draguignan et Brignoles, dont l'ennemi allait se rendre maître.

Enfin, au commencement de janvier 1747, se trouvant fort de soixante bataillons et de vingt-deux escadrons, et secondé du marquis de la Mina, qui lui fournit quatre à cinq mille Espagnols, il se vit en état de pousser de poste en poste les ennemis hors de la Provence. Ils étaient encore plus embarrassés que lui, car ils manquaient de subsistances. Ce point essentiel est ce qui rend la plupart des invasions infructueuses. Ils avaient d'abord tiré toutes leurs provisions de Gênes; mais la révolution inouie qui se faisait pour lors dans Gênes, et dont il n'y a point d'exemple dans l'histoire, les priva d'un secours nécessaire, et les força de retourner en Italie.

CHAPITRE XXI.

Révolution de Gênes.

Il se faisait alors dans Gênes un changement aussi important qu'imprévu.

Les Autrichiens usaient avec rigueur du droit de la victoire : les Génois ayant épuisé leurs ressources et donné tout l'argent de leur banque de Saint-George pour payer seize millions, demanderent grace pour les huit autres ; mais on leur signifia de la part de l'impératrice-reine que non seulement il les fallait donner, mais qu'il fallait payer encore environ autant pour l'entretien de neuf régiments répandus dans les faubourgs de Saint-Pierre des Arenes, de Bisagno, et dans les villages circonvoisins. A la publication de ces ordres le désespoir saisit tous les habitants ; leur commerce était ruiné, leur crédit perdu, leur banque épuisée, les magnifiques maisons de campagne qui embellissaient les dehors de Gênes pillées, les habitants traités en esclaves par le soldat : ils n'avaient plus à perdre que la vie, et il n'y avait point de Génois qui ne parût enfin résolu à la sacrifier plutôt que de souffrir plus long-temps un traitement si honteux et si rude.

Gênes captive comptait encore parmi ses disgraces la perte du royaume de Corse, si long-temps soulevé contre elle, et dont les mécontents seraient sans doute appuyés pour jamais par ses vainqueurs.

La Corse, qui s'était plainte d'être opprimée par Gênes, comme Gênes l'était par les Autrichiens, jouissait dans ce chaos de révolutions de l'infortune de ses maîtres. Ce surcroît d'afflictions n'était que pour le sénat : en perdant la Corse, il ne perdait qu'un fantôme d'autorité ; mais le reste des Génois était en proie aux afflictions réelles qu'entraine la misere. Quelques sénateurs fomentaient sourdement

et avec habileté les résolutions désespérées que les habitants semblaient disposés à prendre : ils avaient besoin de la plus grande circonspection ; car il était vraisemblable qu'un soulèvement téméraire et mal soutenu ne produirait que la destruction du sénat et de la ville. Les émissaires des sénateurs se contentaient de dire aux plus accrédités du peuple : « Jus- « qu'à quand attendrez-vous que les Autrichiens « viennent vous égorger entre les bras de vos fem- « mes et de vos enfants pour vous arracher le peu « de nourriture qui vous reste ? leurs troupes sont « dispersées hors de l'enceinte de vos murs ; il n'y « a dans la ville que ceux qui veillent à la garde de « vos portes ; vous êtes ici plus de trente mille hom- « mes capables d'un coup de main : ne vaut-il pas « mieux mourir que d'être spectateurs des ruines de « votre patrie » ? Mille discours pareils animaient le peuple ; mais il n'osait encore remuer, et personne n'osait arborer l'étendard de la liberté.

Les Autrichiens tiraient de l'arsenal de Gênes des canons et des mortiers pour l'expédition de Provence, et ils faisaient servir les habitants à ce travail. Le peuple murmurait, mais il obéissait. Un capitaine autrichien ayant rudement frappé un habitant qui ne s'empressait pas assez, ce moment fut le signal auquel le peuple s'assembla, s'émut, et s'arma de tout ce qu'il put trouver, pierres, bâtons, épées, fusils, instruments de toute espèce. Ce peuple, qui n'avait pas eu seulement la pensée de défendre sa ville quand les ennemis en étaient encore éloignés, la défendit quand ils en étaient les maîtres. Le marquis de Botta, qui était à Saint-Pierre des Arènes,

crut que cette émeute du peuple se ralentirait d'elle-même, et que la crainte reprendrait bientôt la place de cette fureur passagere ; le lendemain il se contenta de renforcer la garde des portes, et d'envoyer quelques détachements dans les rues. Le peuple, attroupé en plus grand nombre que la veille, courait au palais du doge demander les armes qui sont dans ce palais : le doge ne répondit rien : les domestiques indiquerent un autre magasin ; on y court, on l'enfonce, on s'arme ; une centaine d'officiers se distribue dans la place ; on se barricade dans les rues ; et l'ordre qu'on tâche de mettre autant qu'on le peut dans ce bouleversement subit et furieux n'en ralentit point l'ardeur.

Il semble que dans cette journée et dans les suivantes la consternation qui avait si long-temps atterré l'esprit des Génois eût passé dans les Allemands : ils ne tenterent pas de combattre le peuple avec des troupes régulieres ; ils laisserent les soulevés se rendre maîtres de la porte Saint-Thomas, et de la porte Saint-Michel. Le sénat, qui ne savait pas encore si le peuple soutiendrait ce qu'il avait si bien commencé, envoya une députation au général autrichien dans Saint-Pierre des Arenes. Le marquis de Botta négocia lorsqu'il fallait combattre ; il dit aux sénateurs qu'ils armassent les troupes génoises laissées désarmées dans la ville, et qu'ils les joignissent aux Autrichiens pour tomber sur les rebelles au signal qu'il ferait. Mais on ne devait pas s'attendre que le sénat de Gênes se joignît aux oppresseurs de la patrie pour accabler ses défenseurs et pour achever sa perte.

Les Allemands, comptant sur les intelligences qu'ils avaient dans la ville, s'avancerent à la porte de Bisagno par le faubourg qui porte ce nom; mais ils y furent reçus par des salves de canon et de mousqueterie. Le peuple de Gênes composait alors une armée; on battait la caisse dans la ville au nom du peuple, et on ordonnait sous peine de la vie à tous les citoyens de sortir en armes hors de leurs maisons, et de se ranger sous les drapeaux de leurs quartiers. Les Allemands furent attaqués à la fois dans le faubourg de Bisagno, et dans celui de Saint-Pierre des Arenes; le tocsin sonnait en même temps dans tous les villages des vallées: les paysans s'assemblerent au nombre de vingt mille. Un prince Doria, à la tête du peuple, attaqua le marquis de Botta dans Saint-Pierre des Arenes; le général et ses neuf régiments se retirerent en désordre: ils laisserent quatre mille prisonniers et près de mille morts, tous leurs magasins, tous leurs équipages, et allerent au poste de la Bocchetta, poursuivis sans cesse par de simples paysans, et forcés enfin d'abandonner ce poste, et de fuir jusqu'à Gavi.

C'est ainsi que les Autrichiens perdirent Gênes pour avoir trop méprisé et accablé le peuple, et pour avoir eu la simplicité de croire que le sénat se joindrait à eux contre les habitants qui secouraient le sénat même. L'Europe vit avec surprise qu'un peuple faible, nourri loin des armes, et que ni son enceinte de rochers, ni les rois de France, d'Espagne, de Naples, n'avaient pu sauver du joug des Autrichiens, l'eût brisé sans aucun secours, et eût chassé ses vainqueurs.

Il y eut dans ces tumultes beaucoup de brigandages ; le peuple pilla plusieurs maisons appartenantes aux sénateurs soupçonnés de favoriser les Autrichiens. Mais ce qui fut le plus étonnant dans cette révolution, c'est que ce même peuple, qui avait quatre mille de ses vainqueurs dans ses prisons, ne tourna point ses forces contre ses maîtres. Il avait des chefs ; mais ils étaient indiqués par le sénat, et parmi eux il ne s'en trouva point d'assez considérable pour usurper long-temps l'autorité. Le peuple choisit trente-six citoyens pour le gouverner ; mais il y ajouta quatre sénateurs, Grimaldi, Scaglia, Lomelini, Fornari, et ces quatre nobles rendaient secrètement compte au sénat, qui paroissait ne se mêler plus du gouvernement : mais il gouvernait en effet ; il faisait désavouer à Vienne la révolution qu'il fomentait à Gênes, et dont il redoutait la plus terrible vengeance. Son ministre dans cette cour déclara que la noblesse génoise n'avait aucune part à ce changement, qu'on appelait révolte. Le conseil de Vienne, agissant encore en maître, et croyant être bientôt en état de reprendre Gênes, lui signifia que le sénat eût à faire payer incessamment les huit millions restants de la somme à laquelle on l'avait condamné, à en donner trente pour les dommages causés à ses troupes, à rendre tous les prisonniers, à faire justice des séditieux. Ces lois, qu'un maître irrité aurait pu donner à des sujets rebelles et impuissants, ne firent qu'affermir les Génois dans la résolution de se défendre, et dans l'espérance de repousser de leur territoire ceux

qu'ils avaient chassés de la capitale. Quatre mille Autrichiens dans les prisons de Gênes étaient encore des otages qui les rassuraient.

Cependant les Autrichiens, aidés des Piémontais, en sortant de Provence, menaçaient Gênes de rentrer dans ses murs. Un des généraux autrichiens avait déja renforcé ses troupes de soldats albanois, accoutumés à combattre au milieu des rochers. Ce sont les anciens Épirotes, qui passent encore pour être aussi bons guerriers que leurs ancêtres. Il eut ces Épirotes par le moyen de son oncle, ce fameux Schulembourg qui, après avoir résisté au roi de Suede, Charles XII, avait défendu Corfou contre l'empire ottoman. Les Autrichiens repasserent donc la Bocchetta : ils resserraient Gênes d'assez près ; la campagne, à droite et à gauche était livrée à la fureur des troupes irrégulieres, au saccagement et à la dévastation. Gênes était consternée, et cette consternation même y produisait des intelligences avec ses oppresseurs : pour comble de malheur, il y avait alors une grande division entre le sénat et le peuple. La ville avait des vivres, mais plus d'argent ; et il fallait dépenser dix-huit mille florins par jour pour entretenir les milices qui combattaient dans la campagne, ou qui gardaient la ville. La république n'avait ni aucunes troupes régulieres aguerries, ni aucun officier expérimenté. Nul secours n'y pouvait arriver que par mer, et encore au hasard d'être pris par une flotte anglaise conduite par l'amiral Medlay, qui dominait sur les côtes.

Le roi de France fit d'abord tenir au sénat un

million, par un petit vaisseau qui échappa aux Anglais. Les galeres de Toulon et de Marseille partent chargées d'environ six mille hommes. On relâcha en Corse et à Monaco à cause d'une tempête, et sur-tout de la flotte anglaise. Cette flotte prit six bâtiments qui portaient environ mille soldats; mais enfin le reste entra dans Gênes au nombre d'environ quatre mille cinq cents Français, qui firent renaître l'espérance.

Bientôt après le duc de Boufflers arrive et vient commander les troupes qui défendent Gênes, et dont le nombre augmente de jour en jour. Il fallut que ce général passât dans une barque, et trompât la flotte de l'amiral Medlay.

Le duc de Boufflers se trouvait à la tête d'environ huit mille hommes de troupes régulieres dans une ville bloquée, qui s'attendait à être bientôt assiégée: il y avait peu d'ordre, peu de provisions, point de poudre; les chefs du peuple étaient peu soumis au sénat. Les Autrichiens conservaient toujours quelques intelligences. Le duc de Boufflers eut d'abord autant d'embarras avec ceux qu'il venait défendre qu'avec ceux qu'il venait combattre. Il mit l'ordre par-tout; des provisions de toute espece aborderent en sûreté, moyennant une rétribution qu'on donnait en secret à des capitaines de vaisseaux anglais: tant l'intérêt particulier sert toujours à faire ou à réparer les malheurs publics! Les Autrichiens avaient quelques moines dans leur parti: on leur opposa les mêmes armes avec plus de force; on engagea les confesseurs à refuser l'absolution à quiconque balançait

entre la patrie et les ennemis. Un hermite se mit à la tête des milices qu'il encourageait par son enthousiasme en leur parlant, et par son exemple en combattant. Il fut tué dans un de ces petits combats qui se donnaient tous les jours, et mourut en exhortant les Génois à se défendre. Les dames génoises mirent en gage leurs pierreries chez des Juifs, pour subvenir aux frais des ouvrages nécessaires.

Mais le plus puissant de ces encouragements fut la valeur des troupes françaises, que le duc de Boufflers employait souvent à attaquer les ennemis dans leurs postes au-delà de la double enceinte de Gênes. On réussit dans presque tous ces petits combats, dont le détail attirait alors l'attention, et qui se perdent ensuite parmi les évènements innombrables.

La cour de Vienne ordonna enfin qu'on levât le blocus. Le duc de Boufflers ne jouit point de ce bonheur et de cette gloire; il mourut de la petite vérole le jour même que les ennemis se retiraient. Il était fils du maréchal de Boufflers, ce général si estimé sous Louis XIV, homme vertueux, bon citoyen; et le duc avait les qualités de son pere.

Gênes n'était pas alors pressée, mais elle était toujours très menacée par les Piémontais, maîtres de tous les environs, par la flotte anglaise qui bouchait ses ports, par les Autrichiens qui revenaient des Alpes fondre sur elle. Il fallait que le maréchal de Belle-Isle descendit en Italie, et c'est ce qui était d'une extrême difficulté.

Gênes devait à la fin être accablée, le royaume de Naples exposé, toute espérance ôtée à don Philippe de s'établir en Italie. Le duc de Modene en ce cas paraissait sans ressource; Louis XV ne se rebuta pas.

Il envoya à Gênes le duc de Richelieu, de nouvelles troupes, de l'argent. Le duc de Richelieu arrive dans un petit bâtiment, malgré la flotte anglaise; ses troupes passent à la faveur de la même manœuvre. La cour de Madrid seconde ces efforts; elle fait passer à Gênes environ trois mille hommes; elle promet deux cent cinquante mille livres par mois aux Génois: mais le roi de France les donne; le duc de Richelieu repousse les ennemis dans plusieurs combats, fait fortifier tous les postes, met les côtes en sûreté. Alors la cour d'Angleterre s'épuisait pour faire tomber Gênes, comme celle de France pour la défendre. Le ministere anglais donne cent cinquante mille livres sterling à l'impératrice-reine, et autant au roi de Sardaigne pour entreprendre le siege de Gênes. Les Anglais perdirent leurs avances. Le maréchal de Belle-Isle, après avoir pris le comté de Nice, tenait les Autrichiens et les Piémontais en alarmes. S'ils faisaient le siege de Gênes, il tombait sur eux. Ainsi étant encore arrêté par eux, il les arrêtait.

CHAPITRE XXII.

Combat d'Exilles funeste aux Français.

Pour pénétrer en Italie malgré les armées d'Autriche et de Piémont quel chemin fallait-il prendre? Le général espagnol, la Mina, voulait qu'on tirât à Final par le chemin de la côte du Ponent, où l'on ne peut aller qu'un à un; mais il n'avait ni canons ni provisions : transporter l'artillerie française, garder une communication de près de quarante marches par une route aussi serrée qu'escarpée, où tout doit être porté à dos de mulet; être exposé sans cesse au canon des vaisseaux anglais; de telles difficultés paraissaient insurmontables. On proposait la route de Démont et de Coni : mais assiéger Coni était une entreprise dont tout le danger était connu. On se détermina pour la route du col d'Exilles, à près de vingt-cinq lieues de Nice, et on résolut d'emporter cette place.

Cette entreprise n'était pas moins hasardeuse; mais on ne pouvait choisir qu'entre des périls. Le comte de Belle-Isle saisit avidement cette occasion de se signaler; il avait autant d'audace pour exécuter un projet que de dextérité pour le conduire, homme infatigable dans le travail du cabinet et dans celui de la campagne. Il part donc, et prend son chemin en retournant vers le Dauphiné, et s'enfonçant ensuite vers le col de l'As-

siette, sur le chemin d'Exilles : c'est là que vingt et un bataillons piémontais l'attendaient derriere des retranchements de pierre et de bois, hauts de dix-huit pieds sur treize pieds de profondeur, et garnis d'artillerie.

Pour emporter ces retranchements le comte de Belle-Isle avait vingt-huit bataillons et sept canons de campagne, qu'on ne put guere placer d'une maniere avantageuse. On s'enhardissait à cette entreprise par le souvenir des journées de Montalban et de Château-dauphin, qui semblaient justifier tant d'audace. Il n'y a jamais d'attaques entièrement semblables, et il est bien difficile encore et plus meurtrier d'attaquer des palissades qu'il faut arracher avec les mains sous un feu plongeant et continu, que de gravir et de combattre sur des rochers; enfin, ce qu'on doit compter pour beaucoup, les Piémontais étaient très aguerris, et l'on ne pouvait mépriser des troupes que le roi de Sardaigne avait commandées. L'action dura deux heures, c'est-à-dire que les Piémontais tuerent deux heures de suite sans peine et sans danger tous les Français qu'ils choisirent : M. d'Arnaud, maréchal-de-camp, qui menait une division, fut blessé à mort des premiers avec M. de Grille, major-général de l'armée.

Parmi tant d'actions sanglantes qui signalerent cette guerre de tous côtés, ce combat fut un de ceux où l'on eut le plus à déplorer la perte prématurée d'une jeunesse florissante, inutilement sacrifiée. Le comte de Goas, colonel de Bourbonnais, y périt. Le marquis de Donge, colonel de Soisson-

nais, y reçut une blessure dont il mourut six jours après. Le marquis de Brienne, colonel d'Artois, ayant eu un bras emporté, retourna aux palissades en disant : « Il m'en reste un autre pour le service du roi » ; et il fut frappé à mort. On compta trois mille six cent quatre-vingt-quinze morts, et mille six cent six blessés ; fatalité contraire à l'évènement de toutes les autres batailles, où les blessés sont toujours le plus grand nombre. Celui des officiers qui périrent fut très grand ; presque tous ceux du régiment de Bourbonnais furent blessés ou moururent, et les Piémontais ne perdirent pas cent hommes.

Belle-Isle désespéré arrachait les palissades, et, blessé aux deux mains, il tirait des bois avec les dents, quand enfin il reçut le coup mortel. Il avait dit souvent qu'il ne fallait pas qu'un général survécût à sa défaite, et il ne prouva que trop que ce sentiment était dans son cœur. Les blessés furent menés à Briançon, où l'on ne s'était pas attendu au désastre de cette journée. M. d'Audifret, lieutenant de roi, vendit sa vaisselle d'argent pour secourir les malades ; sa femme, près d'accoucher, prit elle-même le soin des hôpitaux, pansa de ses mains les blessés, et mourut en s'acquittant de ce pieux office : exemple aussi triste que noble, et qui mérite d'être consacré dans l'histoire.

CHAPITRE XXIII.

Le roi de France, maître de la Flandre et victorieux, propose en vain la paix. Prise du Brabant hollandais. Les conjonctures font un stathouder.

DANS ce fracas d'évènements tantôt malheureux, tantôt favorables, le roi victorieux en Flandre était le seul souverain qui voulût la paix. Toujours en droit d'attaquer le territoire des Hollandais, et toujours le menaçant, il crut les amener à son grand dessein d'une pacification générale en leur proposant un congrès dans une de leurs villes; on choisit Bréda. Le marquis de Puisieux y alla des premiers en qualité de plénipotentiaire. Les Hollandais envoyerent à Bréda M. de Vassenaer, sans avoir aucune vue déterminée. La cour d'Angleterre, qui ne penchait pas à la paix, ne put paraître publiquement la refuser. Le comte de Sandwich, petit-fils par sa mere du fameux Vilmot, comte de Rochester, fut le plénipotentiaire anglais: mais tandis que les puissances auxiliaires de l'impératrice-reine avaient des ministres à ce congrès inutile, cette princesse n'y en eut aucun.

Les Hollandais devaient plus que toute autre puissance presser l'heureux effet de ces apparences pacifiques. Un peuple tout commerçant, qui n'était plus guerrier, qui n'avait ni bons généraux ni bons soldats, et dont les meilleures troupes étaient pri-

sonnieres en France au nombre de plus de trente-cinq mille hommes, semblait n'avoir d'autre intérêt que de ne pas attirer sur son terrain l'orage qu'il avait vu fondre sur la Flandre. La Hollande n'était plus même une puissance maritime; ses amirautés ne pouvaient pas alors mettre en mer vingt vaisseaux de guerre. Les régents sentaient tous que si la guerre entamait leurs provinces, ils seraient forcés de se donner un stathouder, et par conséquent un maître. Les magistrats d'Utrecht, de Dordrecht, de la Brille, avaient toujours insisté pour la neutralité; quelques membres de la république étaient ouvertement de cet avis: en un mot il est certain que si les États-Généraux avaient pris la ferme résolution de pacifier l'Europe, ils en seraient venus à bout; ils auraient joint cette gloire à celle d'avoir fait autrefois d'un si petit pays un état puissant et libre, et cette gloire a été long-temps dans leurs mains; mais le parti anglais et le préjugé général prévalurent. Je ne crois pas qu'il y ait un peuple qui revienne plus difficilement de ses anciennes impressions que la nation hollandaise. L'irruption de Louis XIV et l'année 1672 étaient encore dans leurs cœurs; et j'ose dire que je me suis apperçu plus d'une fois que leur esprit, frappé de la hauteur ambitieuse de Louis XIV, ne pouvait concevoir la modération de Louis XV; ils ne la crurent jamais sincere. On regardait toutes ses démarches pacifiques et tous ses ménagements, tantôt comme des preuves de faiblesse, tantôt comme des pieges.

Le roi, qui ne pouvait les persuader, fut forcé

de conquérir une partie de leur pays pendant la tenue d'un congrès inutile: il fit entrer ses troupes dans la Flandre hollandaise; c'est un démembrement des domaines de cette même Autriche dont ils prenaient la défense: il commence une lieue au-dessous de Gand, et s'étend à droite et à gauche, d'un côté à Middelbourg sur la mer, de l'autre jusqu'au-dessous d'Anvers sur l'Escaut. Il est garni de petites places d'un difficile accès, et qui auraient pu se défendre. Le roi, avant de prendre cette province, poussa encore les ménagements jusqu'à déclarer aux Etats-Généraux qu'il ne regarderait ces places que comme un dépôt, qu'il s'engageait à restituer sitôt que les Hollandais cesseraient de fomenter la guerre, en accordant des passages et des secours d'hommes et d'argent à ses ennemis.

On ne sentit point cette indulgence, on ne vit que l'irruption; et la marche des troupes françaises fit un stathouder. Il arriva précisément ce que l'abbé de la Ville, dans le temps qu'il faisait les fonctions d'envoyé en Hollande, avait dit à plusieurs seigneurs des États, qui refusaient toute conciliation, et qui voulaient changer la forme du gouvernement: « Ce ne sera pas vous, ce sera nous qui vous donnerons un maître. »

Tout le peuple, au bruit de l'invasion, demanda pour stathouder le prince d'Orange; la ville de Terveere, dont il était seigneur, commença, et le nomma; toutes les villes de la Zélande suivirent; Roterdam, Delit, le proclamerent: il n'eût pas été sûr pour les régents de s'opposer à la mul-

titude; ce n'était par-tout qu'un avis unanime. Tout le peuple de la Haye entoura le palais où s'assemblent les députés de la province de Hollande et de Vestfrise, la plus puissante des sept, qui seule paie la moitié des charges de tout l'état, et dont le pensionnaire est regardé comme le plus considéré personnage de la république : il fallut dans l'instant, pour appaiser le peuple, arborer le drapeau d'Orange au palais et à l'hôtel-de-ville; et deux jours après le prince fut élu. Le diplôme porta « qu'en considération des tristes circonstances « où l'on était, on nommait stathouder, capitaine et « amiral général Guillaume-Charles-Henri Frison, « prince d'Orange, de la branche de Nassau-Diest », qu'on nomme Dist. Il fut bientôt reconnu par toutes les villes, et reçu en cette qualité à l'assemblée des États-Généraux. Les termes dans lesquels la province de Hollande avait conçu son élection montraient trop que les magistrats l'avaient nommé malgré eux. On sait assez que tout prince veut être absolu, et que toute république est ingrate. Les Provinces-Unies, qui devaient à la maison de Nassau la plus grande puissance où jamais un petit état soit parvenu, purent rarement établir ce juste milieu entre ce qu'ils devaient au sang de leurs libérateurs et ce qu'ils devaient à leur liberté.

Louis XIV en 1672, Louis XV en 1747, ont créé deux stathouders par la terreur; et le peuple hollandais a rétabli deux fois ce stathoudérat, que la magistrature voulait détruire.

Les régents avaient laissé, autant qu'ils l'avaient

pu, le prince Henri Frison d'Orange dans l'éloignement des affaires; et même quand la province de Gueldre le choisit pour son stathouder, en 1722, quoique cette place ne fût qu'un titre honorable, quoiqu'il ne disposât d'aucun emploi, quoiqu'il ne pût ni changer seulement une garnison, ni donner l'ordre, les États de Hollande écrivirent fortement à ceux de Gueldre pour les détourner d'une résolution qu'ils appelaient funeste. Un moment leur ôta ce pouvoir dont ils avaient joui pendant près de cinquante années.

Le nouveau stathouder commença par laisser d'abord la populace piller et démolir les maisons des receveurs, tous parents et créatures des bourgmestres; et quand on eut attaqué ainsi les magistrats par le peuple, on contint le peuple par les soldats.

Le prince, tranquille dans ces mouvements, se fit donner la même autorité qu'avait eue le roi Guillaume, et assura mieux encore sa puissance à sa famille. Non seulement le stathoudérat devint l'héritage de ses enfants mâles, mais de ses filles et de leur postérité; car quelque temps après on passa en loi qu'au défaut de la race masculine une fille serait stathouder et capitaine général, pourvu qu'elle fît exercer ces charges par son mari; et en cas de minorité la veuve d'un stathouder doit avoir le titre de gouvernante, et nommer un prince pour faire les fonctions du stathoudérat.

Par cette révolution les Provinces-Unies devinrent une espece de monarchie mixte, moins res-

treinte à beaucoup d'égards que celles d'Angleterre, de Suede, et de Pologne. Ainsi il n'arriva rien dans toute cette guerre de ce qu'on avait d'abord imaginé, et tout le contraire de ce que les nations avaient attendu arriva; mais l'entreprise, les succès et les malheurs du prince Charles Édouard en Angleterre furent peut-être le plus singulier de ces évènements qui étonnerent l'Europe.

CHAPITRE XXIV.

Entreprise, victoire, défaite, malheurs déplorables du prince Charles Edouard Stuart.

Le prince Charles Édouard était fils de celui qu'on appelait le prétendant, ou le chevalier de Saint-George. On sait assez que son grand-pere avait été détrôné par les Anglais, son bisaieul condamné à mourir sur un échafaud par ses propres sujets, sa quadrisaïeule livrée au même supplice par le parlement d'Angleterre. Ce dernier rejeton de tant de rois et de tant d'infortunés consumait sa jeunesse auprès de son pere retiré à Rome. Il avait marqué plus d'une fois le desir d'exposer sa vie pour remonter au trône de ses peres. On l'avait appelé en France dès l'an 1742, et on avait tenté en vain de le faire débarquer en Angleterre. Il attendait dans Paris quelque occasion favorable, pendant que la France s'épuisait d'hommes et d'argent en Allemagne, en Flandre, et en Italie. Les

vicissitudes de cette guerre universelle ne permettaient plus qu'on pensât à lui; il était sacrifié aux malheurs publics.

Ce prince s'entretenant un jour avec le cardinal de Tencin, qui avait acheté sa nomination au cardinalat de l'ex-roi son pere, Tencin lui dit : « Que « ne tentez-vous de passer sur un vaisseau vers le « nord de l'Écosse? votre seule présence pourra vous « former un parti et une armée; alors il faudra bien « que la France vous donne des secours. »

Ce conseil hardi conforme au courage de Charles Édouard le détermina. Il ne fit confidence de son dessein qu'à sept officiers, les uns irlandais, les autres écossais, qui voulurent courir sa fortune.

L'un d'eux s'adresse à un négociant de Nantes, nommé Walsh, d'une famille noble d'Irlande attachée à la maison Stuart. Ce négociant avait une frégate de dix-huit canons, sur laquelle le prince s'embarqua, le 12 juin 1745, n'ayant, pour une expédition dans laquelle il sagissait de la couronne de la Grande-Bretagne, que sept officiers, environ dix-huit cents sabres, douze cents fusils, et quarante-huit mille francs. La frégate était escortée d'un vaisseau du roi de soixante-quatre canons, nommé l'Élisabeth, qu'un armateur de Dunkerque avait armé en course. C'était alors l'usage que le ministre de la marine prêtât des vaisseaux de guerre aux armateurs et aux négociants, qui payaient une somme au roi, et qui entretenaient l'équipage à leurs dépens pendant le temps de la course. Le ministre de la marine, et le roi de France lui-même ignoraient à quoi ce vaisseau devait servir.

Le 20 juin, l'Elisabeth et la frégate, voguant de conserve, rencontrent trois vaisseaux de guerre anglais qui escortoient une flotte marchande: le plus fort de ces vaisseaux, qui étoit de soixante et dix canons, se sépara du convoi pour aller combattre l'Élisabeth; et, par un bonheur qui semblait présager des succès au prince Édouard, sa frégate ne fut point attaquée. L'Élisabeth et le vaisseau anglais engagerent un combat violent, long, et inutile; la frégate qui portait le petit-fils de Jacques II échappait, et faisait force de voile vers l'Ecosse.

Le prince aborda d'abord dans une petite isle presque déserte, au-delà de l'Irlande, vers le cinquante-huitieme degré: il cingle au continent de l'Écosse: il débarque dans un petit canton appelé le Moidart. Quelques habitants auxquels il se déclara se jeterent à ses genoux: « Mais que pouvons-« nous faire, lui dirent-ils; nous n'avons point « d'armes, nous sommes dans la pauvreté, nous ne « vivons que de pain d'avoine, et nous cultivons « une terre ingrate. Je cultiverai cette terre avec « vous, répondit le prince, je mangerai de ce pain, « je partagerai votre pauvreté, et je vous apporte « des armes. »

On peut juger si de tels sentiments et de tels discours attendrirent ces habitants. Il fut joint par quelques chefs des tribus de l'Écosse; ceux du nom de Makdonsall, de Lokil, les Camerone, les Frasers, vinrent le trouver.

Ces tribus d'Écosse, qui sont nommées *clans* dans la langue écossaise, habitent un pays hérissé de montagnes et de forêts dans l'étendue de plus de

deux cents milles. Les trente-trois isles des Orcades et les trente de Zetland sont habitées par les mêmes peuples, qui vivent sous les mêmes lois. L'ancien habit romain militaire s'est conservé chez eux seuls, comme on l'a dit au sujet du régiment des montagnards écossais qui combattit à la bataille de Fontenoi. On peut croire que la rigueur du climat et la pauvreté extrême les endurcissent aux plus grandes fatigues : ils dorment sur la terre ; ils souffrent la disette, ils font de longues marches au milieu des neiges et des glaces. Chaque clan était soumis à son laird, c'est-à-dire à son seigneur, qui avait sur eux le droit de juridiction, droit qu'aucun seigneur ne possede en Angleterre ; et ils sont d'ordinaire du parti que ce laird a embrassé.

Cette ancienne anarchie, qu'on nomme le droit féodal, subsistait dans cette partie de la Grande-Bretagne stérile, pauvre, abandonnée à elle-même : les habitants, sans industrie, sans aucune occupation qui leur assurât une vie douce, étaient toujours prêts à se précipiter dans les entreprises qui les flattaient de l'espérance de quelque butin. Il n'en était pas ainsi de l'Irlande, pays plus fertile, mieux gouverné par la cour de Londres, et dans lequel on avait encouragé la culture des terres et les manufactures : les Irlandais commençaient à être plus attachés à leur repos et à leurs possessions qu'à la maison des Stuart. Voilà pourquoi l'Irlande resta tranquille, et que l'Écosse fut en mouvement.

Depuis la réunion du royaume d'Écosse à celui de l'Angleterre sous la reine Anne, plusieurs Écossais, qui n'étaient pas nommés membres du parle-

ment de Londres, et qui n'étaient pas attachés à la cour par des pensions, étaient secrètement dévoués à la maison des Stuart; et en général les habitants des parties septentrionales, plutôt subjugués qu'unis, supportaient impatiemment cette réunion, qu'ils regardaient comme un esclavage.

Les clans des seigneurs attachés à la cour, comme des ducs d'Argile, d'Athol, de Queensbari, et d'autres, demeurerent fideles au gouvernement : il en faut pourtant excepter un grand nombre qui furent saisis de l'enthousiasme de leurs compatriotes, entraînés bientôt dans le parti d'un prince qui tirait son origine de leur pays, et qui excitait leur admiration et leur zele.

Les sept hommes que le prince avait menés avec lui étaient le marquis de Tullibadine, frere du duc d'Athol, un Makdonall, Thomas Sheridan, Sullavie, désigné maréchal des logis de l'armée qu'on n'avait pas; Celli Irlandais, et Strikland Anglais.

On n'avait pas encore rassemblé trois cents hommes autour de sa personne qu'on fit un étendard royal d'un morceau de taffetas apporté par Sullivan. A chaque moment la troupe grossissait, et le prince n'avait pas encore passé le bourg de Fenning qu'il se vit à la tête de quinze cents combattants, qu'il arma de fusils et de sabres dont il était pourvu.

Il envoya en France la frégate sur laquelle il était venu, et informa les rois de France et d'Espagne de son débarquement. Ces deux monarques lui écrivirent et le traiterent de frere; non qu'ils le reconnussent solennellement pour héritier des couronnes de la Grande-Bretagne, mais ils ne pouvaient en lui

écrivant refuser ce titre à sa naissance et à son courage : ils lui envoyerent à diverses reprises quelques secours d'argent, de munitions et d'armes. Il fallait que ces secours se dérobassent aux vaisseaux anglais qui croisaient à l'orient et à l'occident de l'Écosse : quelques uns étaient pris, d'autres arrivaient, et servaient à encourager le parti, qui se fortifiait de jour en jour. Jamais le temps d'une révolution ne parut plus favorable : le roi George alors était hors du royaume ; il n'y avait pas six mille hommes de troupes réglées dans l'Angleterre. Quelques compagnies du régiment de Sainclair marcherent d'abord des environs d'Édimbourg contre la petite troupe du prince ; elles furent entièrement défaites : trente montagnards prirent quatre-vingts Anglais prisonniers avec leurs officiers et leurs bagages.

Ce premier succès augmentait le courage et l'espérance, et attirait de tous côtés de nouveaux soldats. On marchait sans relâche. Le prince Édouard toujours à pied, à la tête de ses montagnards, vêtu comme eux, se nourrissant comme eux, traversa le pays de Bandenoch, le pays d'Athol, le Perth-shire, s'empare de Perth, ville considérable dans l'Écosse. Ce fut là qu'il fut proclamé solennellement régent d'Angleterre, de France, d'Écosse et d'Irlande pour son pere Jacques III. Ce titre de régent de France, que s'arrogeait un prince à peine maître d'une petite ville d'Écosse, et qui ne pouvait se soutenir que par le secours du roi de France, était une suite de l'usage étonnant qui a prévalu que les rois d'Angleterre prennent le titre de roi de France ; usage qui devrait être aboli, et qui ne l'est pas, parceque

les hommes ne songent jamais à réformer les abus que quand ils deviennent importants et dangereux.

Le duc de Perth, le lord George Murray, arriverent alors à Perth, et firent serment au prince. Ils amenerent de nouvelles troupes : une compagnie entiere d'un régiment écossais au service de la cour déserta pour se ranger sous ses drapeaux. Il prend Dundée, Drumond, Neubourg. On tint un conseil de guerre : les avis se partageaient sur la marche. Le prince dit qu'il fallait aller droit à Édimbourg, la capitale de l'Écosse : mais comment espérer de prendre Édimbourg avec si peu de monde et point de canon? il avait des partisans dans la ville, mais tous les citoyens n'étaient pas pour lui. « Il faut me montrer, dit-il, pour les faire déclarer « tous » ; et sans perdre de temps il marche à la capitale. Il arrive ; il s'empare de la porte : l'alarme est dans la ville; les uns veulent reconnaître l'héritier de leurs anciens rois, les autres tiennent pour le gouvernement. On craint le pillage ; les citoyens les plus riches transportent leurs effets dans le château : le gouverneur Guest s'y retire avec quatre cents soldats de garnison. Les magistrats se rendent à la porte dont Charles Édouard était maître. Le prévôt d'Édimbourg, nommé Stuart, qu'on soupçonna d'être d'intelligence avec lui, paraît en sa présence, et demande d'un air éperdu ce qu'il faut faire : « Tomber à ses genoux, lui répondit un habitant, « et le reconnaître ». Il fut aussi proclamé dans la capitale.

Cependant on mettait dans Londres sa tête à prix. Les seigneurs de la régence, pendant l'absence du

roi George, firent proclamer qu'on donnerait trente mille livres sterling à celui qui le livrerait : cette proscription étoit une suite de l'acte du parlement fait la dix-septieme année du regne du roi, et d'autres actes du même parlement : la reine Anne elle-même avait été forcée de proscrire son propre frere, à qui dans les derniers temps elle aurait voulu laisser sa couronne, si elle n'avait consulté que ses sentiments. Elle avait mis sa tête à quatre mille livres, et le parlement la mit à quatre-vingts mille.

Si une telle proscription est une maxime d'état, c'en est une bien difficile à concilier avec ces principes de modération que toutes les cours font gloire d'étaler. Le prince Charles Édouard pouvait faire une proclamation pareille; mais il crut fortifier sa cause et la rendre plus respectable en opposant, quelques mois après, à ces proclamations sanguinaires, des manifestes, dans lesquels il défendait à ses adhérents d'attenter à la personne du roi régnant, et d'aucun prince de la maison d'Hanovre.

D'ailleurs il ne songea qu'à profiter de cette premiere ardeur de sa faction, qu'il ne fallait pas laisser ralentir. A peine était-il maître de la ville d'Édimbourg qu'il apprit qu'il pouvait donner une bataille, et il se hâta de la donner. Il sut que le général Cope s'avançait contre lui avec des troupes réglées, qu'on assemblait les milices, qu'on formait des régiments en Angleterre, qu'on en faisait revenir de Flandre, qu'enfin il n'y avoit pas un moment à perdre. Il sort d'Édimbourg sans y laisser un seul soldat, et marche avec environ trois mille montagnards vers les Anglais, qui étaient au nombre

de plus de quatre mille. Ils avaient deux régiments de dragons; la cavalerie du prince n'était composée que de quelques chevaux de bagage: il ne se donna ni le temps ni la peine de faire venir ses canons de campagne; il savait qu'il y en avait six dans l'armée ennemie, mais rien ne l'arrêta. Il atteignit les ennemis à sept milles d'Édimbourg, à Preston-pans. A peine est-il arrivé qu'il range son armée en bataille. Le duc de Perth et le lord George Murray commandaient, l'un la gauche, et l'autre la droite de l'armée, c'est-à-dire chacun environ sept ou huit cents hommes. Charles Édouard était si rempli de l'idée qu'il devait vaincre qu'avant de charger les ennemis il remarqua un défilé par où ils pouvaient se retirer, et il le fit occuper par cinq cents montagnards. Il engagea donc le combat suivi d'environ deux mille cinq cents hommes seulement, ne pouvant avoir ni seconde ligne, ni corps de réserve. Il tire son épée, et jetant le fourreau loin de lui: « Mes amis, dit-il, je ne la remettrai dans le fourreau que quand vous serez libres et heureux». Il était arrivé sur le champ de bataille presque aussitôt que l'ennemi: il ne lui donna pas le temps de faire des décharges d'artillerie; toute sa troupe marche rapidement aux Anglais sans garder de rang, ayant des cornemuses pour trompettes: ils tirent à vingt pas; ils jettent aussitôt leurs fusils, mettent d'une main leurs boucliers sur leur tête, et, se précipitant entre les hommes et les chevaux, ils tuent les chevaux à coups de poignards, et attaquent les hommes le sabre à la main. Tout ce qui est nouveau et inattendu saisit toujours. Cette nouvelle

maniere de combattre effraya les Anglais : la force du corps, qui n'est aujourd'hui d'aucun avantage dans les autres batailles, était beaucoup dans celle-ci. Les Anglais plierent de tous côtés sans résistance; on en tua huit cents; le reste fuyait par l'endroit que le prince avait remarqué, et ce fut là même qu'on en fit quatorze cents prisonniers : tout tomba au pouvoir du vainqueur; il se fit une cavalerie avec les chevaux des dragons ennemis. Le général Cope fut obligé de fuir lui quinzieme. La nation murmura contre lui : on l'accusa devant une cour martiale de n'avoir pas pris assez de mesures; mais il fut justifié, et il demeura constant que les véritables raisons qui avaient décidé de la bataille étaient la présence d'un prince qui inspirait à son parti une confiance audacieuse, et sur-tout cette maniere nouvelle d'attaquer qui étonna les Anglais. C'est un avantage qui réussit presque toujours les premieres fois, et que peut-être ceux qui commandent les armées ne songent pas assez à se procurer.

Le prince Édouard dans cette journée ne perdit pas soixante hommes. Il ne fut embarrassé dans sa victoire que de ses prisonniers; leur nombre était presque égal à celui des vainqueurs. Il n'avait point de places fortes; ainsi, ne pouvant garder ses prisonniers, il les renvoya sur leur parole, après les avoir fait jurer de ne point porter les armes contre lui d'une année : il garda seulement les blessés pour en avoir soin. Cette magnanimité devait lui faire de nouveaux partisans.

Peu de jours après cette victoire un vaisseau français et un espagnol aborderent heureusement

sur les côtes, et y apporterent de l'argent et de nouvelles espérances : il y avait sur ces vaisseaux des officiers irlandais qui, ayant servi en France et en Espagne, étaient capables de discipliner ses troupes. Le vaisseau français lui amena, le 11 octobre, au port de Mont-ross, un envoyé secret du roi de France qui débarqua de l'argent et des armes. Le prince, retourné dans Édimbourg, vit bientôt après augmenter son armée jusqu'à près de six mille hommes : l'ordre s'introduisait dans ses troupes et dans ses affaires ; il avait une cour, des officiers, des secrétaires d'état : on lui fournissait de l'argent de plus de trente milles à la ronde. Nul ennemi ne paraissait ; mais il lui fallait le château d'Édimbourg, seule place véritablement forte qui puisse servir dans le besoin de magasin et de retraite, et tenir en respect la capitale. Le château d'Édimbourg est bâti sur un roc escarpé ; il a un large fossé taillé dans le roc, et des murailles de douze pieds d'épaisseur. La place, quoiqu'irréguliere, exige un siege régulier, et sur-tout du gros canon. Le prince n'en avait point : il se vit obligé de permettre à la ville de faire avec le commandant Guest un accord, par lequel la ville fournirait des vivres au château et le château ne tirerait point sur elle.

Ce contre-temps ne parut pas déranger ses affaires. La cour de Londres le craignait beaucoup, puisqu'elle cherchait à le rendre odieux dans l'esprit des peuples : elle lui reprochait d'être né catholique romain, et de venir bouleverser la religion et les lois du pays ; il ne cessait de protester qu'il respecterait la religion et les lois, et que les angli-

cans et les presbytériens n'auraient pas plus à craindre de lui, quoique né catholique, que du roi George né luthérien : on ne voyait dans sa cour aucun prêtre ; il n'exigeait pas même que dans les paroisses on le nommât dans les prieres, et il se contentait qu'on priât en général pour le roi et la famille royale sans désigner personne.

Le roi d'Angleterre était revenu en hâte, le 11 septembre, pour s'opposer aux progrès de la révolution : la perte de la bataille de Preston-pans l'alarma au point qu'il ne se crut pas assez fort pour résister avec les milices anglaises. Plusieurs seigneurs levaient des régiments de milices à leurs dépens en sa faveur, et le parti Wigh sur-tout, qui est le dominant en Angleterre, prenait à cœur la conservation du gouvernement qu'il avait établi, et de la famille qu'il avait mise sur le trône; mais si le prince Édouard recevait de nouveaux secours et avait de nouveaux succès, ces milices mêmes pouvaient se tourner contre le roi George. Il exigea d'abord un nouveau serment des milices de la ville de Londres; ce serment de fidélité portait ces propres mots: « J'abhorre, je déteste, je rejette « comme un sentiment impie cette damnable doc- « trine, que des princes excommuniés par le pape « peuvent être déposés et assassinés par leurs sujets « ou quelque autre que ce soit, etc. » Mais il ne s'agissait ni d'excommunication ni du pape dans cette affaire; et quant à l'assassinat, on ne pouvait guere en craindre d'autres que celui qui avait été solennellement proposé au prix de trente mille livres sterling. On ordonna, selon l'usage pratiqué dans

les temps de troubles depuis Guillaume III, à tous les prêtres catholiques de sortir de Londres et de son territoire. Mais ce n'était pas les prêtres catholiques qui étaient dangereux ; ceux de cette religion ne composaient qu'une petite partie du peuple d'Angleterre : c'était la valeur du prince Édouard qui était réellement à redouter ; c'était l'intrépidité d'une armée victorieuse animée par des succès inespérés. Le roi George se crut obligé de faire revenir six mille hommes des troupes de Flandre, et d'en demander encore six mille aux Hollandais, suivant les traités faits avec la république.

Les États-Généraux lui envoyerent précisément les mêmes troupes qui, par la capitulation de Tournai et de Dendermonde, ne devaient servir de dix-huit mois : elles avaient promis de ne faire aucun service, « pas même dans les places les plus éloignées des frontieres » ; et les États justifiaient cette infraction en disant que l'Angleterre n'était point place frontiere : elles devaient mettre bas les armes devant les troupes de France ; mais on alléguait que ce n'était pas contre des Français qu'elles allaient combattre : elles ne devaient passer à aucun service étranger ; et on répondait qu'en effet elles n'étaient point dans un service étranger, puisqu'elles étaient aux ordres et à la solde des États-Généraux.

C'est par de telles distinctions qu'on éludait la capitulation qui semblait la plus précise, mais dans laquelle on n'avait pas spécifié un cas que personne n'avait prévu.

Quoiqu'il se passât alors d'autres grands évènements, je suivrai celui de la révolution d'Angle-

terre, et l'ordre des matieres sera préféré à l'ordre des temps, qui n'en souffrira pas. Rien ne prouve mieux les alarmes que l'excès des précautions. Je ne puis m'empêcher de parler ici d'un artifice dont on se servit pour rendre la personne de Charles-Édouard odieuse dans Londres: on fit imprimer un journal imaginaire, dans lequel on comparait les évènements rapportés dans les gazettes sous le gouvernement du roi George à ceux qu'on supposait sous la domination d'un prince catholique :

« A présent, disait-on, nos gazettes nous apprennent, tantôt qu'on a porté à la banque les trésors enlevés aux vaisseaux français et espagnols, tantôt que nous avons rasé Porto-Bello, tantôt que nous avons pris Louisbourg, et que nous sommes maîtres du commerce. Voici ce que nos gazettes diront sous la domination du prétendant: Aujourd'hui il a été proclamé dans les marchés de Londres par des montaguards et par des moines. Plusieurs maisons ont été brûlées, et plusieurs citoyens massacrés.

« Le 4, la maison du Sud et la maison des Indes ont été changées en couvents.

« Le 20, on a mis en prison six membres du parlement.

« Le 26, on a cédé trois ports d'Angleterre aux Français.

« Le 28, la loi *habeas corpus* a été abolie, et on a passé un nouvel acte pour brûler les hérétiques.

« Le 29, le P. Poignardini, jésuite italien, a été nommé garde du sceau privé. »

Cependant on suspendait en effet, le 28 octobre,

la loi *habeas corpus*. C'est une loi regardée comme fondamentale en Angleterre et comme le boulevard de la liberté de la nation: par cette loi le roi ne peut faire emprisonner aucun citoyen sans qu'il soit interrogé dans les vingt-quatre heures, et relâché sous caution jusqu'à ce que son procès lui soit fait; ou s'il a été arrêté injustement, le secrétaire d'état doit être condamné à lui payer chèrement chaque heure.

Le roi n'a pas le droit de faire arrêter un membre du parlement, sous quelque prétexte que ce puisse être, sans le consentement de la chambre. Le parlement, dans les temps de rebellion, suspend toujours ces lois par un acte particulier pour un certain temps, et donne pouvoir au roi de s'assurer, pendant ce temps seulement, des personnes suspectes. Il n'y eut aucun membre des deux chambres qui donnât sur lui la moindre prise: quelques uns cependant étaient soupçonnés par la voix publique d'être jacobites, et il y avait des citoyens dans Londres qui étaient sourdement de ce parti; mais aucun ne voulait hasarder sa fortune et sa vie sur des espérances incertaines: la défiance et l'inquiétude tenaient en suspens tous les esprits; on craignait de se parler. C'est un crime en ce pays de boire à la santé d'un prince proscrit qui dispute la couronne, comme autrefois à Rome c'en était un, sous un empereur régnant, d'avoir chez soi la statue de son compétiteur. On buvait à Londres à la santé du roi et du prince, ce qui pouvait aussi bien signifier le roi Jacques et son fils, le prince Charles Édouard, que le roi George et son fils aîné, le

prince de Galles. Les partisans secrets de la révolution se contentaient de faire imprimer des écrits tellement mesurés, que le parti pouvait aisément les entendre, sans que le gouvernement pût les condamner. On en distingua beaucoup de cette espece; un entre autres par lequel on avertissait « qu'il y « avait un jeune homme de grande espérance qui « était prêt à faire une fortune considérable; qu'en « peu de temps il s'était fait plus de vingt mille « livres de rente, mais qu'il avait besoin d'amis « pour s'établir à Londres ». La liberté d'imprimer est un des privileges dont les Anglais sont le plus jaloux: la loi ne permet pas d'attrouper le peuple et de le haranguer, mais elle permet de parler par écrit à la nation entiere. Le gouvernement fit visiter toutes les imprimeries; mais n'ayant le droit d'en faire fermer aucune sans un délit constaté, il les laissa subsister toutes.

La fermentation commença à se manifester dans Londres quand on apprit que le prince Édouard s'était avancé jusqu'à Carlile, et qu'il s'était rendu maître de la ville; que ses forces augmentaient, et qu'enfin il était à Derbi dans l'Angleterre même, à trente lieues de Londres: alors il eut pour la premiere fois des Anglais nationaux dans ses troupes; trois cents hommes du comté de Lancastre prirent parti dans son régiment de Manchester. La renommée, qui grossit tout, faisait son armée forte de trente mille hommes; on disait que tout le comté de Lancastre s'était déclaré. Les boutiques et la banque furent fermées un jour à Londres.

CHAPITRE XXV.

Suite des aventures du prince Charles Edouard. Sa défaite, ses malheurs, et ceux de son parti.

Depuis le jour que le prince Édouard aborda en Écosse ses partisans sollicitaient des secours de France; les sollicitations redonblaient avec les progrès. Quelques Irlandais qui servaient dans les troupes françaises s'imaginerent qu'une descente en Angleterre vers Plymouth serait praticable. Le trajet est court de Calais ou de Bonlogne vers les côtes. Ils ne voulaient point une flotte de vaisseaux de guerre dont l'équipement eût consumé trop de temps, et dont l'appareil seul eût averti les escadres anglaises de s'opposer au débarquement: ils prétendaient qu'on pourrait débarqner huit on dix mille hommes, et du canon pendant la nuit; qu'il ne fallait que des vaisseaux marchands et quelques corsaires pour une telle tentative; et ils assuraient que dès qu'on serait débarqué une partie de l'Angleterre se joindrait à l'armée de France, qui bientôt pourrait se réunir auprès de Londres avec les troupes du prince: ils faisaient envisager enfin une révolution prompte et entiere. Ils demanderent pour chef de cette entreprise le duc de Richelieu, qui, par le service rendu dans la journée de Fontenoi et par la réputation qu'il avait en Enrope, était plus capable qu'un autre de conduire avec vivacité cette affaire hardie et délicate; ils pres-

serent tant qu'on leur accorda enfin ce qu'ils demandaient. Lalli, qui depuis fut lieutenant-général, et qui a péri d'une mort si tragique, était l'ame de l'entreprise. L'écrivain de cette histoire, qui travailla long-temps avec lui, peut assurer qu'il n'a jamais vu d'homme plus zélé, et qu'il ne manqua à l'entreprise que la possibilité; on ne pouvait se mettre en mer vis-à-vis des escadres anglaises, et cette tentative fut regardée à Londres comme absurde.

On ne put faire passer au prince que quelques petits secours d'hommes et d'argent par la mer germanique et par l'est de l'Écosse. Le lord Drummond, frere du duc de Perth, officier au service de France, arriva heureusement avec quelques piquets et trois compagnies du régiment Royal-écossais. Dès qu'il fut débarqué à Mont-ross il fit publier qu'il venait par ordre du roi de France secourir le prince de Galles, régent d'Écosse, son allié, et faire la guerre au roi d'Angleterre, électeur d'Hanovre. Alors les troupes hollandaises, qui par leur capitulation ne pouvaient servir contre le roi de France, furent obligées de se conformer à cette loi de la guerre si long-temps éludée. On les fit repasser en Hollande, tandis que la ville de Londres faisait revenir six mille Hessois à leur place. Ce besoin de troupes étrangeres était un aveu du danger que l'on courait. Le prétendant faisait répandre dans le nord et dans l'occident de l'Angleterre de nouveaux manifestes par lesquels il invitait la nation à se joindre à lui : il déclarait qu'il traiterait les prisonniers de guerre comme on traiterait les siens, et il renouvelait expressément à ses partisans la défense

d'attenter à la personne du roi régnant et à celle des princes de sa maison. Ces proclamations, qui paraissaient si généreuses dans un prince dont on avait mis la tête à prix, eurent une destinée que les maximes d'état peuvent seules justifier; elles furent brûlées par la main du bourreau.

Il était plus important et plus nécessaire de s'opposer à ses progres que de faire brûler ses manifestes. Les milices anglaises reprirent Édimbourg; ces milices répandues dans le comté de Lancastre lui coupent les vivres ; il faut qu'il retourne sur ses pas. Son armée était tantôt forte, tantôt faible, parcequ'il n'avait pas de quoi la retenir continuellement sous le drapeau par un paiement exact. Cependant il lui restait environ huit mille hommes. A peine le prince fut-il informé que les ennemis étaient à six milles de lui, près des marais de Falkirck, qu'il courut les attaquer, quoiqu'ils fussent près d'une fois plus forts que lui. On se battit de la même maniere et avec la même impétuosité qu'au combat de Preston-pans. Ses Écossais, secondés encore d'un violent orage qui donnait au visage des Anglais, les mirent d'abord en désordre; mais bientôt après ils furent rompus eux-mêmes par leur propre impétuosité: six piquets de troupes françaises les couvrirent, soutinrent le combat, et leur donnerent le temps de se rallier. Le prince Édouard disait toujours que s'il avait eu seulement trois mille hommes de troupes réglées, il se serait rendu maître de toute l'Angleterre.

Les dragons anglais commencerent la fuite, et toute l'armée anglaise suivit, sans que les géné-

raux et les officiers pussent arrêter les soldats. Ils regagnerent leur camp à l'entrée de la nuit: ce camp était retranché et presque entouré de marais.

Le prince, demeuré maître du champ de bataille, prit à l'instant le parti d'aller les attaquer dans leur camp, malgré l'orage qui redoublait avec violence: les montagnards perdirent quelque temps à chercher dans l'obscurité leurs fusils, qu'ils avaient jetés dans l'action, suivant leur coutume. Le prince se met donc en marche avec eux pour livrer un second combat; il pénetre jusqu'au camp ennemi l'épée à la main: la terreur s'y répandit; et les troupes anglaises deux fois battues en un jour, quoiqu'avec peu de perte, s'enfuirent à Édimbourg: ils n'eurent pas six cents hommes de tués dans cette journée, mais ils laisserent leurs tentes et leurs équipages au pouvoir du vainqueur. Ces victoires faisaient beaucoup pour la gloire du prince, mais peu encore pour ses intérêts. Le duc de Cumberland marchait en Écosse: il arriva à Édimbourg le 10 février. Le prince Édouard fut obligé de lever le siege du château de Sterling. L'hiver était rude; les subsistances manquaient: sa plus grande ressource était dans quelques partis qui erraient tantôt vers Inverness, et tantôt vers Aberdeen, pour recueillir le peu de troupes et d'argent qu'on hasardait de lui faire passer de France. La plupart de ces vaisseaux étaient observés et pris par les Anglais. Trois compagnies du régiment de Fitz-James aborderent heureusement. Lorsque quelque petit vaisseau abordait, il était reçu avec des acclamations de joie; les femmes couraient au-devant;

elles menaient par la bride les chevaux des officiers. On faisait valoir les moindres secours comme des renforts considérables ; mais l'armée du prince Édouard n'en était pas moins pressée par le duc de Cumberland. Elle était retirée dans Inverness, et tout le pays n'était pas pour lui. Le duc de Cumberland passe enfin la riviere de Spey, et marche vers Inverness: il fallut en venir à une bataille décisive.

Le prince avait à-peu-près le même nombre de troupes qu'à-la journée de Falkirk. Le duc de Cumberland avait quinze bataillons et neuf escadrons avec un corps de montagnards. L'avantage du nombre était toujours nécessairement du côté des Anglais: ils avaient de la cavalerie et une artillerie bien servie, ce qui leur donnait une très grande supériorité ; enfin ils étaient accoutumés à la maniere de combattre des montagnards, qui ne les étonnait plus ; ils avaient à réparer aux yeux du duc de Cumberland la honte de leurs défaites passées. Les deux armées furent en présence, le 27 avril 1746, à deux heures après midi, dans un lieu nommé Culloden : les montagnards ne firent point leur attaque ordinaire qui était si redoutable. La bataille fut entièrement perdue; et le prince, légèrement blessé, fut entraîné dans la fuite la plus précipitée. Les lieux, les temps, font l'importance de l'action. On a vu dans cette guerre, en Allemagne, en Italie, et en Flandre, des batailles de près de cent mille hommes qui n'ont pas eu de grandes suites ; mais à Culloden, une action entre onze mille hommes d'un côté, et sept à huit mille de l'autre, décida du sort

de trois royaumes. Il n'y eut pas dans ce combat neuf cents hommes de tués parmi les rebelles ; car c'est ainsi que leur malheur les a fait nommer en Écosse même, on ne leur fit que trois cents vingt prisonniers : tout s'enfuit du côté d'Inverness, et y fut poursuivi par les vainqueurs. Le prince, accompagné d'un centaine d'officiers, fut obligé de se jeter dans une riviere, à trois milles d'Inverness, et de la passer à la nage. Quand il eut gagné l'autre bord il vit de loin les flammes au milieu desquelles périssaient cinq ou six cents montagnards, dans une grange à laquelle le vainqueur avait mis le feu, et il entendit leurs cris.

Il y avait plusieurs femmes dans son armée, une entre autres, nommée madame de Séford, qui avait combattu à la tête des troupes de montagnards qu'elle avait amenées ; elle échappa à la poursuite ; quatre autres furent prises : tous les officiers français furent faits prisonniers de guerre, et celui qui faisait la fonction de ministre de France auprès du prince Édouard se rendit prisonnier dans Inverness. Les Anglais n'eurent que cinquante hommes de tués et deux cent cinquante-neuf de blessés dans cette affaire décisive.

Le duc de Cumberland fit distribuer cinq mille livres sterling (environ cent quinze mille livres de France) aux soldats : c'était un argent qu'il avait reçu du maire de Londres ; il avait été fourni par quelques citoyens qui ne l'avaient donné qu'à cette condition. Cette singularité prouvait encore que le parti le plus riche devait être victorieux. On ne donna pas un moment de relâche aux vaincus ; on

les poursuivit par-tout. Les simples soldats se retiraient aisément dans leurs montagnes et dans leurs déserts : les officiers se sauvaient avec plus de peine ; les uns étaient trahis et livrés, les autres se rendaient eux-mêmes dans l'espérance du pardon. Le prince Édouard, Sullivan, Sheridan, et quelques uns de ses adhérents, se retirerent d'abord dans les ruines du fort Auguste, dont il fallut bientôt sortir. A mesure qu'il s'éloignait il voyait diminuer le nombre de ses amis : la division se mettait parmi eux, et ils se reprochaient l'un à l'autre leurs malheurs, ils s'aigrissaient dans leurs contestations sur les partis qu'il fallait prendre : plusieurs se retirerent ; il ne lui resta que Sheridan et Sullivan qui l'avaient suivi quand il partit de France.

Il marcha avec eux cinq jours et cinq nuits, sans presque prendre un moment de repos, et manquant souvent de nourriture. Ses ennemis le suivaient à la piste ; tous les environs étaient remplis de soldats qui le cherchaient, et le prix mis à sa tête redoublait leur diligence. Les horreurs du sort qu'il éprouvait étaient en tout semblables à celles où fut réduit son grand-oncle, Charles II, après la bataille de Vorcester, aussi funeste que celle de Culloden. Il n'y a pas d'exemple sur la terre d'une suite de calamités aussi singulieres et aussi horribles que celles qui avaient affligé toute sa maison ; il était né dans l'exil, et il n'en était sorti que pour traîner, après des victoires, ses partisans sur l'échafaud, et pour errer dans des montagnes : son pere, chassé au berceau du palais des rois et de sa patrie, dont il avait été reconnu l'héritier legitime, avait

fait comme lui des tentatives qui n'avaient abouti qu'au supplice de ses partisans. Tout ce long amas d'infortunes uniques se présentait sans cesse au cœur du prince, et il ne perdait pas l'espérance : il marchait à pied, sans appareil à sa blessure, sans aucun secours, à travers ses ennemis ; il arriva enfin dans un petit port nommé Arizaig, à l'occident septentrional de l'Écosse.

La fortune sembla vouloir alors le consoler. Deux armateurs de Nantes faisaient voile vers cet endroit, et lui apportaient de l'argent, des hommes et des vivres ; mais avant qu'ils abordassent les recherches continuelles qu'on faisait de sa personne l'obligerent de partir du seul endroit où il pouvait alors trouver sa sureté ; et à peine fut-il à quelques milles de ce port qu'il apprit que ces deux vaisseaux avaient abordé, et qu'ils s'en étaient retournés. Ce contre-temps aggravait encore son infortune. Il fallait toujours fuir et se cacher. Onel, un de ses partisans irlandais au service d'Espagne, qui le joignit dans ces cruelles conjonctures, lui dit qu'il pouvait trouver une retraite assurée dans une petite isle voisine, nommée Stornai, la derniere qui est au nord-ouest de l'Écosse. Ils s'embarquerent dans un bateau de pêcheur : ils arrivent dans cet asile ; mais à peine sont-ils sur le rivage qu'ils apprennent qu'un détachement de l'armée du duc de Cumberland est dans l'isle. Le prince et ses amis furent obligés de passer la nuit dans un marais pour se dérober à une poursuite si opiniâtre. Ils hasarderent au point du jour de rentrer dans leur petite barque, et de se remettre en mer sans provisions, et sans sa-

voir quelle route tenir ; à peine eurent-ils vogué deux milles qu'ils furent entourés de vaisseaux ennemis.

Il n'y avait plus de salut qu'en échouant entre des rochers sur le rivage d'une petite isle déserte et presque inabordable. Ce qui en d'autres temps eût été regardé comme une des plus cruelles infortunes, fut pour eux leur unique ressource : ils cacherent leur barque derriere un rocher, et attendirent dans ce désert que les vaisseaux anglais fussent éloignés, ou que la mort vînt finir tant de désastres. Il ne restait au prince, à ses amis et aux matelots, qu'un peu d'eau-de-vie pour soutenir leur vie malheureuse ; on trouva par hasard quelques poissons secs que des pêcheurs, poussés par la tempête, avaient laissés sur le rivage. On rama d'isle en isle quand les vaisseaux ennemis ne parurent plus. Le prince aborde dans cette même isle de Wist où il était venu prendre terre lorsqu'il arriva de France : il y trouve un peu de secours et de repos ; mais cette légere consolation ne dura guere ; des milices du duc de Cumberland arriverent au bout de trois jours dans ce nouvel asile. La mort ou la captivité paraissait inévitable.

Le prince avec ses deux compagnons se cacha trois jours et trois nuits dans une caverne. Il fut encore trop heureux de se rembarquer, et de fuir dans une autre isle déserte, où il resta huit jours avec quelques provisions d'eau-de-vie, de pain d'orge, et de poisson salé. On ne pouvait sortir de ce désert et regagner l'Écosse qu'en risquant de tomber entre les mains des Anglais qui bordaient le rivage ;

mais il fallait ou périr par la faim, ou prendre ce parti. . . . .

Ils se remettent donc en mer, et ils abordent pendant la nuit. Ils erraient sur le rivage, n'ayant pour habits que des lambeaux déchirés de vêtements à l'usage des montagnards. Ils rencontrerent au point du jour une demoiselle à cheval, suivie d'un jeune domestique: ils hasarderent de lui parler; cette demoiselle était de la maison de Makdonall attachée aux Stuart. Le prince, qui l'avait vue dans le temps de ses succès, la reconnut, et s'en fit reconnaître. Elle se jeta à ses pieds: le prince, ses amis et elle fondaient en larmes, et les pleurs que mademoiselle de Makdonall versait dans cette entrevue si singuliere et si touchante redoublaient par le danger où elle voyait le prince; on ne pouvait faire un pas sans risquer d'être pris. Elle conseilla au prince de se cacher dans une caverne qu'elle lui indiqua au pied d'une montagne, près de la cabane d'un montagnard connu d'elle et affidé, et elle promit de venir le prendre dans cette retraite, ou de lui envoyer quelque personne sûre qui se chargerait de le conduire.

Le prince s'enfonça donc encore dans une caverne avec ses fideles compagnons. Le paysan montagnard leur fournit un peu de farine d'orge détrempée dans de l'eau: mais ils perdirent toute espérance lorsqu'ayant passé deux jours dans ce lieu affreux personne ne vint à leur secours. Tous les environs étaient garnis de milices: il ne restait plus de vivres à ces fugitifs; une maladie cruelle affaiblissait le prince; son corps était couvert de boutons

ulcérés : cet état, ce qu'il avait souffert, et tout ce qu'il avait à craindre, mettaient le comble à cet excès des plus horribles miseres que la nature humaine puisse éprouver; mais il n'était pas au bout.

Mademoiselle de Makdonall envoie enfin un exprès dans la caverne ; et cet exprès leur apprend que la retraite dans le continent est impossible ; qu'il faut fuir encore dans une petite isle nommée Benbécula, et s'y réfugier dans la maison d'un pauvre gentilhomme qu'on leur indique ; que mademoiselle de Makdonall s'y trouvera, et que là on verra les arrangements qu'on pourra prendre pour leur sûreté. La même barque qui les avait portés au continent les transporte donc dans cette isle ; ils marchent vers la maison de ce gentilhomme. Mademoiselle de Makdonall s'embarque à quelques milles de là pour les aller trouver ; mais ils sont à peine arrivés dans l'isle qu'ils apprennent que le gentilhomme chez lequel ils comptaient trouver un asile avait été enlevé la nuit avec toute sa famille. Le prince et ses amis se cachent encore dans des marais. Onel enfin va à la découverte ; il rencontra mademoiselle de Makdonall dans une chaumiere : elle lui dit qu'elle pouvait sauver le prince en lui donnant des habits de servante qu'elle avait apportés avec elle, mais qu'elle ne pouvait sauver que lui, qu'une seule personne de plus serait suspecte. Ces deux hommes n'hésiterent pas à préférer son salut au leur ; ils se séparerent en pleurant. Charles Édouard prit des habits de servante, et suivit, sous le nom de Betti, ma-

demoiselle de Makdonall. Les dangers ne cesserent pas malgré ce déguisement : cette demoiselle et le prince déguisé se refugierent d'abord dans l'isle de Skie, à l'occident de l'Écosse.

Ils étaient dans la maison d'un gentilhomme, lorsque cette maison est tout-à-coup investie par les milices ennemies. Le prince ouvre lui-même la porte aux soldats : il eut le bonheur de n'être pas reconnu; mais bientôt après on sut dans l'isle qu'il était dans ce château. Alors il fallut se séparer de mademoiselle de Makdonall, et s'abandonner seul à sa destinée. Il marcha dix milles suivi d'un simple batelier ; enfin, pressé de la faim et prêt à succomber, il se hasarda d'entrer dans une maison dont il savait bien que le maître n'était pas de son parti. « Le fils de votre roi, lui dit-il, vient vous « demander du pain et un habit. Je sais que vous « êtes mon ennemi ; mais je vous crois assez de ver« tu pour ne pas abuser de ma confiance et de mon « malheur. Prenez les misérables vêtements qui me « couvrent, gardez-les ; vous pourrez me les ap« porter un jour dans le palais des rois de la Grande« Bretagne ». Le gentilhomme auquel il s'adressait fut touché, comme il devait l'être ; il s'empressa de le secourir autant que la pauvreté de ce pays peut le permettre, et lui garda le secret.

De cette isle il regagna encore l'Écosse, et se rendit dans la tribu de Morar, qui lui était affectionnée, il erra ensuite dans le Lockaber, dans le Badenock. Ce fut là qu'il apprit qu'on avait arrêté mademoiselle de Makdonall, sa bienfaitrice, et presque tous ceux qui l'avaient reçu ; il vit la liste de

tous ses partisans condamnés par contumace : c'est ce qu'on appelle en Angleterre un *acte d'atteinder*. Il était toujours en danger lui-même ; et les seules nouvelles qui lui venaient étaient celles de la prison de ses serviteurs dont on préparait la mort.

Le bruit se répandit alors en France que ce prince était au pouvoir de ses ennemis ; ses agents de Versailles effrayés, supplierent le roi de permettre qu'au moins on fît écrire en sa faveur. Il y avait en France plusieurs prisonniers de guerre anglais ; et les partisans du prétendant s'imaginerent que cette considération pourrait retenir la vengeance de la cour d'Angleterre, et prévenir l'effusion du sang qu'on s'attendait à voir verser sur les échafauds. Le marquis d'Argenson, alors ministre des affaires étrangeres, et frere du secrétaire de la guerre, s'adressa à l'ambassadeur des Provinces-Unies, M. Van-Hoëy, comme à un médiateur. Ces deux ministres se ressemblaient en un point qui les rendait différents de presque tous les hommes d'état, c'est qu'ils mettaient toujours de la franchise et de l'humanité où les autres n'emploient guere que la politique.

L'ambassadeur Van-Hoëy écrivit donc une longue lettre au duc de Neucastle, secrétaire d'état d'Angleterre : « Puissiez-vous, lui disait-il, bannir « cet art pernicieux que la discorde a enfanté pour « exciter les hommes à se détruire mutuellement ! « misérable politique, qui substitue la vengeance, « la haine, la méfiance, l'avidité, aux préceptes « divins de la gloire des rois et du salut des peu« ples ! »

Cette exhortation semblait être pour la substance et pour les expressions d'un autre temps que le nôtre : on la qualifia d'*homélie ;* elle choqua le roi d'Angleterre au lieu de l'adoucir. Il fit porter ses plaintes aux États-Généraux de ce que leur ambassadeur avait osé lui envoyer des remontrances d'un roi ennemi sur la conduite qu'il avait à tenir envers des sujets rebelles. Le duc de Neucastle écrivit que c'était un procédé inouï ; les États-Généraux réprimanderent vivement leur ambassadeur, et lui ordonnerent de faire excuse au duc de Neucastle, et de réparer sa faute. L'ambassadeur, convaincu qu'il n'en avait point fait, obéit, et écrivit « que s'il avait manqué, c'était un malheur « inséparable de la condition humaine ». Il pouvait avoir manqué aux lois de la politique, mais non à celles de l'humanité : le ministere anglais et les États-Généraux devaient savoir combien le roi de France était en droit d'intercéder pour les Écossais : ils devaient savoir que quand Louis XIII eut pris la Rochelle, secourue en vain par les armées navales du roi d'Angleterre Jacques I, ce roi envoya le chevalier Montaigu au roi de France pour le prier de faire grace aux Rochelois rebelles ; et Louis XIII eut égard à cette priere : le ministere anglais n'eut pas la même clémence.

Il commença par tâcher de rendre le prince Charles Édouard méprisable aux yeux du peuple, parcequ'il avait été terrible. On fit porter publiquement dans Édimbourg les drapeaux pris à la journée de Culloden : le bourreau portait celui du prince ; les autres étaient entre les mains des ramo-

neurs de cheminée; et le bourreau les brûla tous dans la place publique. Cette farce était le prélude des tragédies sanglantes qui suivirent.

On commença, le 10 auguste 1746, par exécuter dix-sept officiers. Le plus considérable était le colonel du régiment de Manchester, nommé Tounley; il fut traîné, avec huit officiers, sur la claie au lieu du supplice, dans la plaine de Kennengton, près de Londres; et après qu'on les eut pendus, on leur arracha le cœur dont on leur battit les joues, et on mit leurs membres en quartiers. Ce supplice est un reste d'une ancienne barbarie; on arrachait le cœur autrefois aux criminels condamnés quand ils respiraient encore; on ne fait aujourd'hui cette exécution que quand ils sont étranglés: leur mort est moins cruelle; et l'appareil sanguinaire qu'on y ajoute sert à effrayer la multitude. Il n'y eut aucun d'eux qui ne protestât, avant de mourir, qu'il périssait pour une juste cause, et qui n'excitât le peuple à combattre pour elle. Deux jours après trois pairs écossais furent condamnés à perdre la tête.

On sait qu'en Angleterre les lois ne considerent comme nobles que les lords, c'est-à-dire les pairs. Ils sont jugés, pour crime de haute trahison, d'une autre maniere que le reste de la nation. On choisit, pour présider à leur jugement, un pair à qui on donne le titre de grand-stuard du royaume: ce nom répond à-peu-près à celui de grand sénéchal. Les pairs de la Grande-Bretagne reçoivent alors ses ordres; il les convoque dans la grand'salle de Westminster par des lettres scellées de son sceau et écrites en latin. Il faut qu'il ait au moins douze

pairs avec lui pour prononcer l'arrêt. Les séances se tiennent avec grand appareil ; il s'assied sous un dais ; le clerc de la couronne délivre sa commission à un roi d'armes qui la lui présente à genoux ; six massiers l'accompagnent toujours, et sont aux portieres de son carrosse quand il se rend à la salle et quand il en sort, et il a cent guinées par jour pendant l'instruction du procès. Quand les pairs accusés sont amenés devant lui et devant les pairs, leurs juges, un sergent d'armes crie trois fois, *Oyez !* en ancienne langue française: un huissier porte devant l'accusé une hache dont le tranchant est tourné vers le grand-stuard ; et quand l'arrêt de mort est prononcé, on tourne alors la hache vers le coupable.

Ce fut avec ces cérémonies lugubres qu'on amena à Westminster les trois lords Balmerino, Kilmarnock, Cromarty. Le chancelier faisait les fonctions de stuard : ils furent tous trois convaincus d'avoir porté les armes pour le prétendant, et condamnés à être pendus et écartelés selon la loi. Le grand-stuard qui leur prononça l'arrêt leur annonça en même temps que le roi, en vertu de la prérogative de sa couronne, changeait ce supplice en celui de perdre la tête. L'épouse du lord Cromarty, qui avait huit enfants et qui était enceinte du neuvieme, alla avec toute sa famille se jeter aux pieds du roi, et obtint la grace de son mari.

Les deux autres furent exécutés. Kilmarnock, monté sur l'échafaud, sembla témoigner du repentir. Balmerino y porta une intrépidité inébranlable ; il voulut mourir dans le même habit uni-

forme sous lequel il avait combattu. Le gouverneur de la tour ayant crié, selon l'usage, Vive le roi George! Balmerino répondit hautement, Vivent le roi Jacques et son digne fils! Il brava la mort comme il avait bravé ses juges.

On voyait presque tous les jours des exécutions; on remplissait les prisons d'accusés. Un secrétaire du prince Édouard, nommé Murray, racheta sa vie en découvrant au gouvernement des secrets qui firent connaître au roi le danger qu'il avait couru; il fit voir qu'il y avait en effet dans Londres et dans les provinces un parti caché, et que ce parti avait fourni d'assez grandes sommes d'argent: mais, soit que ces aveux ne fussent pas assez circonstanciés, soit plutôt que le gouvernement craignît d'irriter la nation par des recherches odieuses, on se contenta de poursuivre ceux qui avaient une part évidente à la rebellion. Dix furent exécutés à Yorck, dix à Carlile, quarante-sept à Londres: au mois de novembre on fit tirer au sort des soldats et des bas-officiers, dont le vingtieme subit la mort, et le reste fut transporté dans les colonies. On fit mourir encore au même mois soixante et dix personnes à Penrith, à Brumpton, et à Yorck; dix à Carlile, neuf à Londres. Un prêtre anglican, qui avait eu l'imprudence de demander au prince Édouard l'évêché de Carlile tandis que ce prince était en possession de cette ville, y fut mené à la potence en habits pontificaux: il harangua fortement le peuple en faveur de la famille du roi Jacques, et il pria Dieu pour tous ceux qui périssaient comme lui dans cette querelle.

Celui dont le sort parut le plus à plaindre fut le lord Devenwater : son frere aîné avait eu la tête tranchée à Londres, en 1715, pour avoir combattu dans la même cause ; ce fut lui qui voulut que son fils, encore enfant, montât sur l'échafaud, et qui lui dit : « Soyez couvert de mon sang, et apprenez « à mourir pour vos rois ». Son frere puîné, qui, s'étant échappé alors, alla servir en France, avait été enveloppé dans la condamnation de son frère aîné. Il repassa en Angleterre dès qu'il sut qu'il pouvait être utile au prince Édouard ; mais le vaisseau sur lequel il s'était embarqué avec son fils et plusieurs officiers, des armes et de l'argent, fut pris par les Anglais. Il subit la même mort que son frere, et avec la même fermeté, en disant que le roi de France aurait soin de son fils. Ce jeune gentilhomme, qui n'était point né sujet du roi d'Angleterre, fut relâché, et revint en France, où le roi exécuta en effet ce que son pere s'était promis en lui donnant une pension à lui et à sa sœur.

Le dernier pair qui mourut par la main du bourreau fut le lord Lovat, âgé de quatre-vingts ans ; c'était lui qui avait été le premier moteur de l'entreprise. Il en avait jeté les fondements dès l'année 1740 ; les principaux mécontents s'étaient assemblés secrètement chez lui ; il devait faire soulever les clans, en 1743, lorsque le prince Charles Édouard s'embarqua. Il employa autant qu'il le put les subterfuges des lois à défendre un reste de vie qu'il perdit enfin sur l'échafaud ; mais il mourut avec autant de grandeur d'ame qu'il avait mis dans

sa conduite de finesse et d'art ; il prononça tout haut ce vers d'Horace avant de recevoir le coup :

Dulce et decorum est pro patriâ mori.

Ce qu'il y eut de plus étrange, et ce qu'on ne peut guere voir qu'en Angleterre, c'est qu'un jeune étudiant d'Oxford, nommé Painter, dévoué au parti jacobite, et enivré de ce fanatisme qui produit tant de choses extraordinaires dans les imaginations ardentes, demanda à mourir à la place du vieillard condamné. Il fit les plus pressantes instances, qu'on n'eut garde d'écouter. Ce jeune homme ne connaissait point Lovat, mais il savait qu'il avait été le chef de la conspiration, et le regardait comme un homme respectable et nécessaire.

Le gouvernement joignit aux vengeances du passé des précautions pour l'avenir ; il établit un corps de milice subsistant vers les frontieres d'Écosse : on dépouilla tous les seigneurs écossais de leurs droits de juridiction qui leur attachait leurs tribus ; et les chefs qui étaient demeurés fideles furent indemnisés par des pensions et par d'autres avantages.

Dans les inquiétudes où l'on était en France sur la destinée du prince Édouard, on avait fait partir, dès le mois de juin, deux petites frégates, qui aborderent heureusement sur la côte occidentale d'Écosse où ce prince était descendu quand il commença cette entreprise malheureuse. On le chercha inutilement dans ce pays et dans plusieurs isles voisines de la côte du Lockaber. Enfin, le 29 septembre, le

prince arriva, par des chemins détournés, et au travers de mille périls nouveaux, au lieu où il était attendu. Ce qui est étrange, et ce qui prouve bien que les cœurs étaient à lui, c'est que les Anglais ne furent avertis ni du débarquement, ni du séjour, ni du départ de ces deux vaisseaux. Ils ramenerent le prince jusqu'à la vue de Brest; mais ils trouverent vis-à-vis le port une escadre anglaise : on retourna alors en haute mer, et on revint ensuite vers les côtes de Bretagne, du côté de Morlaix. Une autre flotte anglaise s'y trouve encore; on hasarda de passer à travers les vaisseaux ennemis; et enfin le prince, après tant de malheurs et de dangers, arriva, le 10 octobre 1746, au port de Saint-Paul-de-Léon, avec quelques uns de ses partisans échappés comme lui à la recherche des vainqueurs. Voilà où aboutit une aventure qui eût réussi dans les temps de la chevalerie, mais qui ne pouvait avoir de succès dans un temps où la discipline militaire, l'artillerie, et sur-tout l'argent, décide de tout à la longue.

Pendant que le prince Édouard avait erré dans les montagnes et dans les isles d'Écosse, et que les échafauds étaient dressés de tous côtés pour ses partisans, son vainqueur, le duc de Cumberland, avait été reçu à Londres en triomphe; le parlement lui assigna vingt-cinq mille pieces de rente, c'est-à-dire, environ cinq cent cinquante mille livres, monnaie de France, outre ce qu'il avait déja. La nation anglaise fait elle-même ce que font ailleurs les souverains.

Le prince Édouard ne fut pas alors au terme de ses calamités; car étant réfugié en France, et se voyant

obligé à la fin d'en sortir pour satisfaire les Anglais, qui l'exigerent dans le traité de paix, son courage aigri par tant de secousses ne voulut pas plier sous la nécessité : il résista aux remontrances, aux prieres, aux ordres, prétendant qu'on devait lui tenir la parole de ne le pas abandonner. On se crut obligé de se saisir de sa personne; il fut arrêté, garrotté, mis en prison, conduit hors de France : ce fut là le dernier coup dont la destinée accabla une génération de rois pendant trois cents années.

Charles Édouard, depuis ce temps, se cacha au reste de la terre. Que les hommes privés, qui se plaignent de leurs petites infortunes, jettent les yeux sur ce prince et sur ses ancêtres !

CHAPITRE XXVI.

Le roi de France n'ayant pu parvenir à la paix qu'il propose, gagne la bataille de Lawfelt. On prend d'assaut Berg-op-zoom. Les Russes marchent enfin au secours des alliés.

Lorsque cette fatale scene tendait à sa catastrophe en Angleterre, Louis XV achevait ses conquêtes. Malheureux alors par-tout où il n'était pas, victorieux par-tout où il était avec le maréchal de Saxe, il proposait toujours une pacification nécessaire à tous les partis, qui n'avaient plus de prétexte pour se détruire. L'intérêt du nouveau stathouder ne paraissait pas de continuer la guerre dans les commencements d'une autorité qu'il fallait affermir, et

qui n'était encore soutenue d'aucun subside réglé; mais l'animosité contre la cour de France allait si loin, les anciennes défiances étaient si invétérées, qu'un député des états, en représentant le stathouder aux États-Généraux, le jour de l'installation, avait dit dans son discours, « que la république « avait besoin d'un chef contre un voisin ambitieux « et perfide, qui se jouait de la foi des traités »: paroles étranges, pendant qu'on traitait encore, et dont Louis XV ne se vengea qu'en n'abusant point de ses victoires, ce qui doit paraître encore plus surprenant.

Cette aigreur violente était entretenue dans tous les esprits par la cour de Vienne, toujours indignée qu'on eût voulu dépouiller Marie-Thérese de l'héritage de ses peres, malgré la foi des traités : on s'en repentait, mais les alliés n'étaient pas satisfaits d'un repentir : la cour de Londres, pendant les conférences de Bréda, remuait l'Europe pour faire de nouveaux ennemis à Louis XV.

Enfin, le ministere de George II fit paraître dans le fond du Nord un secours formidable. L'impératrice des Russes, Élisabeth Pétrowna, fille du czar Pierre, fit marcher cinquante mille hommes en Livonie, et promit d'équiper cinquante galeres. Cet armement devait se porter par-tout où voudrait le roi d'Angleterre, moyennant cent mille livres sterling seulement; il en coûtait quatre fois autant pour les dix-huit mille Hanovriens qui servaient dans l'armée anglaise: ce traité, entamé long-temps auparavant, ne put être conclu que le mois de juin 1747.

Il n'y a point d'exemple d'un si grand secours venu de si loin, et rien ne prouvait mieux que le czar Pierre-le-Grand, en changeant tout dans ses vastes états, avait préparé de grands changemens dans l'Europe. Mais, pendant qu'on soulevait ainsi les extrémités de la terre, le roi de France avançait ses conquêtes : la Flandre hollandaise fut prise aussi rapidement que les autres places l'avaient été ; le grand objet du maréchal de Saxe était toujours de prendre Mastricht. Ce n'est pas une de ces places qu'on puisse prendre aisément après des victoires, comme presque toutes les villes d'Italie. Après la prise de Mastricht, on allait à Nimegue, et il était probable qu'alors les Hollandais auraient demandé la paix, avant qu'un Russe eût pu paraître pour les secourir ; mais on ne pouvait assiéger Mastricht qu'en donnant une grande bataille, et en la gagnant complètement.

Le roi était à la tête de son armée, et les alliés étaient campés entre lui et la ville ; le duc de Cumberland les commandait encore : le maréchal Bathiani conduisait les Autrichiens ; le prince de Valdeck, les Hollandais.

Le roi voulut la bataille, le maréchal de Saxe la prépara ; l'évènement fut le même qu'à la journée de Liege : les Français furent vainqueurs, et les alliés ne furent pas mis dans une déroute assez complete pour que le grand objet du siege de Mastricht pût être rempli. Ils se retirerent sous cette ville après avoir été vaincus, et laisserent à Louis XV, avec la gloire d'une seconde victoire, l'entiere liberté de toutes ses opérations dans le Brabant hol-

landais. Les Anglais furent encore dans cette bataille ceux qui firent la plus brave résistance. Le maréchal de Saxe chargea lui-même à la tête de quelques brigades : les Français perdirent le comte de Baviere, frere naturel de l'empereur Charles VII ; le marquis de Froulai, maréchal-de-camp, jeune homme qui donnait les plus grandes espérances ; le colonel Dillon, nom célebre dans les troupes irlandaises ; le brigadier d'Erlach, excellent officier ; le marquis d'Autichamp ; le comte d'Aubeterre, frere de celui qui avait été tué au siege de Bruxelles : le nombre des morts fut considérable. Le marquis de Bonac, fils d'un homme qui s'était acquis une grande réputation dans ses ambassades, y perdit une jambe ; le jeune marquis de Ségur eut un bras emporté : il avait été long-temps sur le point de mourir des blessures qu'il avait reçues auparavant ; et à peine était-il guéri, que ce nouveau coup le mit encore en danger de mort. Le roi dit au comte de Ségur son pere : « Votre fils méritait d'être invul-« nérable ». La perte fut à-peu-près égale des deux côtés : cinq à six mille hommes tués ou blessés de part et d'autre signalerent cette journée. Le roi de France la rendit célebre par le discours qu'il tint au général Ligonier, qu'on lui amena prisonnier : « Ne vaudrait-il pas mieux, lui dit-il, songer sé-« rieusement à la paix que de faire périr tant de « braves gens ? »

Cet officier général des troupes anglaises était né son sujet ; il le fit manger à sa table ; et des Écossais, officiers au service de France, avaient péri

par le dernier supplice en Angleterre, dans l'infortune du prince Charles Édouard.

En vain à chaque victoire, à chaque conquête, Louis XV offrait toujours la paix, il ne fut jamais écouté. Les alliés comptaient sur le secours des Russes, sur des succès en Italie, sur le changement de gouvernement en Hollande, qui devait enfanter des armées, sur les cercles de l'empire, sur la supériorité des flottes anglaises, qui menaçaient toujours les possessions de la France en Amérique et en Asie.

Il fallait à Louis XV un fruit de la victoire: on mit le siege devant Berg-op-zoom, place réputée imprenable, moins par l'art de Cohorn, qui l'avait fortifiée, que par un bras de mer formé par l'Escaut derrière la ville: outre ces défenses, outre une nombreuse garnison, il y avait des lignes auprès des fortifications; et dans ces lignes un corps de troupes qui pouvait à tout moment secourir la place.

De tous les sieges qu'on a jamais faits, celui-ci peut-être a été le plus difficile. On en chargea le comte de Lovendhal, qui avait déja pris une partie du Brabant hollandais. Ce général, né en Danemarck, avait servi l'empire de Russie; il s'était signalé aux assauts d'Oczakow, quand les Russes forcerent les janissaires dans cette ville; il parlait presque toutes les langues de l'Europe, connaissait toutes les cours, leur génie, celui des peuples, leur maniere de combattre; et il avait enfin donné la préférence à la France, où l'amitié du

maréchal de Saxe le fit recevoir en qualité de lieutenant-général.

Les alliés et les Français, les assiégés et les assiégeants même, crurent que l'entreprise échouerait: Lovendhal fut presque le seul qui compta sur le succès. Tout fut mis en œuvre par les alliés, garnison renforcée, secours de provisions, et de toute espece, par l'Escaut; artillerie bien servie, sorties des assiégés, attaques faites par un corps considérable qui protégeait les lignes auprès de la place, mines qu'on fit jouer en plusieurs endroits. Les maladies des assiégeants, campés dans un terrain malsain, secondaient encore la résistance de la ville. Ces maladies contagieuses mirent plus de vingt mille hommes hors d'état de servir; mais ils furent aisément remplacés. Enfin, après trois semaines de tranchée ouverte, le comte de Lovendhal fit voir qu'il y avait des occasions où il faut s'élever au-dessus des regles de l'art. Les breches n'étaient pas encore praticables; il y avait trois ouvrages fortement endommagés, le ravelin d'Edem et deux bastions, dont l'un s'appelait la Pucelle, et l'autre Cohorn: le général résolut de donner l'assaut à la fois à ces trois endroits, et d'emporter la ville.

Les Français en bataille rangée trouvent des égaux, et quelquefois des maîtres dans la discipline militaire; ils n'en ont point dans ces coups de main et dans ces entreprises rapides, où l'impétuosité, l'agilité, l'ardeur, renversent en un moment les obstacles. Les troupes commandées en silence, tout étant prêt au milieu de la nuit, les assiégés se croyant en sûreté, on descend dans le fossé; on

court aux trois breches; douze grenadiers seulement se rendent maîtres du fort d'Edem, tuent ce qui veut se défendre, font mettre bas les armes au reste épouvanté. Les bastions la Pucelle et Cohorn sont assaillis et emportés avec la même vivacité; les troupes montent en foule: on emporte tout; on pousse aux remparts, on s'y forme; on entre dans la ville la baïonnette au bout du fusil: le marquis de Lujac se saisit de la porte du port; le commandant de la forteresse de ce port se rend à lui à discrétion: tous les autres forts se rendent de même. Le vieux baron de Cromstrom, qui commandait dans la ville, s'enfuit vers les lignes; le prince de Hesse-Philipstadt veut faire quelque résistance dans les rues avec deux régiments, l'un écossais, l'autre suisse; ils sont taillés en pieces: le reste de la garnison fuit vers ces lignes qui devaient la protéger; ils y portent l'épouvante, tout fuit; les armes, les provisions, le bagage, tout est abandonné; la ville est en pillage au soldat vainqueur. On s'y saisit, au nom du roi, de dix-sept grandes barques chargées dans le port de munitions de toute espece, et de rafraichissements que les villes de Hollande envoyaient aux assiégés; il y avait sur les coffres, en gros caracteres: « A l'invincible garnison de Berg-op-« zoom ». Le roi, en apprenant cette nouvelle, fit le comte de Lovendhal maréchal-de-France. La surprise fut grande à Londres, la consternation extrême dans les Provinces-Unies: l'armée des alliés fut découragée.

Malgré tant de succès, il était encore très difficile de faire la conquête de Mastricht: on réserva

cette entreprise pour l'année suivante 1748. « La « paix est dans Mastricht, disait le maréchal de « Saxe. »

La campagne fut ouverte par les préparatifs de ce siege important. Il fallait faire la même chose à-peu-près que lorsqu'on avait assiégé Namur, s'ouvrir et s'assurer tous les passages, forcer une armée entiere à se retirer, et la mettre dans l'impuissance d'agir. Ce fut la plus savante manœuvre de toute cette guerre : on ne pouvait venir à bout de cette entreprise, sans donner le change aux ennemis ; il était à la fois nécessaire de les tromper et de laisser ignorer son secret à ses propres troupes. Les marches devaient être tellement combinées, que chaque marche abusât l'ennemi, et que toutes réussissent à point nommé. MM. de Crémille et de Beauteville, qui connaissaient un projet formé l'année précédente pour surprendre quelques quartiers, proposerent au maréchal de Saxe de s'en servir pour l'envahissement de Mastricht. A peine avaient-ils commencé de lui en tracer le plan, que le maréchal le saisit et l'acheva.

On fait d'abord croire aux ennemis qu'on en veut à Breda : le maréchal va lui-même conduire un grand convoi à Berg-op-zoom, à la tête de vingt-cinq mille hommes, et semble tourner le dos à Mastricht ; une autre division marche en même temps à Tirlemont, sur le chemin de Liege ; une autre est à Tongres, une autre menace Luxembourg ; et toutes enfin marchent vers Mastricht, à droite et à gauche de la Meuse.

Les alliés, séparés en plusieurs corps, ne voient le

dessein du maréchal que quand il n'est plus temps de s'y opposer : la ville se trouve investie des deux côtés de la riviere ; nul secours n'y peut plus entrer. Les ennemis, au nombre de près de quatre-vingts mille hommes, sont à Mazeick, à Ruremonde : le duc de Cumberland ne peut plus qu'être témoin de la prise de Mastricht.

Pour arrêter cette supériorité constante des Français, les Autrichiens, les Anglais, et les Hollandais, attendaient trente-cinq mille Russes, au lieu de cinquante mille, sur lesquels ils avaient d'abord compté ; ce secours, venu de si loin, arrivait enfin. Les Russes étaient déja dans la Franconie ; c'étaient des hommes infatigables, formés à la plus grande discipline ; ils couchaient en plein champ, couverts d'un simple manteau, et souvent sur la neige ; la plus sauvage nourriture leur suffisait. il n'y avait pas quatre malades alors par régiment dans leur armée : ce qui pouvait rendre ce secours plus important, c'est que les Russes ne désertent jamais. Leur religion, différente de toutes les communions latines, leur langue qui n'a aucun rapport avec les autres, leur aversion pour les étrangers, rendent inconnue parmi eux la désertion, qui est si fréquente ailleurs ; enfin c'était cette même nation qui avait vaincu les Turcs et les Suédois ; mais les soldats russes devenus si bons manquaient alors d'officiers : les nationaux savaient obéir, mais leurs capitaines ne savaient pas commander ; et ils n'avaient plus ni un Munich, ni un Lasci, ni un Keith, ni un Lovendhal à leur tête.

Tandis que le maréchal de Saxe assiégeait Mas-

tricht, les alliés mettaient toute l'Europe en mouvement : on allait recommencer vivement la guerre en Italie, et les Anglais avaient attaqué les possessions de la France en Amérique et en Asie. Il faut voir les grandes choses qu'ils faisaient alors avec peu de moyens dans l'ancien et le nouveau monde.

CHAPITRE XXVII.

Voyage de l'amiral Anson autour du globe.

La France ni l'Espagne ne peuvent être en guerre avec l'Angleterre que cette secousse donnée à l'Europe ne se fasse sentir aux extrémités du monde. Si l'industrie et l'audace de nos nations modernes ont un avantage sur le reste de la terre et sur toute l'antiquité, c'est par nos expéditions maritimes. On n'est pas assez étonné peut-être de voir sortir des ports de quelques petites provinces, inconnues autrefois aux anciennes nations civilisées, des flottes dont un seul vaisseau eût détruit tous les navires des anciens Grecs et des Romains. D'un côté ces flottes vont au-delà du Gange se livrer des combats à la vue des plus puissants empires, spectateurs tranquilles d'un art et d'une fureur qui n'ont point encore passé jusqu'à eux ; de l'autre, elles vont audelà de l'Amérique se disputer des esclaves dans un nouveau monde.

Rarement le succès est-il proportionné à ces entreprises, non seulement parcequ'on ne peut pré-

voir tous les obstacles, mais parcequ'on n'emploie presque jamais d'assez grands moyens.

L'expédition de l'amiral Anson est une preuve de ce que peut un homme intelligent et ferme malgré la foiblesse des préparatifs et la grandeur des dangers.

On se souvient que quand l'Angleterre déclara la guerre à l'Espagne, en 1739, le ministere de Londres envoya l'amiral Vernon vers le Mexique, qu'il y détruisit Porto-Bello, et qu'il manqua Carthagene: on destinait dans le même temps George Anson à faire une irruption dans le Pérou par la mer du Sud, afin de ruiner, si on pouvait, ou du moins d'affaiblir par les deux extrémités le vaste empire que l'Espagne a conquis dans cette partie du monde. On fit Anson commodore, c'est-à-dire chef d'escadre; on lui donna cinq vaisseaux, une espece de petite frégate de huit canons portant environ cent hommes, et deux navires chargés de provisions et de marchandises: ces deux navires étaient destinés à faire le commerce à la faveur de cette entreprise; car c'est le propre des Anglais de mêler le négoce à la guerre. L'escadre portait quatorze cents hommes d'équipage, parmi lesquels il y avait de vieux invalides, et deux cents jeunes gens de recrues; c'était trop peu de forces, et on les fit encore partir trop tard. Cet armement ne fut en haute mer qu'à la fin de septembre 1740: il prend sa route par l'isle de Madere, qui appartient au Portugal; il s'avance aux isles du Cap-Verd, et range les côtes du Brésil. On se reposa dans une petite isle nommée Sainte-Catherine, con-

verte en tout temps de verdure et de fruits, à vingt-sept degrés de latitude australe; et après avoir ensuite côtoyé le pays froid et inculte des Patagons, sur lequel on a débité tant de fables, le commodore entra, sur la fin de février 1741, dans le détroit de le Maire; ce qui fait plus de cent degrés de latitude franchis en moins de cinq mois. La petite chaloupe de huit canons, nommée le Trial, l'Epreuve, fut le premier navire de cette espece qui osa doubler le cap Horn : elle s'empara depuis dans la mer du Sud d'un bâtiment espagnol de six cents tonneaux, dont l'équipage ne pouvait comprendre comment il avait été pris par une barque venue d'Angleterre dans l'océan Pacifique.

Cependant en doublant le cap Horn, après avoir passé le détroit de le Maire, des tempêtes extraordinaires battent les vaisseaux d'Anson, et les dispersent; un scorbut d'une nature affreuse fait périr la moitié de l'équipage; le seul vaisseau du commodore aborde dans l'isle déserte de Fernandez, dans la mer du Sud, en remontant vers le tropique du capricorne.

Un lecteur raisonnable qui voit avec quelque horreur ces soins prodigieux que prennent les hommes pour se rendre malheureux eux et leurs semblables, apprendra peut-être avec satisfaction que George Anson, trouvant dans cette isle déserte le climat le plus doux et le terrain le plus fertile, y sema des légumes et des fruits dont il avait apporté les semences et les noyaux, et qui bientôt couvrirent l'isle entiere. Des Espagnols qui y relâcherent quelques années après, ayant été depuis prisonniers en

Angleterre, jugerent qu'il n'y avait qu'Anson qui eût pu réparer par cette attention généreuse le mal que fait la guerre ; et ils le remercierent comme leur bienfaiteur.

On trouva sur la côte beaucoup de lions de mer, dont les mâles se battent entre eux pour les femelles, et on fut étonné d'y voir dans les plaines des chevres qui avaient les oreilles coupées, et qui par-là servirent de preuve aux aventures d'un Anglais nommé Shelkirck, qui, abandonné dans cette isle, y avait vécu seul plusieurs années. Qu'il soit permis d'adoucir par ces petites circonstances la tristesse d'une histoire qui n'est qu'un récit de meurtres et de calamités. Une observation plus intéressante fut celle de la variation de la boussole, qu'on trouva conforme au système de Halley; l'aiguille aimantée suivait exactement la route que ce grand astronome lui avait tracée. Il donna des lois à la matiere magnétique, comme Newton en donna à toute la nature ; et cette petite escadre, qui n'allait franchir des mers inconnues que dans l'espérance du pillage, servait la philosophie sans le savoir.

Anson, qui montait un vaisseau de soixante canons, ayant été rejoint par un vaisseau de guerre, et par cette chaloupe nommée l'Épreuve, fit, en croisant vers cette isle de Fernandez, plusieurs prises assez considérables : mais bientôt après, s'étant avancé jusque vers la ligne équinoxiale, il osa attaquer la ville de Païta sur cette même côte de l'Amérique. Il ne se servit ni de ses vaisseaux de guerre, ni de tout ce qui lui restait d'hommes pour

tenter ce coup hardi; cinquante soldats dans une chaloupe à rames firent l'expédition. Ils abordent pendant la nuit: cette surprise subite, la confusion et le désordre, que l'obscurité redouble, multiplient et augmentent le danger: le gouverneur, la garnison, les habitants, fuient de tous côtés; le gouverneur va dans les terres rassembler trois cents hommes de cavalerie, et la milice des environs. Les cinquante Anglais cependant font transporter paisiblement pendant trois jours les trésors qu'ils trouvent dans la douane et dans les maisons; des esclaves negres qui n'avaient pas fui, espece d'animaux appartenants au premier qui s'en saisit, aident à enlever les richesses de leurs anciens maîtres: les vaisseaux de guerre abordent. Le gouverneur n'eut ni la hardiesse de redescendre dans la ville et d'y combattre, ni la prudence de traiter avec les vainqueurs pour le rachat de la ville et des effets qui restaient encore. Anson fit réduire Païta en cendres, et partit, ayant dépouillé aussi aisément les Espagnols que ceux-ci avaient autrefois dépouillé les Américains. La perte pour l'Espagne fut de plus de quinze cents mille piastres, le gain pour les Anglais d'environ cent quatre-vingt mille piastres; ce qui, joint aux prises précédentes, enrichissait déja l'escadre: le grand nombre enlevé par le scorbut, laissait encore une plus grande part aux survivants. Cette petite escadre remonta ensuite vis-à-vis Panama, sur la côte où l'on pêche les perles, et s'avança devant Acapulco, au revers du Mexique. Le gouvernement de Madrid ne savait

pas alors le danger qu'il courait de perdre cette grande partie du monde.

Si l'amiral Vernon, qui avait assiégé Carthagene sur la mer opposée eût réussi, il pouvait donner la main au commodore Anson; l'isthme de Panama était pris à droite et à gauche par les Anglais, et le centre de la domination espagnole perdu. Le ministere de Madrid, averti long-temps auparavant, avait pris des précautions qu'un malheur presque sans exemple rendait inutiles: il prévint l'escadre d'Anson par une flotte plus nombreuse, plus forte d'hommes et d'artillerie, sous le commandement de don Joseph Pizarro. Les mêmes tempêtes qui avaient assailli les Anglais disperserent les Espagnols avant qu'ils pussent atteindre le détroit de le Maire. Non seulement le scorbut, qui fit périr la moitié des Anglais, attaqua les Espagnols avec la même furie, mais des provisions qu'on attendait de Buénos-Ayres n'étant point venues, la faim se joignit au scorbut: deux vaisseaux espagnols, qui ne portaient que des mourants, furent fracassés sur les côtes; deux autres échouerent. Le commandant fut obligé de laisser son vaisseau amiral à Buénos-Ayres; il n'y avait plus assez de mains pour le gouverner, et ce vaisseau ne put être réparé qu'au bout de trois années; de sorte que le commandant de cette flotte retourna en Espagne, en 1646, avec moins de cent hommes, qui restaient de deux mille sept cents dont sa flotte était montée: évènement funeste, qui sert à faire voir que la guerre sur mer est plus dangereuse que sur terre,

puisque sans combattre on essuie presque toujours les dangers et les extrémités les plus horribles.

Les malheurs de Pizarro laisserent Anson en pleine liberté dans la mer du Sud; mais les pertes qu'Anson avait faites de son côté le mettait hors d'état de faire de grandes entreprises sur les terres, et sur-tout depuis qu'il eut appris par les prisonniers le mauvais succès du siege de Carthagene, et que le Mexique était rassuré.

Anson réduisit donc ses entreprises et ses grandes espérances à se saisir d'un galion immense que le Mexique envoie tous les ans dans les mers de la Chine à l'isle de Manille, capitale des Philippines, ainsi nommées parcequ'elles furent découvertes sous le regne de Philippe II.

Ce galion chargé d'argent ne serait point parti si on avait vu les Anglais sur les côtes, et il ne devait mettre à la voile que long-temps après leur départ. Le commodore va donc traverser l'océan Pacifique, et tous les climats opposés à l'Afrique, entre notre tropique et l'équateur: l'avarice, devenue honorable par la fatigue et le danger, lui fait parcourir le globe avec deux vaisseaux de guerre.

Le scorbut poursuit encore l'équipage sur ces mers; et l'un des vaisseaux faisant eau de tous côtés, on est obligé de l'abandonner, et de le brûler au milieu de la mer, de peur que ses débris ne soient portés dans quelques isles des Espagnols, et ne leur deviennent utiles: ce qui restait de matelots et de soldats sur ce vaisseau passe dans celui d'Anson; et le commodore n'a plus de son escadre que son seul vaisseau nommé le Centurion, monté

de soixante canons, suivi de deux especes de chaloupes. Le Centurion, échappé seul à tant de dangers, mais délabré lui-même, et ne portant que des malades, relâche pour son bonheur dans une des isles Mariannes, qu'on nomme Tinian, alors presque entièrement déserte, peuplée naguere de trente mille ames, mais dont la plupart des habitants avaient péri par une maladie épidémique, et dont le reste avait été transporté dans une autre isle par les Espagnols.

Le séjour de Tinian sauva l'équipage: cette isle, plus fertile que celle de Fernandez, offrait de tous côtés, en bois, en eau pure, en animaux domestiques, en fruits, en légumes, tout ce qui peut servir à la nourriture, aux commodités de la vie, et au radoub d'un vaisseau. Ce qu'on trouva de plus singulier est un arbre dont le fruit d'un goût agréable peut remplacer le pain; trésor réel qui, transplanté, s'il se pouvait, dans nos climats, serait bientôt préférable à ces richesses de convention qu'on va ravir parmi tant de périls au bout de la terre. De cette isle il range celle de Formose, et cingle vers la Chine à Macao, à l'entrée de la riviere de Kanton, pour radouber le seul vaisseau qui lui reste.

Macao appartient depuis cent cinquante ans aux Portugais: l'empereur de la Chine leur permit de bâtir une ville dans une petite isle qui n'est qu'un rocher, mais qui leur était nécessaire pour leur commerce; les Chinois n'ont jamais violé depuis ce temps les privileges accordés aux Portugais. Cette fidélité devait, ce me semble, désarmer l'auteur

anglais qui a donné au public l'histoire de l'expédition de l'amiral Anson ; cet historien, d'ailleurs judicieux, instructif, et bon citoyen, ne parle des Chinois que comme d'un peuple méprisable, sans foi et sans industrie. Quant à leur industrie, elle n'est en rien de la nature de la nôtre; quant à leurs mœurs, je crois qu'il faut plutôt juger d'une puissante nation par ceux qui sont à la tête, que par la populace des extrémités d'une province : il me paraît que la foi des traités, gardée par le gouvernement pendant un siecle et demi, fait plus d'honneur aux Chinois qu'ils ne reçoivent de honte de l'avidité et de la fourberie d'un vil peuple d'une côte de ce vaste empire. Faut-il insulter la nation la plus ancienne, la plus policée de la terre, parceque quelques malheureux ont voulu dérober à des Anglais, par des larcins et par des gains illicites, la vingt millieme partie tout au plus de ce que les Anglais allaient voler par force aux Espagnols dans la mer de la Chine ? Il n'y a pas long-temps que les voyageurs éprouvaient des vexations beaucoup plus grandes dans plus d'un pays de l'Europe. Qu'aurait dit un Chinois si, ayant fait naufrage sur les côtes de l'Angleterre, il avait vu les habitants courir en foule s'emparer avidement à ses yeux de tous ses effets naufragés?

Le commodore ayant mis son vaisseau en très bon état à Macao par le secours des Chinois, et ayant reçu sur son bord quelques matelots indiens et quelques Hollandais, qui lui parurent des hommes de service, il remet à la voile, feignant d'aller à Batavia, le disant même à son équipage, mais

n'ayant en effet d'autre objet que de retourner vers les Philippines à la poursuite de ce galion, qu'il présumait être alors dans ces parages. Dès qu'il est en pleine mer il fait part de son projet à tout son monde: l'idée d'une si riche prise les remplit de joie et d'espérance, et redoubla leur courage.

Enfin, le 9 juin 1743, on découvre ce vaisseau qu'on poursuivait depuis si long-temps d'un bout de l'hémisphere à l'autre; il avançait vers Manille, monté de soixante-quatre canons, dont vingt-huit n'étaient que de quatre livres de balle à cartouche; cinq cent cinquante hommes de combat composaient l'équipage: le trésor qu'il portait n'était que d'environ quinze cents mille piastres en argent, avec de la cochenille, parceque tout le trésor, qui est d'ordinaire le double, ayant été partagé, la moitié avait été portée sur un autre galion.

Le commodore n'avait sur son vaisseau le Centurion que deux cents quarante hommes. Le capitaine du galion, ayant apperçu l'ennemi, aima mieux hasarder le trésor que perdre sa gloire en fuyant devant un Anglais, et fit force de voiles hardiment pour le venir combattre.

La fureur de ravir des richesses, plus forte que le devoir de les conserver pour son roi, l'expérience des Anglais, et les manœuvres savantes du commodore, lui donnerent la victoire: il n'eut que deux hommes tués dans le combat; le galion perdit soixante-sept hommes tués sur les ponts, et il eut quatre-vingt-quatre blessés; il lui restait encore plus de monde qu'au commodore, cependant il se rendit. Le vainqueur retourna à Kanton avec cette

riche prise; il y soutint l'honneur de sa nation en refusant de payer à l'empereur de la Chine les impôts que doivent tous les étrangers: il prétendait qu'un vaisseau de guerre n'en devait pas. Sa conduite en imposa: le gouverneur de Kanton lui donna une audience, à laquelle il fut conduit à travers deux haies de soldats au nombre de dix mille; après quoi il retourna dans sa patrie par les isles de la Sonde, et par le Cap-de-Bonne-Espérance. Ayant ainsi fait le tour du monde en victorieux, il aborda en Angleterre, le 4 juin 1744, après un voyage de trois ans et demi.

Il fit porter à Londres en triomphe, sur trente-deux chariots, au son des tambours et des trompettes, et aux acclamations de la multitude, les richesses qu'il avait conquises. Ses prises se montaient en argent et en or à dix millions, monnaie de France, qui furent le prix du commodore, de ses officiers, des matelots et des soldats, sans que le roi entrât en partage du fruit de leurs fatigues et de leur valeur: ces richesses, circulant bientôt dans la nation, contribuerent à lui faire supporter les frais immenses de la guerre.

De simples corsaires firent des prises encore plus considérables. Le capitaine Talbot prit avec son seul vaisseau deux navires français, qu'il crut d'abord ne venir que de la Martinique, et ne porter que des marchandises communes; mais ces deux bâtiments malouins avaient été frétés par les Espagnols avant que la guerre eût été déclarée entre la France et l'Angleterre, ils croyaient revenir en sûreté; un Espagnol, qui avait été gouverneur du

Pérou, était sur l'un de ces vaisseaux, et tous les deux rapportaient des trésors en or, en argent, en diamants, et en marchandises précieuses. Cette prise était estimée vingt-six millions de livres. L'équipage du corsaire fut si étonné de ce qu'il voyait qu'il ne daigna pas prendre les bijoux que chaque passager espagnol portait sur soi : il n'y en avait presque aucun qui n'eût une épée d'or, et un diamant au doigt : on leur laissa tout ; et quand Talbot eut amené ses prises au port de Kingsale, en Irlande, il fit présent de vingt guinées à chacun des matelots et des domestiques espagnols. Le butin fut partagé entre deux vaisseaux corsaires, dont l'un, qui était compagnon de Talbot, avait poursuivi en vain un autre vaisseau, nommé l'Espérance, et le plus riche des trois : chaque matelot de ces deux corsaires eut huit cents cinquante guinées pour sa part ; les deux capitaines eurent chacun trois mille cinq cents guinées ; le reste fut partagé entre les associés, après avoir été porté en triomphe de Britsol à Londres sur quarante-trois chariots. La plus grande partie de cet argent fut prêtée au roi même, qui en fit une rente aux propriétaires. Cette seule prise valait au-delà d'une année de revenu de la Flandre entiere. On peut juger si de telles aventures encourageaient les Anglais à aller en course, et relevaient les espérances d'une partie de la nation, qui envisageait dans les calamités publiques des avantages si prodigieux.

CHAPITRE XXVIII.

Louisbourg. Combat de mer: prises immenses que font les Anglais.

Une autre entreprise, commencée plus tard que celle de l'amiral Anson, montre bien de quoi est capable une nation commerçante à la fois et guerriere; je veux parler du siege de Louisbourg: ce ne fut point une opération du cabinet des ministres de Londres, ce fut le fruit de la hardiesse des marchands de la Nouvelle-Angleterre: cette colonie, l'une des plus florissantes de la nation anglaise, est éloignée d'environ quatre-vingts lieues de l'isle de Louisbourg ou du Cap-Breton, isle alors importante pour les Français, située vers l'embouchure du fleuve Saint-Laurent, la clef de leurs possessions dans le nord de l'Amérique. Ce territoire avait été confirmé à la France par la paix d'Utrecht. La pêche de la morue, qui se fait dans ces parages, était l'objet d'un commerce utile, qui employait par an plus de cinq cents petits vaisseaux de Baïonne, de Saint-Jean-de-Luz, du Havre-de-Grace, et d'autres villes; on en rapportait au moins trois mille tonneaux d'huile, nécessaires pour les manufactures de toute espece: c'était une école de matelots; et ce commerce, joint à celui de la morue, faisait travailler dix mille hommes, et circuler dix millions.

Un négociant, nommé Vaugan, propose à ses concitoyens de la Nouvelle-Angleterre de lever des

troupes pour assiéger Louisbourg : on reçoit cette idée avec acclamation ; on fait une loterie dont le produit soudoie une petite armée de quatre mille hommes ; on les arme, on les approvisionne, on leur fournit des vaisseaux de transport, tout cela aux dépens des habitants. Ils nomment un général ; mais il leur fallait l'agrément de la cour de Londres, il leur fallait sur-tout des vaisseaux de guerre : il n'y eut de perdu que le temps de demander ; la cour envoie l'amiral Waren avec quatre vaisseaux protéger cette entreprise de tout un peuple.

Louisbourg est une place qui pouvait se défendre et rendre tous ces efforts inutiles si on avait eu assez de munitions ; mais c'est le sort de la plupart des établissements éloignés qu'on leur envoie rarement d'assez bonne heure ce qui leur est nécessaire. A la premiere nouvelle des préparatifs contre la colonie le ministre de la marine de France fait partir un vaisseau de soixante-quatre canons chargé de tout ce qui manquait à Louisbourg ; le vaisseau arrive pour être pris à l'entrée du port par les Anglais. Le commandant de la place, après une vigoureuse défense de cinquante jours, fut obligé de se rendre. Les Anglais lui firent les conditions ; ce fut d'amener eux-mêmes en France la garnison, et tous les habitants au nombre de deux mille. On fut étonné à Brest de recevoir quelques mois après une colonie entiere de Français que des vaisseaux anglais laisserent sur le rivage.

La prise de Louisbourg fut encore fatale à la compagnie française des Indes : elle avait pris à ferme le commerce des pelleteries du Canada, et ses vais-

seaux, au retour des grandes Indes, venaient souvent mouiller à Louisbourg; deux gros vaisseaux de la compagnie y abordent immédiatement après sa prise, et se livrent eux-mêmes. Ce ne fut pas tout; une fatalité non moins singuliere enrichit encore les nouveaux possesseurs du Cap-Breton: un gros bâtiment espagnol, nommé l'Espérance, qui avait échappé à des armateurs, croyait trouver sa sûreté dans le port de Louisbourg comme les autres; il y trouva sa perte comme eux. La charge de ces trois navires, qui vinrent ainsi se rendre eux-mêmes du fond de l'Asie et de l'Amérique, allait à vingt-cinq millions de livres. Si dès long-temps on a appelé la guerre un jeu de hasard, les Anglais en une année gagnerent à ce jeu trois millions de livres sterling. Non seulement les vainqueurs comptaient garder à jamais Louisbourg, mais ils firent des préparatifs pour s'emparer de toute la Nouvelle-France.

Il semble que les Anglais dussent faire de plus grandes entreprises maritimes. Ils avaient alors six vaisseaux de cent pieces de canon, treize de quatre-vingt-dix, quinze de quatre-vingt, vingt-six de soixante-dix, trente-trois de soixante; il y en avait trente-sept de cinquante à cinquante-quatre canons; et au-dessous de cette forme, depuis les frégates de quarante canons jusqu'aux moindres, on en comptait jusqu'à cent quinze: ils avaient encore quatorze galiotes à bombes, et dix brûlots; c'était en tout deux cent soixante-trois vaisseaux de guerre, indépendamment des corsaires, et des vaisseaux de transport: cette marine avait le fond de quarante mille matelots. Jamais aucune nation n'a eu de pa-

reilles forces. Tous ces vaisseaux ne pouvaient être armés à la fois, il s'en fallait beaucoup; le nombre des soldats était trop disproportionné : mais enfin, en 1746 et 1747, les Anglais avaient à la fois une flotte dans les mers de l'Écosse et d'Irlande, une à Spithead, une aux Indes orientales, une vers la Jamaïque, une à Antigoa, et ils en armaient de nouvelles selon le besoin.

Il fallut que la France résistât pendant toute la guerre, n'ayant en tout qu'environ trente-cinq vaisseaux de roi à opposer à cette puissance formidable. Il devenait plus difficile de jour en jour de soutenir les colonies. Si on ne leur envoyait pas de gros convois, elles demeuraient sans secours à la merci des flottes anglaises; si les convois partaient ou de France ou des isles, ils couraient risque étant escortés d'être pris avec leurs escortes. En effet les Français essuyerent quelquefois des pertes terribles; car une flotte marchande de quarante voiles, venant en France de la Martinique sous l'escorte de quatre vaisseaux de guerre, fut rencontrée par une flotte anglaise; il y en eut trente de pris, coulés à fond, ou échoués : deux vaisseaux de l'escorte, dont l'un était de quatre-vingts canons, tomberent au pouvoir de l'ennemi.

En vain on tenta d'aller dans l'Amerique septentrionale pour essayer de reprendre le Cap-Breton, ou pour ruiner la colonie anglaise d'Annapolis dans la Nouvelle-Écosse: le duc d'Enville, de la maison de la Rochefoucauld, y fut envoyé avec quatorze vaisseaux. C'était un homme d'un grand courage, d'une politesse et d'une douceur de mœurs que

les Français seuls conservent dans la rudesse attachée au service maritime: mais la force de son corps ne secondait pas celle de son ame; il mourut de maladie sur le rivage barbare de Chiboctou, après avoir vu sa flotte dispersée par des tempêtes. C'est lui dont la veuve s'est fait dans Paris une si grande réputation par ses vertus courageuses, et par la constance d'une ame forte, qualité rare en France.

Un des plus grands avantages que les Anglais eurent sur mer fut le combat naval de Finistere; combat où ils prirent six gros vaisseaux de roi, et sept de la compagnie des Indes armés en guerre, dont quatre se rendirent dans le combat, et trois autres ensuite; le tout portant quatre mille hommes d'équipage.

Londres est remplie de négociants et de gens de mer qui s'intéressent beaucoup plus aux succès maritimes qu'à tout ce qui se passe en Allemagne ou en Flandre: ce fut dans la ville un transport de joie inoui quand on vit arriver dans la Tamise le même vaisseau le Centurion, si fameux par son expédition autour du monde; il apportait la nouvelle de la bataille de Finistere, gagnée par ce même Anson, devenu à juste titre vice-amiral général, et par l'amiral Waren: on vit arriver vingt-deux chariots chargés de l'or, de l'argent, et des effets pris sur la flotte de France. La perte de ces effets et de ces vaisseaux fut estimée plus de vingt millions de France. De l'argent de cette prise on frappa quelques especes, sur lesquelles on voyait pour légende *Finistere;* monument flatteur à la fois et encourageant pour la nation, et imitation glorieuse de

l'usage qu'avaient les Romains de graver ainsi sur la monnaie courante, comme sur des médailles, les plus grands évènements de leur empire. Cette victoire était plus heureuse et plus utile qu'étonnante; les amiraux Anson et Waren avaient combattu avec dix-sept vaisseaux de guerre contre six vaisseaux de roi, dont le meilleur ne valait pas pour la construction le moindre navire de la flotte anglaise.

Ce qu'il y avait de surprenant c'est que le marquis de la Jonquiere, chef de cette escadre, eût soutenu long-temps le combat, et donné encore à un convoi qu'il amenait de la Martinique le temps d'échapper. Le capitaine du vaisseau le Windsor s'exprimait ainsi dans sa lettre sur cette bataille: « Je n'ai jamais vu une meilleure conduite que « celle du commodore français; et, pour dire la « vérité, tous les officiers de cette nation ont mon- « tré un grand courage; aucun d'eux ne s'est rendu « que quand il leur a été absolument impossible de « manœuvrer. »

Il ne restait plus aux Français sur ces mers que sept vaisseaux de guerre pour escorter les flottes marchandes aux isles de l'Amérique, sous le commandement de M. de l'Estanduere: ils furent rencontrés par quatorze vaisseaux anglais; on se battit comme à Finistere avec le même courage et la même fortune: le nombre l'emporta, et l'amiral Hawkes emmena dans la Tamise six vaisseaux des sept qu'il avait combattus.

La France n'avait plus alors qu'un seul vaisseau de guerre. On connut dans toute son étendue la faute du cardinal de Fleuri d'avoir négligé la mer;

cette faute est difficile à réparer. La marine est un art et un grand art. On a vu quelquefois de bonnes troupes de terre formées en deux ou trois années par des généraux habiles et appliqués ; mais il faut un long temps pour se procurer une marine redoutable.

CHAPITRE XXIX.

De l'Inde, de Madrass, de Poudicheri. Expédition de la Bourdonnais. Conduite de Dupleix, etc.

PENDANT que les Anglais portaient leurs armes victorieuses sur tant de mers, et que tout le globe était le théâtre de la guerre, ils en ressentirent enfin les effets dans leur colonie de Madrass. Un homme à la fois négociant et guerrier, nommé Mahé de la Bourdonnais, vengea l'honneur du pavillon français au fond de l'Asie.

Pour rendre cet évènement plus sensible, il est nécessaire de donner quelque idée de l'Inde, du commerce des Européans dans cette vaste et riche contrée, et de la rivalité qui régna entre eux, rivalité souvent soutenue par les armes.

Les nations européanes ont inondé l'Inde : on a su y faire de grands établissements ; on y a porté la guerre ; plusieurs y ont fait des fortunes immenses, peu se sont appliqués à connaître les antiquités de ce pays, plus renommé autrefois pour sa religion, ses sciences, et ses lois, que pour ses richesses, qui ont fait de nos jours l'unique objet de nos voyages.

Un Anglais (1), qui a demeuré trente ans dans le Bengale, et qui sait les langues modernes et anciennes des brames, détruit tout ce vain amas d'erreurs dont sont remplies nos histoires des Indes, et confirme ce que le petit nombre d'hommes instruits en a pensé. Ce pays est sans contredit le plus anciennement policé qui soit dans le monde; les savants chinois même lui accordent cette supériorité: les plus anciens monuments que l'empereur Cam-hi avait recueillis dans son cabinet de curiosités étaient tous indiens. Le docte et infatigable Anglais qui a copié, en 1754, leur premiere loi écrite, nommée le Shasta, antérieure au Veidam, assure que cette loi a quatre mille six cent soixante-six ans d'antiquité dans le temps qu'il la copie: long-temps avant ce monument, le plus ancien de la terre, s'il faut l'en croire, cette loi était consacrée par la tradition, et par des hiéroglyphes antiques.

On ne fait d'ordinaire aucune difficulté dans toutes les relations de l'Inde, copiées sans examen les unes sur les autres, de diviser toutes les nations des Indiens en mahométans et en idolâtres; mais il est avéré que les brames et les banians, loin d'être idolâtres, ont toujours reconnu un seul Dieu créateur, que leurs livres appellent toujours l'Éternel; ils le reconnaissent encore au milieu de toutes les superstitions qui défigurent leur ancien culte. Nous avons cru, en voyant les figures monstrueuses exposées dans leurs temples à la vénération publi-

(1) M. Holwell.

que, qu'ils adoraient des diables, quoique ces peuples n'aient jamais entendu parler du diable; ces représentations symboliques n'étaient autre chose que les emblêmes des vertus. La vertu en général est figurée comme une belle femme qui a dix bras pour résister aux vices: elle porte une couronne; elle est montée sur un dragon, et tient du premier de ses bras droits une pique dont la pointe ressemble à une fleur de lis. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans le détail de toutes leurs antiques cérémonies, qui se sont conservées jusqu'à nos jours, ni de discuter le Chastubat et le Veidam, ni de montrer à quel point les brames d'aujourd'hui ont dégénéré de leurs ancêtres; mais quoique leur asservissement aux Tartares, l'horrible cupidité et les débauches des Européans établis sur leurs côtes, les aient rendus pour la plupart fourbes et méchants, cependant l'auteur, qui a vécu si long-temps avec eux, dit que les brames qui n'ont point été corrompus par aucune fréquentation avec les commerçants d'Europe, ou par les intrigues des cours des nababs, « sont le « modele le plus pur de la vraie piété qu'on puisse « trouver sur la face de la terre. »

Le climat de l'Inde est sans contredit le plus favorable à la nature humaine; il n'est pas rare d'y voir des vieillards de six vingts ans. Les tristes mémoires de notre compagnie des Indes nous apprennent que dans une bataille livrée par un autre tyran, l'un des deux, nommé Anaverdikan, que nous fîmes assassiner dans le combat par un traître de ses suivants, était âgé de cent sept années, et qu'il avait ramené trois fois ses soldats à la charge. L'empe-

reur Aurengzeb vécut plus de cent ans. Nisan El-moluk, grand chancelier de l'empire sous Mahomet-Sha, détrôné et rétabli par Sha-Nadir, est mort à l'âge de cent ans révolus. Quiconque est sobre dans ces pays jouit d'une vie longue et saine.

Les Indiens auraient été les peuples du monde les plus heureux s'ils avaient pu demeurer inconnus aux Tartares et à nous. L'ancienne coutume immémoriale de leurs philosophes de finir leurs jours sur un bûcher, dans l'espoir de recommencer une nouvelle carriere, et celle des femmes de se brûler sur le corps de leurs maris pour renaître avec eux sous une forme différente, prouvent une grande superstition, mais aussi un grand courage dont nous n'approchons pas. Ces peuples autrefois avaient horreur de tuer leurs semblables, et ne craignaient pas de se tuer eux-mêmes. Les femmes dans les castes des brames se brûlent encore, mais plus rarement qu'autrefois. Nos dévotes affligent leur corps; celles-ci le détruisent, et toutes vont contre le but de la nature dans l'idée que ce corps sera plus heureux.

L'horreur de répandre le sang des bêtes augmenta chez cette antique nation celle de répandre le sang des hommes. La douceur de leurs mœurs en fit toujours de très mauvais soldats; c'est une vertu qui a causé leurs malheurs, et qui les a faits esclaves. Le gouvernement tartare, qui est précisément celui de nos anciens grands fiefs, soumet presque tous ces peuples à de petits brigands, nommés par des vice-rois, lesquels sont institués par l'empereur. Tous ces tyrans sont très riches, et le peuple très

pauvre. C'est cette administration qui fut établie dans l'Europe, dans l'Asie et dans l'Afrique, par les Goths, les Vandales, les Francs, les Turcs, tous originaires de la Tartarie; gouvernement entièrement contraire à celui des anciens Romains, et encore plus à celui des Chinois, le meilleur qui soit sur la terre après celui du petit nombre de peuplades policées qui ont conservé leur liberté.

Les Marattes, dans ces vastes pays, sont presque les seuls qui soient libres. Ils habitent des montagnes derriere la côte de Malabar, entre Goa et Bombai, dans l'espace de plus de sept cents milles. Ce sont les Suisses de l'Inde, aussi guerriers, moins policés, mais plus nombreux, et par-là plus redoutables. Les vice-rois qui se font la guerre achetent leurs secours, les paient, et les craignent.

La prodigieuse supériorité de génie et de force qu'ont les Européans sur les Asiatiques orientaux est assez prouvée par les conquêtes que nos peuples ont faites chez ces nations, et qu'ils se disputent encore tous les jours. Les Portugais, établis les premiers sur les côtes de l'Inde, porterent leurs armes et leur religion dans l'étendue de plus de deux mille lieues, depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'à Malaca, ayant des comptoirs et des forts qui se secouraient les uns les autres. Philippe II, maître du Portugal, aurait pu former dans l'Inde une domination aussi avantageuse pour le moins que celle du Pérou et du Mexique; et sans le courage et l'industrie des Hollandais et ensuite des Anglais, le pape aurait donné plus d'évêchés réels dans ces vastes contrées qu'il n'en confere en Italie, et en aurait

retiré plus d'argent qu'il n'en leve sur les peuples devenus ses sujets.

On n'ignore pas que les Hollandais sont ceux qui ont les plus grands établissements dans cette partie du monde depuis les isles de la Sonde jusqu'à la côte de Malabar : les Anglais viennent après eux ; ils sont puissants sur les deux côtes de la presqu'isle de l'Inde et jusque dans le Bengale : les Français, arrivés les derniers, ont été les plus mal partagés : c'est leur sort dans l'Inde orientale comme dans l'occidentale.

Leur compagnie établie par Louis XIV, anéantie en 1712, renaissante, en 1720, dans Pondichery, paraissait, ainsi qu'on l'a déja dit, très florissante : elle avait beaucoup de vaisseaux, de commis, de directeurs, même des canons et des soldats ; mais elle n'a jamais pu fournir le moindre dividende à ses actionnaires du produit de son commerce. C'est la seule compagnie de l'Europe qui soit dans ce cas ; et au fond ses actionnaires et ses créanciers n'ont jamais été payés que de la concession faite par le roi d'une partie de la ferme du tabac, absolument étrangere à son négoce : par cela même elle florissait à Pondichery ; car l'argent de ses retours était employé à augmenter ses fonds, à fortifier la ville, à l'embellir, à se ménager dans l'Inde des alliés utiles.

Dupleix, homme aussi actif qu'intelligent, et aussi méditatif que laborieux, avait dirigé longtemps le comptoir de Chandernagor sur le Gange, dans la fertile et riche province de Bengale, à onze

cents milles de Pondichery, y avait formé un vaste établissement, bâti une ville, équipé quinze vaisseaux : c'était une conquête de génie et d'industrie, bien préférable à toutes les autres. La compagnie trouva bon que chaque particulier fît alors le commerce pour son propre avantage. L'administrateur en la servant acquit une immense fortune. Chacun s'enrichit. Il créa encore un autre établissement à Patna, en remontant le Gange jusqu'à trente lieues de Bénarès, cette antique école des brachmanes.

Tant de services lui méritèrent le gouvernement général des établissements français à Pondichery, en 1742. Ce fut alors que la guerre s'alluma entre l'Angleterre et la France. On a déja remarqué que le contre-coup de ces guerres se fait toujours sentir aux extrémités du monde en Asie et en Amérique.

Les Anglais ont, à quatre-vingt-dix milles de Pondichery, la ville de Madrass dans la province d'Arcot : cet établissement est pour l'Angleterre ce que Pondichery est pour la France. Ces deux villes sont rivales ; mais le commerce est si vaste de ce monde au nôtre, l'industrie européane est si active, si supérieure à celle des Indiens, que ces deux colonies pouvaient s'enrichir sans se nuire.

Dupleix, gouverneur de Pondichery, et chef de la nation française dans les Indes, avait proposé la neutralité à la compagnie anglaise : rien n'était plus convenable à des commerçants qui ne doivent point vendre des étoffes et du poivre à main armée : le commerce est fait pour être le lien des nations, pour consoler la terre, et non pour la dévaster. L'humanité et la raison avaient fait ces offres ; la

fierté et l'avarice les refuserent. Les Anglais se flattaient, non sans vraisemblance, d'être aisément vainqueurs sur les mers de l'Inde comme ailleurs, et d'anéantir la compagnie de France.

Mahé de la Bourdonnais était, comme les du Quesne, les Bart, les du Gué-Trouin, capable de faire beaucoup avec peu, et aussi intelligent dans le commerce qu'habile dans la marine; il était gouverneur des isles de Bourbon et de la Maurice, nommé à ces emplois par le roi, et gérant au nom de la compagnie; ces isles étaient devenues florissantes sous son administration: il sort enfin de l'isle de Bourbon avec neuf vaisseaux armés par lui en guerre, chargés d'environ deux mille trois cents blancs et de huit cents noirs, qu'il a disciplinés lui-même, et dont il a fait de bons canonniers. Une escadre anglaise sous l'amiral Barnet croisait dans ces mers, défendait Madrass, inquiétait Pondichery, et faisait beaucoup de prises. Il attaque cette escadre, il la disperse, et se hâte d'aller mettre le siege devant Madrass.

Des députés vinrent lui représenter qu'il n'était pas permis d'attaquer les terres du grand-mogol. Ils avaient raison; c'est le comble de la faiblesse asiatique de le souffrir, et de l'audace européane de le tenter. Les Français débarquent sans résistance; leur canon est amené devant les murailles de la ville mal fortifiée, défendue par une garnison de cinq cents soldats. L'établissement anglais consistait dans le fort Saint-George, où étaient tous les magasins; dans la ville qu'on nomme Blanche, qui n'est habitée que par des Européans; dans celle

qu'on nomme Noire, peuplée de négocians et d'ouvriers de toutes les nations de l'Inde, juifs, banians, arméniens, mahométans, idolâtres, negres de différentes especes, indiens rouges, indiens de couleur bronzée: cette multitude allait à cinquante mille ames. Le gouverneur fut bientôt obligé de se rendre. La rançon de la ville fut évaluée à onze cent mille pagodes, qui valent environ neuf millions de France.

La Bourdonnais avait un ordre exprès du ministère « de ne garder aucune des conquêtes qu'il pourrait faire dans l'Inde »; ordre peut-être inconsidéré, comme tous ceux qu'on donne de loin sur des objets qu'on n'est pas à portée de connaître. Il exécuta ponctuellement cet ordre, et reçut des otages et des sûretés pour le paiement de cette conquête qu'il ne gardait pas. Jamais on ne sut ni mieux obéir, ni rendre un plus grand service: il eut encore le mérite de mettre l'ordre dans la ville, de calmer les frayeurs des femmes, toutes réfugiées dans des temples et dans des pagodes, de les faire reconduire chez elles avec honneur, et de rendre enfin la nation victorieuse respectable et chere aux vaincus.

Le sort de la France a presque toujours été que ses entreprises, et même ses succès hors de ses frontieres, lui sont devenus funestes. Dupleix, gouverneur de la compagnie des Indes, eut le malheur d'être jaloux de la Bourdonnais: il cassa la capitulation s'empara de ses vaisseaux, et voulut même le faire arrêter. Les Anglais et les habitants de Madrass, qui comptaient sur le droit des gens, demeurerent interdits quand on leur annonça la violation du

traité et de la parole d'honneur donnée par la Bourdonnais : mais l'indignation fut extrême quand Dupleix, s'étant rendu maître de la ville Noire, la détruisit de fond en comble. Cette barbarie fit beaucoup de mal aux colons innocents, sans faire aucun bien aux Français : la rançon qu'on devait recueillir fut perdue, et le nom français fut en horreur dans l'Inde.

Au milieu des aigreurs, des reproches, des voies de fait, qu'une telle conduite produisait, Dupleix fit signer par le conseil de Pondichery, et par les principaux citoyens qui étaient à ses ordres, les mémoires les plus outrageants contre son rival : on l'accusait d'avoir exigé de Madrass une rançon trop faible, et d'avoir reçu pour lui des présents trop considérables.

Enfin, pour prix du plus signalé service, le vainqueur de Madrass en arrivant à Paris fut enfermé à la Bastille. Il y resta trois ans et demi, pendant qu'on envoyait chercher des témoins contre lui dans l'Inde : la permission de voir sa femme et ses enfants lui fut refusée. Cruellement puni sur le soupçon seul, il contracta dans sa prison une maladie mortelle : mais avant que cette persécution terminât sa vie il fut déclaré innocent par la commission du conseil nommée pour le juger. On douta si dans cet état c'était une consolation ou une douleur de plus d'être justifié si tard et si inutilement. Nulle récompense pour sa famille de la part de la cour : tout le public lui en donnait une flatteuse en nommant la Bourdonnais le vengeur de la France, et la victime de l'envie.

Mais bientôt le public pardonna à son ennemi Dupleix quand il défendit Pondichery contre les Anglais, qui l'assiégerent par terre et par mer. L'amiral Boscaven vint l'assiéger avec environ quatre mille soldats anglais ou hollandais et autant d'indiens, renforcés encore de la plupart des matelots de sa flotte, composée de vingt et une voiles. M. Dupleix fut à la fois commandant, ingénieur, artilleur, munitionnaire : ses soins infatigables furent secondés par M. de Bussi, qui repoussa souvent les assiégeants à la tête d'un corps de volontaires. Tous les officiers y signalerent un courage qui méritait la reconnaissance de la patrie. Cette capitale des colonies françaises, qu'on n'avait pas crue en état de résister, fut sauvée cette fois : ce fût une des opérations qui valurent enfin à M. Dupleix le grand cordon de Saint-Louis, honneur qu'on n'avait jamais fait à aucun homme hors du service militaire. Nous verrons comme il devint le protecteur et le vainqueur des vice-rois de l'Inde, et quelle catastrophe suivit trop de gloire.

CHAPITRE XXX.

Paix d'Aix-la-Chapelle.

DANS ce flux et ce reflux de succès et de pertes communs à presque toutes les guerres, Louis XV ne cessait d'être victorieux dans les Pays-Bas. Déja Mastricht était prêt de se rendre au maréchal de Saxe, qui l'assiégeait après la plus savante marche

que jamais général eût faite, et de-là on allait droit à Nimegue. Les Hollandais étaient consternés ; il y avait en France près de trente-cinq mille de leurs soldats prisonniers de guerre. Des désastres plus grands que ceux de l'année 1672 semblaient menacer cette république ; mais ce que la France gagnait d'un côté, elle le perdait de l'autre ; ses colonies étaient exposées, son commerce périssait, elle n'avait plus de vaisseaux de guerre ; toutes les nations souffraient, et toutes avaient besoin de la paix, comme dans les guerres précédentes. Près de sept mille vaisseaux marchands, soit de France, soit d'Espagne, ou d'Angleterre, ou de Hollande, avaient été pris dans le cours de ces déprédations réciproques ; et de-là on peut conclure que plus de cinquante mille familles avaient fait de grandes pertes. Joignez à ces désastres la multitude des morts, la difficulté des recrues : c'est le sort de toute guerre. La moitié de l'Allemagne et de l'Italie, les Pays-Bas, étaient ravagés ; et pour accroître et prolonger tant de malheurs, l'argent de l'Angleterre et de la Hollande faisait venir trente-cinq mille Russes qui étaient déja dans la Franconie : on allait voir vers les frontieres de la France les mêmes troupes qui avaient vaincu les Turcs et les Suédois.

Ce qui caractérisait plus particulièrement cette guerre, c'est qu'à chaque victoire que Louis XV avait remportée, il avait offert la paix, et qu'on ne l'avait jamais acceptée ; mais enfin, quand on vit que Mastricht allait tomber après Berg-op-zoom, et que la Hollande était en danger, les ennemis de-

manderent aussi cette paix devenue nécessaire à tout le monde.

Le marquis de Saint-Séverin, l'un des plénipotentiaires de France au congrès d'Aix-la-Chapelle, commença par déclarer qu'il venait accomplir les paroles de son maître, « qui voulait faire la paix, « non en marchand, mais en roi. »

Louis XV ne voulut rien pour lui, mais il fit tout pour ses alliés; il assurait par cette paix le royaume des Deux-Siciles à don Carlos, prince de son sang : il établit dans Parme, Plaisance, et Guastalle, don Philippe, son gendre; le duc de Modene, son allié, et gendre du duc d'Orléans régent, fut remis en possession de son pays, qu'il avait perdu pour avoir pris les intérêts de la France; Gênes rentra dans tous ses droits: il parut plus beau et même plus utile à la cour de France de ne penser qu'au bonheur de ses alliés, que de se faire donner deux ou trois villes de Flandre, qui auraient été un éternel objet de jalousie.

L'Angleterre, qui n'avait eu d'autre intérêt particulier dans cette guerre universelle que celui d'un vaisseau, y perdit beaucoup de trésors et de sang; et la querelle de ce vaisseau resta dans le même état où elle était auparavant. Le roi de Prusse fut celui qui retira les plus grands avantages; il conserva la conquête de la Silésie, dans un temps où toutes les puissances avaient pour maxime, de ne souffrir l'agrandissement d'aucun prince; le duc de Savoie, roi de Sardaigne, fut, après le roi de Prusse, celui qui gagna le plus, la reine de Hongrie ayant payé son alliance d'une partie du Milanais.

Après cette paix, la France se rétablit comme après la paix d'Utrecht, et fut encore plus florissante. Alors l'Europe chrétienne se trouva partagée entre deux grands partis, qui se ménageaient l'un l'autre, et qui soutenaient chacun de leur côté cette balance, le prétexte de tant de guerres, laquelle devrait assurer une éternelle paix. Les états de l'impératrice reine de Hongrie, et une partie de l'Allemagne, la Russie, l'Angleterre, la Hollande, la Sardaigne, composaient une des ces grandes factions; l'autre était formée par la France, l'Espagne, les Deux-Siciles, la Prusse, la Suede: toutes les puissances resterent armées; et on espéra un repos durable, par la crainte même que les deux moitiés de l'Europe semblaient inspirer l'une à l'autre.

Louis XIV avait le premier entretenu ces nombreuses armées, qui forcerent les autres princes à faire les mêmes efforts; de sorte qu'après la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1748, les puissances chrétiennes de l'Europe eurent environ un million d'hommes sous les armes, au détriment des arts et des professions nécessaires, sur-tout de l'agriculture: on se flatta que de long-temps il n'y aurait aucun aggresseur, parceque tous les états étaient armés pour se défendre; mais on se flatta en vain.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS

DANS LE QUATRIEME VOLUME.

FIN DU TOME QUATRIEME.



